

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE

CASIER JUDICIAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le Samedi 24 décembre 1898 à 9 heures et demie

PAR

GEORGES MIRONESCO

Avocat à Bucarest, Licencié ès lettres.

Président . M. LEVEILLÉ, professeur,
Suffragants } MM. LE POITTEVIN, professeur,
GARÇON, agrégé.

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, 16

1898

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE

CASIER JUDICIAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le Samedi 24 décembre 1898 à 9 heures et demie

PAR

GEORGES MIRONESCO

Avocat à Bucarest, Licencié ès lettres.

Président : M. LEVEILLÉ, professeur,
Suffragants { MM. LE POITTEVIN, professeur,
GARÇON, agrégé.



PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, 16

1898



AVANT-PROPOS

Au moment où la réforme du casier judiciaire est de nouveau à l'ordre du jour en France et où divers pays étrangers se préparent à adopter ce casier, il nous a paru intéressant et utile d'étudier dans tous ses détails l'organisation actuelle de cette institution et d'examiner les diverses réformes proposées.

Notre étude se divise en deux parties : l'exposé de l'état actuel, l'examen des réformes proposées. Chacune de ses deux parties forme un « titre » et les deux titres sont précédés d'un aperçu historique sur l'origine et la sphère d'application du casier judiciaire.

Dans notre seconde partie, nous touchons à l'important problème du reclassement des libérés : Tout ce qu'on peut demander à un régime pénal quelconque, c'est qu'il tende à faire du criminel un honnête homme, si cela est possible et, sinon, qu'il le mette hors d'état de nuire. Pour ce dernier résul-

tat la peine suffit ; mais, pour aboutir au premier, la peine seule ne suffit pas toujours. Il faut non seulement régénérer le délinquant, par le travail pendant la détention, mais il faut aussi s'intéresser à lui après sa sortie de prison et le mettre à même de gagner honnêtement sa vie. La question qui se posera pour nous sera celle de savoir si le casier judiciaire, avec son organisation-type actuelle, ne va pas à l'encontre de ce but, en empêchant les libérés de trouver du travail, et, si le casier présente cet inconvénient, nous devons chercher quel est le moyen d'y remédier.

Dans l'exposé de l'état actuel, nous insistons plus qu'on ne le fait d'habitude sur les législations étrangères. La cause en est que, dans le cours de nos recherches, nous avons constaté, à cet égard, des erreurs parfois étonnantes dans des ouvrages très estimés et il nous a semblé indispensable de rectifier ces erreurs. Ainsi, pour citer un cas frappant, on a toujours dit et répété que le casier judiciaire existe dans plusieurs cantons suisses et certains auteurs nous ont même donné des détails : On nous a appris notamment qu'il y aurait en Suisse une certaine prescription des mentions du casier et que les condamnations n'y seraient inscrites qu'à partir d'un mois d'emprisonnement. Or, aux époques où l'on donnait ces informations sur le casier suisse (les plus

récents travaux qui en parlent datent de 1892-93), *le casier judiciaire n'existait nulle part en Suisse* ⁽¹⁾.

D'ailleurs, ces erreurs, sont souvent explicables, si l'on tient compte de ce que, partout, le casier judiciaire (ou l'institution similaire qui le remplace) est régi non par des lois, mais par des décrets, des circulaires, des instructions administratives, qui reçoivent toujours une publicité restreinte et même, dans notre cas, n'ont parfois reçu aucune publicité, de telle sorte que les recherches sont extrêmement difficiles.

Nous nous sommes efforcé, aussi bien pour la France que pour les pays étrangers, de tout contrôler minutieusement et, dans les cas très rares, où cela nous a été impossible, nous avons eu soin de le dire.

En ce qui concerne les législations étrangères, pour avoir des informations sûres, nous sommes allé quelquefois faire nos investigations sur place auprès des autorités compétentes ; mais le plus souvent nous nous sommes adressé à de savants spécialistes des nations intéressées. Auprès des uns, comme auprès des autres, l'accueil, qui nous a été fait, a été empreint d'une courtoisie et d'une bienveillance extrêmes. Aussi sommes-nous heureux de

¹⁾ Il existe actuellement dans deux cantons (sur 25) : dans le canton de Berne depuis 1895, dans le canton de Vaud depuis le mois de juillet dernier.

pouvoir profiter de l'occasion présente, pour leur renouveler l'expression de notre profonde gratitude et nos remerciements les plus vifs.

Paris, 20 novembre 1898.

G. MIRONESCO.

BIBLIOGRAPHIE

I. MONOGRAPHIES PROPREMENT DITES, TRAITÉS.

- J. *Appleton*, La Réforme du casier judiciaire. Paris, 1893, 1 vol. in-8° (Thèse prés. à la Fac. de droit de Lyon).
- O. *Despatys*, Traité théorique et pratique des casiers judiciaires en France et à l'étranger. Paris, 1870, 1 vol. in-8°.
- L. *Theureau*, Les casiers judiciaires et un projet de casiers civils. Paris, 1891, 1 vol. in-8°.

II. ARTICLES DE JOURNAUX OU REVUES, DISCOURS, ETC.

- A. *Bonneville (de Marsangy)*, De la localisation au greffe de l'arrondissement natal des renseignements judiciaires concernant chaque condamné. Versailles, 1849 (Discours prononcé à l'aud. de rentrée du Trib., 5 nov. 1848) ⁽¹⁾.
- A. *Bonneville de Marsangy*, Le casier judiciaire. Rapport fait à la Société générale des Prisons. *Bullet. de la Soc. g. d. Pr.*, an. 1887, p. 300-317.

¹⁾ Cette brochure est très difficile à trouver; mais le discours se trouve entièrement reproduit dans un ouvrage postérieur du même auteur : *De l'amélioration de la loi criminelle* (2 vol. Paris 1853-1864) tome I, Appendice p. 648-671. Voir aussi l'appendice du tome II, p. 615-645.

- L. *Bonneville de Marsangy*, La réforme du casier judiciaire, *Gazette des Tribunaux*, deux articles : 16-17 novembre et 9 décembre 1891.
- J. *Brégeault*, Le casier judiciaire. *La Loi*, 5 déc. 1891.
- H. de *Forcrand*, La réforme du casier judiciaire, *Journal du ministère pub. et du dr. criminel*, 1891 (tome XXXIV), p. 85-91.
- J. *Lacointa*, La réforme du casier judiciaire, *Bull. de la Soc. gén. des prisons*, 1893, p. 303-313.
- G. *Le Poittevin*, Traité pratique des casiers judiciaires, *France judiciaire*, 1879 (3^e partie, p. 40-56.)
- G. *Le Poittevin*, La réforme du casier judiciaire. Discours pron. à l'aud. de rentrée de la Cour d'appel d'Angers, 16 oct. 1891. Angers, Broch. 31 pages. (Ce discours a été aussi publié dans la *Gazette des Tribunaux*, 25-26 octobre 1891).
- J. *Leveillé*, La Réforme du casier judiciaire. Trois articles dans *le Temps* des 3 et 27 mars et 1^{er} avril 1891.
- J. *Leveillé*, Où en est la réforme du casier judiciaire? *Bull. Soc. pris.* 1893 (tome XVII), p. 37-51.
- J. *Leveillé*, La réforme des règlements sur le casier judiciaire. Rapport présenté au Congrès du patronage des libérés de Lyon 1894. *Compte-Rendu stén. du Congrès* (1 vol. Lyon, 1895) p. 25-29.
- G. de *Nava*, Le nuove disposizione sul caselario giudiziariale, dans la *Rivista penale* (mars 1890), Tome XXXI, p. 231-238.
- A. *Rey*, Le casier judiciaire dans ses rapports avec la récidive, discours pron. à l'audience de rentrée

de la Cour d'appel de Montpellier, 16 oct. 1891.
Montpellier, 1 broch. 40 pages.

C. de *Vence*, La réforme du casier judiciaire. Rapport fait à la Société génér. des pris. *Bullet. de la Soc. g. d. pr.*, an. 1891, p. 720-783.

E. *Yvernès*, L'échange régulier des casiers judiciaires entre les différents Etats. Rapport fait au Congrès pénit. intern. de Rome (1885) résumé dans les Actes du Congrès, Tome I, p. 579 et publié *in-extenso* dans le *Bull. Soc. gén. pris.*, 1887, p. 263-271.

III. DICTIONNAIRES ET ENCYCLOPÉDIES JURIDIQUES

Ed. *Fuzier-Herman*, Répertoire général alphab. du droit français (publ. sous la direction de M. Fuzier-Herman) v^o Casier judiciaire, Tome IX, p. 86 et s.

G. *Le Poittevin*, Dictionnaire-formulaire des Parquets (2^e éd. 3 vol. in-8^o. Paris 1894) v^o Casier judiciaire, Tome I, p. 341 et s.

Rivière, Pandectes françaises, nouveau répertoire de doctrine, de légis. et de jurispr. (publ. sous la direction de M. Rivière) v^o Casier judiciaire, Tome XIV, p. 515 et s.

Stengels Wörterbuch des Deutschen Verwaltungsrechts (publ. sous la direct. de M. Stengel) v^o Strafregister (Fribourg, 1890) Tome II, p. 569 et s.

IV. COLLECTIONS DE TEXTES ⁽¹⁾

Bulletin officiel du ministère de la justice, publication

¹⁾ Voir à l'*Appendice* la liste des circulaires du ministre de la justice qui régissent le casier judiciaire français, avec indication des tomes et pages des publications où elles se trouvent.

trimestrielle (depuis 1876). Paris, Imprimerie nationale.

Gillet et Demoly, Analyse des circulaires du ministère de la justice, 3^e édit., deux in-8°. Paris, 1876.

Recueil officiel des instructions et circulaires du ministère de la justice, 3 vol. in-8°. Paris, 1879-1883.
Imp. Nat.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

APERÇU HISTORIQUE

1. L'intérêt de la sûreté publique a, de tout temps, imposé à la police le devoir d'avoir l'œil sur les repris de justice et une bonne police chercha toujours à avoir sur eux des renseignements suffisants, lui permettant de ne pas perdre complètement leur trace après leur sortie de prison.

C'est dans ce but que, surtout dans les grandes villes, s'est introduit l'usage de garder note à la police des condamnations prononcées par les tribunaux du lieu et de consigner sur des registres tous les renseignements recueillis sur les criminels condamnés.

Les plus anciens registres de ce genre, dont on ait connaissance, remontent, pour Paris, vers 1720 ⁽¹⁾. Il existait à cette époque à la « Lieutenance de police » ⁽²⁾ de Paris un registre appelé

¹⁾ *H. Gisquet* (préfet de police sous Louis-Philippe), *Mémoires* (Paris, 4 vol., 1840), tome IV, p. 293.

²⁾ La fonction du *lieutenant de police* fut créée par un édit

« Journal de Paris » sur lequel on* gardait note non seulement des condamnations pénales, mais aussi des plaintes des particuliers, victimes de vols ou d'autres délits.

En 1790, on créa, à la police de Paris, un bureau spécial de renseignements, qui devait recueillir toutes les décisions, même celles portant acquittement, prononcées par les tribunaux correctionnels de la Seine, ainsi que les ordonnances de non-lieu rendues par les juges d'instruction ⁽³⁾.

2. Parallèlement à ces bureaux de renseignements de la police, une loi du 19 vendémiaire an IV (11 oct. 1795) créa des bureaux analogues dans chaque greffe de tribunal correctionnel (art. 29 de la loi). On devait y tenir un registre alphabétique de tous les individus appelés devant le tribunal

de Louis XIV, rendu le 15 mars 1667. V. *Gisquet*, Mémoires, I, p. 21 et s. ; cf. *Frégier*, Histoire de l'administration de la police de Paris (1850, 2 vol.), I, p. 206. Auparavant, les attributions de police étaient exercées, à Paris, par le lieutenant civil et le lieutenant criminel du Châtelet, qui dépendaient du prévôt de Paris, et étaient à l'origine nommés par ce magistrat ; mais, à partir de Louis XII, ils furent nommés à vie par le roi. Louis XIV les dépouilla de leurs attributions de police et créa le lieutenant de police (appelé plus tard *lieutenant général de police*) qui disparut avec la grande Révolution et fut remplacé quelques années après par le *préfet de police*, fonction créée par l'arrêté des consuls du 12 messidor an VIII (2 juillet 1800). Cf. *Gisquet*, ouvr. cit., I, p. 47 et s.

³⁾ *Gisquet*, l. cit. Cf. *Pandectes françaises*, v. Casier jud., n° 4. L. Theureau, Casiers judiciaires, p. 5.

correctionnel ou devant le jury « avec une notice sommaire de leur affaire et des suites qu'elle a eues. »

Le Code d'instruction criminelle (de novembre-décembre 1808) actuellement en vigueur a renouvelé et complété ces dispositions de la loi du 19 vendémiaire an IV, en instituant des registres alphabétiques particuliers dans tous les greffes des tribunaux correctionnels et des Cours d'assises et deux registres généraux, conservés l'un au ministère de la justice et l'autre au ministère de l'intérieur. Voici le texte des articles qui instituent ces registres de condamnations :

Art. 600. — Les greffiers des tribunaux correctionnels et des Cours d'assises seront tenus de consigner sur un registre particulier les noms, prénoms, professions, résidence de tous les individus condamnés à un emprisonnement correctionnel ou à une plus forte peine. Ce registre contiendra une notice sommaire de chaque affaire et de la condamnation, à peine de cinquante francs d'amende pour chaque omission.

Art. 601. — Tous les trois mois, les greffiers enverront, sous peine de cent francs d'amende, copie de ce registre au ministre de la justice et à celui de la police générale.

Art. 602. — Ces deux ministres feront tenir, dans

la même forme, un registre général, composé de ces diverses copies.

3. A côté donc des notices et registres de la police, les tribunaux et le ministre de la justice allaient avoir des registres analogues, consignant (à quelque chose près) les mêmes faits.

En ce qui concerne les registres de la police, l'art. 602 ne fait que consacrer ce qui existait déjà, en décidant la concentration des renseignements judiciaires à la police de Paris ⁽⁴⁾. Le but de ces registres était, nous l'avons déjà dit, celui de faciliter la recherche et la surveillance des malfaiteurs.

Mais on ne saurait dire au juste quel a été le véritable but poursuivi par la création des registres des tribunaux et du ministère de la justice. D'après l'exposé de motifs de la loi, ces registres auraient, concurremment avec les registres de la police, une triple mission : 1^o faciliter la recherche et la surveillance des malfaiteurs ; 2^o servir à constituer une statistique de tous les crimes et une statistique personnelle de tous les criminels ; 3^o prévenir certaines défaillances par la crainte que doit inspirer l'inscription sur ces registres ⁽⁵⁾.

⁴⁾ L'exposé des motifs de la loi le constate, d'ailleurs. V. *Locré*, Législation civile commerciale et criminelle de la France (31 vol., Paris, 1827-1832). tome XXVIII, p. 155. Cf. plus bas, n^o 4.

⁵⁾ *M. Theureau*, *Cas. jud.*, p. 8 (suivi par *M. Appleton*,

D'un autre côté le rapporteur de la loi donne à

Réf. du cas., p. 5) affirme que tous ces registres devaient servir seulement à l'établissement des statistiques. Mais voici ce que dit l'exposé des motifs : « Il est facile de reconnaître tout ce que ces simples mesures d'ordre et de police doivent procurer d'avantages. Comme la vertu, le crime a ses degrés. Rarement un forfait atroce est un coup d'essai : presque toujours, son auteur a été flétri de quelques précédentes condamnations. On désigne les mauvais sujets d'un canton aussi facilement qu'on en cite les honnêtes gens. Et s'il est bon que le gouvernement ait toujours dans la pensée les noms des bons citoyens qui peuvent lui être utiles, la justice, la police et les tribunaux ont besoin que des registres exactement tenus conservent les noms, les demeures, les habitudes des malfaiteurs, les noms, les signalements des complices que l'instruction découvre ou que les condamnés révèlent. Qu'il se commette un crime dans un canton, il a presque toujours suffi à la gendarmerie de faire subir une espèce de revue à tous les mauvais sujets signalés, de se faire rendre compte de l'emploi de tous leurs moments, pour mettre la main sur le vrai coupable. La classe des malfaiteurs d'habitude, heureusement pour la nation, est la seule qui n'ait point renoncé à son privilège, à l'horrible privilège du crime. Le contrôle de ces bandits existera dans chaque chef-lieu de département, dans le greffe de chaque Cour d'appel, pour la facilité des recherches. Un contrôle général sera établi à Paris et les deux ministères les plus intéressés à la poursuite et à la compression des méchants, la police qui les recherche et les arrête, la justice qui les frappe, trouveront dans une désolante biographie la statistique bien exacte de tous les crimes et la statistique personnelle aussi exacte de tous les criminels... Eh ! ne sera-ce pas déjà un très moral résultat que la crainte inspirée à l'homme sur le point de commettre une faute, de voir son nom figurer sur ces fastes de la honte et du crime ! Cette peine d'infamie survivra à la flétrissure et la réhabilitation seule pourra s'effacer ». *Locré*, ouv. cit., tome XXVIII, p. 154-155.

tous les registres institués par les art. 600, 601 et 602 un seul but : de faciliter la surveillance des repris de justice ⁽⁶⁾.

De tout ceci il paraît résulter que le législateur ne poursuivait pas un but bien défini; mais il croyait utile de consacrer une institution déjà existante.

Quoi qu'il en soit, ce qui est certain, c'est que ces registres ont reçu dans la pratique une mission différente de celles qu'avait visées le législateur. La loi punissait d'une aggravation de peine la récidive. Pour pouvoir appliquer la loi, le juge avait besoin de savoir si le prévenu, amené devant lui, avait été ou non condamné. Au début, on n'avait d'autre ressource que de provoquer les aveux du prévenu, ce qui signifie qu'on ne pouvait jamais connaître sûrement la vérité. Quand les registres des tribunaux furent institués, l'idée s'est venue de se servir de ces registres pour constater la récidive : au lieu de se fier à la parole du prévenu on consultait les registres alphabétiques du tribunal pour voir si l'inculpé n'avait pas encouru précédemment une autre condamnation.

Mais ces recherches étaient très pénibles et

⁽⁶⁾ Locré, *Ibidem*, p. 172. « Il faut, dit le rapporteur, que le gouvernement puisse toujours vérifier en peu de temps ce que sont devenus les individus qui ont donné lieu à des poursuites contre eux, »

presque toujours infructueuses. En effet, d'un côté, il fallait compulser tous les registres pour une période de 10, 20, 40 ans, d'après l'âge du prévenu. D'un autre côté, comme les registres d'un tribunal ne contenaient que les condamnations prononcées par lui, le résultat des recherches était souvent négatif et toujours incertain (le prévenu aurait pu être condamné ailleurs).

On s'aperçut vite de ces inconvénients et on chercha autre part une meilleure source d'informations sur les antécédents judiciaires des prévenus. Les tribunaux prirent l'habitude de s'adresser, dans ce but, à la préfecture de police de Paris, où, d'ailleurs, déjà auparavant ils s'adressaient dans des cas exceptionnels.

4. La préfecture de police de Paris était, en effet, presque toujours à même de fournir des renseignements à peu près complets sur les antécédents des prévenus, grâce à ses *sommiers judiciaires*.

Ces « Sommiers » ne sont que les registres de police, dont nous avons parlé plus haut. Au début, ils ne contenaient, en principe, que les décisions prononcées en matière criminelle et correctionnelle par les tribunaux de la Seine ; mais on y inscrivait aussi toute condamnation pénale prononcée par un tribunal quelconque de province et parvenue à la connaissance de la police ⁽⁷⁾. Plus tard (et surtout

⁷⁾ *Gisquet*, ouv. cit., IV, p. 292.

après la mise en application du Code d'instruction criminelle) on y recueillit toutes les condamnations prononcées par les tribunaux de France : les copies des registres que les greffiers devaient envoyer au ministre de la police générale (art. 601 cité) étaient communiquées à la préfecture de police de Paris ⁽⁸⁾. En outre des condamnations on y gardait note, autant que possible, des acquittements et des ordonnances de non lieu ⁽⁹⁾.

Mais à force de vouloir tout savoir, en consignait dans ses Sommiers les « biographies judiciaires » de tous les délinquants de France, la préfecture de police de Paris risquait d'ôter toute utilité pratique à cette précieuse source d'informations.

En effet, à cause de l'encombrement, les recherches dans ces registres devinrent excessivement

⁸⁾ *Despatys*, Traité des c. j., p. 113.

⁹⁾ *Gisquet*, ouv. cit., IV, p. 293 : « Il existe à la préfecture de police un bureau, où l'on compose une collection, qui remonte à près de cent vingt ans, de tous les arrêts et jugements portant condamnation afflictive, infamante ou correctionnelle, rendus par les cours royales et les tribunaux de France. Afin qu'il n'y ait point de lacune dans ce recueil, les ministres ont soin de transmettre au préfet de police le bordereau des peines appliquées annuellement dans le royaume, avec les noms, prénoms, lieu de naissance, domicile, âge et signalement des individus atteints par les condamnations. On y joint la liste de ceux traduits en justice sous la prévention d'un crime ou d'un délit caractérisé, lors même qu'ils sont acquittés. On y ajoute toutes les indications propres à les faire reconnaître au besoin. La collection dont il s'agit constitue ce qu'on appelle les « Sommiers judiciaires »... »

difficiles. En 1832, il y avait quatorze employés chargés des recherches dans les « Sommiers » qui se composaient de « quatre cents gros registres successivement remplis de toutes les notes parvenues au bureau et inscrites à la suite les unes des autres, sans qu'on s'assujettit à une autre méthode pour le classement des matières. Comment retrouver — continue Gisquet, qui nous fournit ces indications ⁽¹⁰⁾ — dans quatre cents registres les détails relatifs à tel ou tel individu ? C'était à peu près impossible. On avait donc établi un répertoire où étaient inscrits par ordre alphabétique, les cinq cent mille noms des gens sur lesquelles on avait recueilli des renseignements et des numéros de renvoi indiquaient les registres et les pages où se trouvaient les notes relatives à chacun d'eux. Mais ce répertoire était devenu lui-même une chose embarrassante et difficile à consulter. Il se composait de feuilles volantes, précaution indispensable pour permettre d'en intercaler de nouvelles, lesquelles feuilles remplissaient quatre caisses de bois. » Il y avait dans ce répertoire; en 1832, plus de quarante mille noms commençant par la lettre *B*, près de dix mille noms commençant par les deux lettres *Ba*, etc.

Dans cet état de choses, le nombre des matériaux augmentant chaque année, les sommiers judiciaires

¹⁰⁾ Ouvr. cit., *l. cit.*

menaçaient de ne pouvoir plus servir. Quand même il n'y aurait pas eu impossibilité absolue de trouver les renseignements relatifs à un individu quelconque, on ne pouvait jamais être sûr du résultat des recherches (des erreurs, surtout des omissions étaient presque inévitables). D'un autre côté, la grande difficulté des recherches provoquait des lenteurs très préjudiciables à l'administration de la justice.

Pour remédier à ces inconvénients, le préfet de police de l'époque (1832), M. Henri Gisquet, eut l'idée de remplacer les registres par des fiches en carton placées dans des rayons en ordre rigoureusement alphabétique. Chacune de ces fiches, appelées bulletins, contenait tous les renseignements relatifs à un individu (¹¹). Cela simplifia excessivement la recherche. En effet, pour avoir les renseignements désirés sur un individu quelconque, on n'avait qu'à extraire des rayons le bulletin qui le

¹¹) *Gisquet*, lieu cité : « ...Bref, les quatorze employés avaient peine à remplir leur tâche... J'ai modifié ce travail de telle sorte que maintenant deux hommes peuvent le faire. Tous les registres et le répertoire sont remplacés par de petites feuilles en carton léger, qui, sous titre de bulletins, contiennent chacun tout ce qui concerne un même individu. On a fait le dépouillement des anciens registres et transcrit sur les nouveaux bulletins tout ce qui pouvait être bon à conserver. Il a suffi, après cela, de placer ces bulletins dans des rayons par ordre alphabétique pour rendre les recherches excessivement faciles et promptes. »

concernait et en copier le contenu. Deux employés suffisaient maintenant pour ce travail ⁽¹²⁾.

Mais cette grande facilité de recherche ne dura pas longtemps : déjà en 1870, quatorze employés sous la direction d'un sous-chef de bureau suffisaient à peine pour le travail que donnaient les sommiers ⁽¹³⁾. La collection, en effet, augmentait considérablement chaque année ⁽¹⁴⁾. Plus tard, les recherches redeviendront très pénibles, et surtout trop longues, et on cherchera à remédier de nouveau à cet inconvénient par une nouvelle simplification ⁽¹⁵⁾.

¹²⁾ Gisquet, *l. c.*

¹³⁾ Louis Theureau, *Casiers judiciaires*, p. 40.

¹⁴⁾ *Maxime du Camp* (« La préfecture de police de Paris » dans la *Revue des Deux-Mondes*, du 1^{er} juillet 1869) dit qu'il y avait 120.000 de nouveaux bulletins par an. A l'époque où il écrivait, les Sommiers se composaient de 4.610 boîtes à 750 fiches au minimum par boîte, ce qui faisait en tout trois millions et demi de bulletins. Il ajoute — et cela nous donne une idée de la difficulté des recherches déjà à cette époque-là — que les Martin remplissaient 20 boîtes, les Lefebvre 16 boîtes, les Bernard 14, les Leroy 13, etc. Au mois d'août 1893, les sommiers de la préfecture de police contenaient huit millions de fiches. Cf. *Bulletin de la Société générale des Prisons*, année 1895, page 271.

¹⁵⁾ En 1893, M. A. Bertillon fit le dépouillement des Sommiers pour les classer d'une manière plus méthodique, afin de faciliter les recherches. Il fit d'abord extraire et mettre aux archives toutes les fiches concernant les individus nés avant 1816. Cette catégorie comprenait 150.000 bulletins. Un second groupe a été formé des individus nés entre 1816 et 1829. Enfin, le reste fut classé par décades (de 1829 à 1839, etc.) jusqu'à la décade en cours qui se terminera en

5. Pendant quinze ans encore après leur transformation, les sommiers de la police de Paris continuèrent à être l'unique source d'informations judiciaires pour toute la France.

Mais l'organisation de cette institution n'était pas irréprochable : 1° Les sommiers judiciaires présentaient d'abord d'importantes lacunes : les condamnations prononcées par des tribunaux d'exception (comme les conseils de guerre, les tribunaux maritimes), les déclarations de faillites, les réhabilitations n'y figuraient pas. 2° Les décisions rendues en matière criminelle ou correctionnelle par les tribunaux des départements éloignés de Paris n'étaient pas toujours notifiées au bureau des sommiers, ou elles n'y parvenaient souvent que plusieurs années après leur date. 3° La concentration dans un bureau unique des renseignements judiciaires sur tous les délinquants de France rendait les recherches très difficiles et entraînait de regrettables lenteurs dans l'envoi des renseignements demandés par les tribunaux. 4° Cette concentration

1899. Chaque décade se distingue des autres par la couleur différente de ses fiches. Pour les femmes, on a été obligé de faire une classification à part, parce qu'on « obtient rarement qu'elles fassent connaître exactement leur âge. » Elles ont été classées par groupe de vingt ans, tenant compte de l'époque du premier délit. Elles forment cinq catégories. Enfin, depuis le 1^{er} juillet 1894, toutes les condamnations sont consignées sur la fiche servant au signalement anthropométrique. Cf. *Bull. Soc. pris.*, lieu cité note précéd.

était d'un autre côté périlleuse, parce qu'elle rendait possible l'anéantissement d'un seul coup de toutes ces précieuses collections à la suite d'un accident ou « d'un audacieux coup de main » ⁽¹⁶⁾.

6. Ces inconvénients ⁽¹⁷⁾ et notamment les deux derniers frappèrent l'esprit d'un magistrat éminent, M. A. Bonneville (de Marsangy), qui était, en 1848, procureur de la République à Versailles et, dans un discours resté célèbre, prononcé le 5 novembre 1848, à l'audience solennelle de rentrée du Tribunal civil de Versailles, il démontra l'insuffisance des sommiers judiciaires quant à la constatation des antécédents des prévenus ⁽¹⁸⁾, et la nécessité qu'il y

⁽¹⁶⁾ Cf. plus bas note 18. M. Bonneville de Marsangy le disait en 1848 et cela paraissait peut-être bien invraisemblable. Mais vingt-trois ans après cette hypothèse s'est réalisée : les partisans de la commune mirent le feu à la préfecture de police (dans la nuit du 23 au 24 mai 1871) et une partie des documents y conservés fut détruite. On reconstitua à l'aide du casier judiciaire les bulletins détruits des Sommiers.

⁽¹⁷⁾ D'après une opinion très répandue, il faudrait ajouter aux inconvénients signalés la « clandestinité » des Sommiers judiciaires : on voit, en général, un inconvénient dans le fait que les Sommiers étaient secrets. Tel n'est pas notre avis. La question sera éclaircie plus tard, quand nous parlerons des inconvénients du casier judiciaire et des réformes proposées pour y remédier (titre II en entier et surtout chap. I et II).

⁽¹⁸⁾ Il vise surtout les deux derniers inconvénients signalés plus haut dans le texte. Après avoir constaté la stérilité des registres institués par les art. 600, 601 et 602 du Code d'instr. criminelle, et après avoir fait l'éloge de la réforme apportée en 1833 (par M. Gisquet) aux Sommiers judiciaires,

a d'instituer un nouveau moyen capable « de rendre aussi prompt qu'infailible la recherche des antécédents judiciaires. »

Ce moyen il le trouve dans « la localisation au greffe de l'arrondissement natal des renseignements judiciaires concernant chaque condamné ⁽¹⁹⁾. »

Voici l'économie générale de son système, telle qu'il l'a résumée lui-même (sous la forme d'un article de loi, qu'il voulait faire insérer dans le Code d'Instruction criminelle): « Aussitôt qu'une condamnation à l'emprisonnement ou à plus forte

il continue dans ces termes : « Mais j'ai hâte d'ajouter que l'organisation actuelle de ce bureau, suffisante pour le service judiciaire de la Seine et des départements adjacents, est complètement impuissante à pourvoir aux exigences journalières des cours et tribunaux des départements. Toutefois, telle parfaite qu'on puisse rendre à l'avenir l'organisation du dépôt général des notices établi à Paris, il est évident que le travail de *recherche* et d'*envoi* des renseignements demandés sera toujours moins facile et moins rapide, concentré sur un seul point que si l'on parvenait à le *diviser* en organisant en même temps autant de dépôts partiels que nous avons d'arrondissements administratifs et judiciaires. D'ailleurs, si l'on songe qu'il suffit d'un audacieux coup de main, tenté par quelques malfaiteurs insurgés ou même un simple accident pour anéantir ces précieuses collections alphabétiques, on comprendra l'indispensable nécessité de créer un second foyer de renseignements identiques, lequel par sa dissémination même soit à l'abri de toute chance de destruction ». Discours, dans l'*Amél. de la loi cr.*, I, p. 651.

¹⁹⁾ Tel est le titre du discours dont nous parlons dans le texte. Il se trouve reproduit dans l'append. du tome I de l'*Amélioration de la loi criminelle*. Cf. *Bibliog.*

peine ⁽²⁰⁾ sera devenue définitive, les greffiers des cours et tribunaux seront tenus, sous peine d'une amende de cinq francs par chaque omission, d'adresser suivant la forme et les dimensions prescrites un extrait de la dite condamnation au greffe du tribunal civil du lieu de naissance du condamné. Pareil envoi sera fait, sous la même peine, de tous mandats d'amener ou d'arrêt, ordonnances de prise de corps, jugements ou arrêts concernant les prévenus ou accusés *contumax* et généralement de toute décision judiciaire emportant incapacité civile. Ces extraits et mandats seront classés au greffe par ordre alphabétique ; il en sera délivré copie certifiée à toute réquisition de l'autorité » ⁽²¹⁾.

7. Cette proposition de réforme fut bien accueillie par les hommes compétents et le Conseil général de Seine-et Oise émit, le 12 septembre 1849, un vœu, très fortement motivé, en faveur de cette réforme ⁽²²⁾.

Encouragé par ce vœu, M. Bonneville de Marsangy s'adressa au ministre de la justice, en le priant de pendre en considération sa proposition de réforme.

Après quelques ajournements ⁽²³⁾, le garde des

²⁰⁾ Comme on le voit, il reproduit les termes de l'art. 600 du Code de l'instr. criminelle.

²¹⁾ *De l'Amél. de la loi crim.*, I, p. 652-653.

²²⁾ Le texte en est reproduit dans le tome I de l'ouvrage cité à la note précédente, page 673.

²³⁾ V. plus bas note 29 (ce chapitre).

sceaux, G. Rouher, se décida à réaliser cette réforme et il créa, par sa circulaire du 6 novembre 1850, le *casier judiciaire*. C'est dans cette circulaire qu'apparaît, pour la première fois, la dénomination de « casier judiciaire ». L'institution a été organisée d'après les indications données par M. Bonneville de Marsangy, avec quelques modifications de détail. Le casier judiciaire fonctionne encore aujourd'hui en vertu de cette circulaire du 6 novembre 1850, modifiée partiellement et complétée par une foule d'autres circulaires et instructions ministérielles (environ 150).

L'innovation fondamentale était la *localisation* au greffe de chaque tribunal d'arrondissement, de *tous les renseignements judiciaires* relatifs aux condamnations pénales et disciplinaires (donc aussi condamnations des Conseils de guerre, etc.) et aux déclarations de faillite, concernant les individus nés dans l'arrondissement respectif. Sans cela l'organisation matérielle du casier est, dans ses grandes lignes, identique à l'organisation donnée par M. Gisquet, aux Sommiers judiciaires de la préfecture (N° 4 plus haut).

Pour pouvoir profiter immédiatement de la nouvelle institution, le garde des sceaux ordonna de convertir en bulletins individuels toutes les notices contenues dans les anciens registres de condamnations à partir de 1831.

Le casier commença à fonctionner le 1^{er} janvier 1851.

8. La création du casier judiciaire n'a pas enlevé aux Sommiers de la préfecture de police de Paris toute l'utilité qu'ils pouvaient avoir pour l'administration de la justice. Dans des cas exceptionnels, ils rendent encore à la justice d'importants services, parce que les Sommiers constatent, en dehors des condamnations, les acquittements et les ordonnances de non-lieu et surtout parce qu'ils contiennent depuis quelques années les *signalements anthropométriques* des délinquants ⁽²⁴⁾.

Grâce à ce système d'identification, les Sommiers peuvent servir pour établir l'identité d'un récidiviste qui se cache sous un faux nom ⁽²⁵⁾. Le ministre de l'intérieur constatait, en 1888, que, dans une période de quatre ans, on était arrivé, à l'aide des Sommiers judiciaires anthropométriques, à re-

²⁴⁾ Le service d'identification par signalements anthropométriques, dirigé par M. A. Bertillon (l'inventeur de cette méthode d'identification), fonctionne à la préfecture de police de Paris depuis 1882. Cf. plus loin titre I, chapitre IX, nos 68 et 69.

²⁵⁾ Avant l'introduction de l'anthropométrie, il y avait, déjà depuis 1874 à la préfecture de police de Paris, un *service d'identification photographique*, qui rendait de réels services pour la constatation de l'identité des prévenus. Mais il y avait des difficultés de se servir de ces photographies qui ne pouvaient pas être classifiées méthodiquement comme les signalements anthropométriques. Cf. plus loin, n° 67.

connaître l'identité de quinze cents récidivistes arrêtés et écroués sous de faux noms ⁽²⁶⁾.

Autrement en principe, les tribunaux ne se rapportent plus aux Sommiers de la police, mais puisent tous les renseignements, dont ils ont besoin, dans les casiers judiciaires.

9. Mais, si le casier judiciaire a remplacé les sommiers quant à la constatation des antécédents des prévenus, ce n'est pas là l'unique mission qu'on lui a donnée. Dès le début on lui a assigné, en outre, d'autres fonctions.

Ainsi il devait servir à constater les incapacités civiles et politiques, résultant des jugements, pour assurer l'application des lois qui écartent des services et fonctions publiques les individus frappés de pareilles incapacités.

La loi, par exemple, déclarait incapables d'être jurés ou électeurs les individus qui avaient subi certaines condamnations. Or, comme auparavant il n'y avait pas un moyen sûr de constater ces condamnations et, par conséquent, les incapacités qui en résultaient, les prescriptions de la loi restaient, dans la majorité des cas, lettre morte et très souvent des faillis ou d'anciens condamnés continuaient à être électeurs ou jurés.

Le casier était destiné à remédier à cet état des

²⁶⁾ *Recueil des actes et documents officiels intéressant l'administration pénitentiaire*, tome XII, page 321.

choses. L'inventeur du casier judiciaire ⁽²⁷⁾ et le ministre qui l'a créé ⁽²⁸⁾, insistent beaucoup sur cette idée et c'est d'ailleurs le désir de combler cette lacune de la législation qui a déterminé le garde des sceaux, Rouher, à créer le casier judiciaire ⁽²⁹⁾.

10. Une autre mission donnée au casier judiciaire fut celle de fournir à toute personne, en cas de légitime besoin, des renseignements officiels sur les antécédents judiciaires d'un tiers.

Le promoteur de notre institution le disait sans le proposer ⁽³⁰⁾ dans son célèbre discours. Mais le

²⁷⁾ Dans son discours, ouvr. cit., I, p. 659.

²⁸⁾ Circulaire de la chancellerie, du 6 nov. 1850, I et IX (v. *Appendice*).

²⁹⁾ En effet, lorsqu'en 1849, M. Bonneville de Marsangy pria le ministre de la Justice de prendre en sérieuse considération sa proposition de réforme, le ministre déclara (lettre du 10 déc. 1849) qu'il va soumettre la question à la commission instituée pour la revision du Code d'instruction criminelle. Sollicité de nouveau par l'infatigable magistrat, à l'occasion de la mise en vigueur de la loi électorale du 3 juin 1850, le garde des sceaux ordonna, dit lui-même (lettre du 12 juin 1850), « que cette affaire soit traitée d'urgence, comme intimement liée à la bonne application de la nouvelle loi. » V. *Bonneville de Marsangy*, De l'amélior. de la loi criminelle, I, p. 675, Cf. Circul. 6 nov. 1850, I.

³⁰⁾ En effet, toute la troisième partie de son discours est consacrée à la démonstration du puissant effet moralisateur que pouvait avoir la publicité du casier judiciaire ; mais, dans l'article qu'il voulait faire insérer dans le Code (v. plus haut n° 6 *in fine*), il proposait tout simplement qu'on délivrât

Ministre consacre cette manière de voir dans sa première circulaire ⁽³¹⁾ et dans une circulaire postérieure il s'explique en disant que la publicité des renseignements judiciaires doit être la règle ⁽³²⁾.

C'était là rompre complètement avec la tradition. En effet, les sommiers judiciaires et tous les registres prévus par les art. 600, 601 et 602 du Code d'Instr. crim. étaient secrets. Il est même à remarquer que la question de savoir si ces registres seront ou non secrets a été discutée au Conseil d'Etat, lors de la rédaction du texte et qu'elle a été résolue dans le sens affirmatif.

Dans le projet primitif, le troisième article, devenu l'art. 602, contenait un second alinéa, ainsi conçu : « Il pourra être délivré aux fonctionnaires et officiers publics compétents et aux parties intéressées les extraits qui seront demandés. » Lorsque

des « copies certifiées » d'après les bulletins « à toute réquisition de l'autorité. »

³¹⁾ La circulaire (6 nov. 1850) prescrit (§ IV) la nécessité du visa du procureur de la République « parce que ce sont des extraits de procédure criminelle et il appartient au ministère public d'examiner dans quels cas ils peuvent, sans inconvénients, être livrés à la publicité. » Cf., § IX de cette même circulaire, v. plus loin, n° 16 note 9.

³²⁾ Circul. cancell., 30 déc. 1850, § XII : « ...Ma pensée est que la publicité doit être la règle et que la communication doit être accordée chaque fois que le ministère public reconnaît que la demande qui en est faite s'appuie sur des motifs sérieux et légitimes. » *Addé* : Circul. cancell., 4 juin 1851, plus loin n° 38, note 52.

les 3 articles vinrent en discussion devant le Conseil d'Etat, un membre du conseil (Regnault de Saint-Jean d'Angely) proposa la suppression des mots « parties intéressées » contenus dans le dernier alinéa cité. « Il importe, disait-il, d'empêcher qu'un malveillant n'abuse de cette disposition du paragraphe pour lever des extraits et les faire insérer méchamment dans les journaux. » Le conseil reconnut la justesse de ces observations et, après discussion, décida que le paragraphe entier sera retranché ⁽³³⁾.

Le garde des sceaux de 1850 ne voulut pas tenir compte de ces considérations et, méconnaissant l'esprit du texte qu'il avait pour devoir de faire respecter, décida que les renseignements contenus aux casiers judiciaires seraient, en principe, communiqués à n'importe qui, si le ministère public n'y voyait pas d'inconvénients.

Il en résulta de nombreux abus et la chancellerie fut amenée à mettre des restrictions à la publicité du casier ⁽³⁴⁾. Mais il subsiste encore aujourd'hui une publicité indirecte. On ne peut se faire délivrer que l'extrait de son propre casier. Seulement ceux qui le demandent, ne le demandent pas évidemment pour eux-mêmes, mais pour des tiers, auxquels ils

³³⁾ Séance du Cons. d'Etat, du 12 août 1808, dans Locré, *ouvr. cit.*, t. XXVIII, p. 103 et 104.

³⁴⁾ Pour détails, v. n° 38.

sont obligés de produire l'extrait de leur casier, pour pouvoir obtenir une place.

D'une source d'informations destinée en son principe à éclairer la justice, on a fait une sorte de bureau d'informations publiques. Nous aurons à rechercher plus tard (Titre II) si ce n'est là qu'une nouvelle phase du développement de notre institution ou si au contraire on ne s'est pas engagé ainsi dans une fausse route.

11. Les principes sur lesquels repose le casier judiciaire (localisation à un point fixe de toutes les données concernant une catégorie de personnes et classement méthodique) sont évidemment susceptibles d'autres applications. On en a proposé, à différentes reprises, notamment deux, qu'on peut considérer comme des extensions du casier judiciaire proprement dit.

Pour faciliter la recherche des criminels et pour assurer l'exécution des mandats de la justice, on a proposé « la création d'un casier général pour la recherche et la surveillance des malfaiteurs ⁽³⁵⁾ » ou

³⁵⁾ Tel est le titre d'une brochure publiée par M. Henri Gilbrin, procureur de la République à Mantes. Il propose la création d'un *casier général* établi : 1° dans tous les commissariats de police ; 2° dans toutes les brigades de gendarmerie ; 3° dans les bureaux de la douane les plus rapprochés des frontières de terre. Sur les bulletins de ce casier seront consignés : I) tout arrêt par contumace ; II) tout jugement par défaut emportant peine d'emprisonnement ; III) tout jugement par défaut rendu en vertu de la loi du 8 août 1893 sur

seulement un « *casier des recherches* » (³⁶). La préfecture de police de Paris possède déjà un casier de ce genre ; mais très incomplet. Ayant gardé note des recherches ordonnées par différents parquets à l'égard des inculpés soupçonnés de s'être réfugiés à Paris, la Préfecture créa pour son usage un « *Sommier général des recherches* ». Le ministre de la justice signalait, en 1873, cette institution à l'attention particulière des membres des parquets (³⁷).

Une seconde extension du principe du casier judiciaire, proposée souvent sous diverses formes, est celle du *casier civil*.

Le premier qui souleva cette question est M. Lionel d'Albiousse (en 1860). Il proposait l'établissement de deux casiers : 1^o Un « casier de l'état ci-

les étrangers ; IV) tout jugement contradictoire prononçant un emprisonnement supérieur à trois mois (ce qui, soit dit en passant, dénature le système et surtout le rend impraticable : il y aurait 7-8 millions de fiches dans chaque commissariat !) En outre, la direction de la sûreté publique enverrait à ces casiers des bulletins individuels remplaçant les trois états signalétiques, qu'elle envoie actuellement tous les mois à chaque parquet (à savoir : 1^o un état signalétique des condamnés à l'interdiction de séjour ; 2^o un état sign. des anarchistes étrangers expulsés ; 3^o un état des signal. d'autres individus : forçats évadés, déserteurs de la légion étrangère, individus sous le coup d'un mandat d'arrêt, etc.).

³⁶) Chomet, « De l'appl. des c. j. à la recherche des prév. et des condamnés en fuite », *Journ. du Ministère public*, an. 1877, p. 60 et s.

³⁷) Circul. chanc., 30 déc. 1873, II.

vil », correspondant au registre de l'état civil ;
 2° Un « casier des objets divers » constatant les modifications apportées à la capacité des personnes ⁽³⁸⁾.

Depuis lors, différents auteurs proposèrent ou simplement un casier constatant les naissances, les mariages, les divorces et les décès ⁽³⁹⁾ ou bien un casier civil plus compréhensif, destiné à constater tous les changements survenus dans la situation des personnes au point de vue civil et commercial ⁽⁴⁰⁾.

³⁸⁾ *Revue pratique de Droit français*, tome IX (1860), p. 457-465 ; tome XIII (1862), p. 332-342.

³⁹⁾ *G. Denos*, La bigamie, moyens de la prévenir, etc. (1891, Chartres). Bien qu'il parle d'un *casier civil* à établir, il propose, en fin de compte, « un registre tenu en double ». Cf. *L. Billard*, De l'insuffisance, vis-à-vis des tiers, du mode légal de publicité donnée aux faits de l'état civil (1878, Dôle).

⁴⁰⁾ *De Neyremaud*, De l'instit. d'un casier jud. civil, *France jud.* ; I (1878-1879), p. 44-45. *Louis Theureau*, Cas. jud. et un projet de casiers civils, p. 172 : « ... Des bulletins qui constaterait à l'égard des personnes les changements apportés par suite de mariage sous tel ou tel régime, jugement de séparations de corps ou de biens, divorce, déchéance de la puissance paternelle, émancipation, tutelle, adoption, interdiction ou nomination d'un conseil judiciaire, faillite ou liquidation judiciaire et autres circonstances quelconques de nature à modifier la situation individuelle dans l'un de ses trois éléments essentielles : possession des droits sociaux (?), capacité de les exercer, crédit. » Ces casiers seraient complètement publics.

TITRE PREMIER

ETAT ACTUEL

CHAPITRE PREMIER

DÉFINITION ET UTILITÉ DU CASIER

12. D'après ce que nous avons déjà vu, le casier judiciaire a, comme principe fondamental, l'idée de *localiser* au greffe du tribunal du lieu de naissance de chaque personne, *tous* les renseignements judiciaires relatifs aux condamnations pénales et disciplinaires et aux déclarations de faillite ou liquidation judiciaire qui la concernent. C'est là surtout la note caractéristique, distinguant le casier judiciaire des institutions analogues qui l'ont précédé et dont il est dérivé.

Une seconde note caractéristique du casier judiciaire c'est le mode spécial de classement des renseignements qu'il contient. Cette particularité lui est, nous l'avons vu, commune avec les sommiers

judiciaires de la police ; mais présente, à notre point de vue, cette importance d'avoir donné son nom à notre institution. Nous savons déjà en quoi consiste cette méthode de classement : les divers renseignements étant inscrits, pour chaque individu, sur des fiches en carton léger ; on classe ces bulletins, d'après l'ordre rigoureusement alphabétique, dans des boîtes de bois à plusieurs compartiments ou cases, qui s'appellent *casiers*. D'où le nom de « casier judiciaire ».

On peut donc donner à l'expression « casier judiciaire » deux sens différents.

D'abord, dans un sens matériel, elle signifierait le meuble ⁽¹⁾ établi dans chaque greffe de tribunal d'arrondissement et dans lequel sont conservés les bulletins constatant les condamnations criminelles, correctionnelles, disciplinaires encourues par les individus nés dans l'arrondissement.

En second lieu, dans un sens abstrait, l'expression « casier judiciaire » signifierait l'institution qui, en vertu d'une localisation dans un point fixe (et connu d'avance) de tous les renseignements judiciaires relatifs aux condamnations pénales et disciplinaires concernant un individu et à l'aide de classement méthodique de ces notices, permet no-

¹⁾ En règle générale, c'est une armoire, fermée à clef, dans laquelle sont rangées les boîtes de bois qui contiennent les bulletins.

lamment à la justice de constater facilement et avec certitude les antécédents judiciaires d'une personne.

13. Il est aisé de voir combien une pareille institution est indispensable pour la bonne administration de la justice, tant au point de vue des principes généraux de la pénalité qu'au point de vue de l'application des lois pénales existantes.

D'abord, au point de vue des principes, que doit-on viser en punissant un criminel ? Le rendre honnête homme, si la chose est possible, et sinon le mettre hors d'état de nuire. Donc amendement ou élimination. Dans les deux cas, la peine, tout en visant, un résultat social, poursuit un but individuel. Pour qu'elle soit efficace — pour qu'elle puisse produire l'effet désiré — il faut qu'elle soit appropriée au but poursuivi, il faut, en d'autres mots, qu'elle soit proportionnée à la perversité du délinquant. C'est là le grand principe de l'individualisation de la peine ⁽²⁾. Or, pour que le juge puisse (autant que la loi lui permet actuellement) appliquer ce principe fondamental de la pénalité, il faut le mettre à même d'apprécier la perversité du prévenu. Un des principaux éléments de cette appréciation est, certes, la connaissance exacte du passé judiciaire de l'inculpé.

²⁾ Voir sur l'*Individualisation de la peine*, le beau livre qu'a publié récemment M. R. Saleilles (chez Alcan, premier volume de la Bibliothèque générale des sciences sociales). Cf. plus loin, n° 34, note 37.

Notre institution est seule en mesure de lui fournir cette base d'appréciation.

D'un autre côté, en fait, la loi punit la récidive (art. 56, 57, 58 Code pén. et diverses lois spéc.), ordonne la relégation du récidiviste endurci (loi du 27 mai 1885) et permet la suspension de la peine en faveur du délinquant primaire (loi du 26 mars 1891). Pour savoir si tel prévenu se trouve dans l'un de ces divers cas, pour pouvoir, par conséquent, appliquer la loi pénale, le juge a besoin de connaître avec exactitude les antécédents judiciaires de tout inculpé. Le casier judiciaire, qui constate ces antécédents, constitue donc un rouage indispensable pour la bonne application de toutes les lois pénales en général ⁽³⁾.

14. Dans un autre ordre d'idées, le casier judiciaire, assure l'application de diverses lois qui écartent de certaines charges ou fonctions publiques les individus, ayant subi certaines condamnations ou ayant été déclarés en état de faillite ou de liquidation judiciaire.

³⁾ En effet, de deux choses l'une : ou le prévenu se trouve dans l'un des cas pour lesquels il y a des prescriptions légales exceptionnelles (récidiviste, relégable, délinquant primaire), ou il ne se trouve dans aucun de ces cas. Dans les deux alternatives, pour pouvoir faire une juste application de la loi, il faut établir quelle est la situation légale du prévenu (sous le rapport de l'influence qu'exercent les antécédents sur la peine à prononcer).

Ainsi la loi déclare incapables d'être jurés ou électeurs les personnes qui ont encouru certaines condamnations et les faillis ; elle ordonne l'exclusion de l'armée des individus condamnés à une peine afflictive et infamante, etc (*).

Dans tous ces cas, pour pouvoir appliquer les prescriptions de la loi, il faut avoir un moyen sûr de constater les incapacités dont il s'agit. A l'aide du casier judiciaire on les constate facilement, parce que toutes ces incapacités résultent des sentences qui se trouvent consignées sur les bulletins du casier. Avant l'établissement du casier judiciaire, l'application de ces lois était, nous l'avons déjà dit (n° 9), très aléatoire. Actuellement, grâce au casier, elles sont strictement appliquées.

13. L'utilité du casier judiciaire est très grande au point de vue de la statistique criminelle en général, et surtout au point de vue de l'établissement d'une statistique scientifique de la récidive.

M. Köbner a démontré, au Congrès de Paris (1893) de l'Union Internationale de Droit pénal, que les statistiques actuelles de la récidive sont complète-

*) Voici les principaux textes contenant des dispositions de ce genre : 1° Pour les jurés, l'art. 2 de la loi du 21-24 nov. 1872 sur le jury ; 2° pour les électeurs : art. 13 du décret organique du 2 février 1852, modifié partiellement par l'art. 22 de la loi du 30 nov. 1875 et la loi du 24 janvier 1889 ; 3° pour l'armée : les art. 4 et 5 de la loi du 15 juillet 1889. Cf. art. 21 de la loi du 4 mars 1889 (liquid. jud.).

ment erronées et qu'une statistique scientifique et exacte de la récidive doit s'appuyer sur les casiers judiciaires, en mettant à profit leur contenu matériel et en adoptant leur méthode ⁽⁵⁾.

En fournissant des éléments précieux et une méthode sûre à une statistique scientifique de la récidive et de la criminalité en général, le casier judiciaire, qui sert admirablement, dans différentes occasions, à l'application de la loi, pourra servir aussi au législateur lui-même pour le guider dans la confection de la loi. En effet, une statistique criminelle scientifique doit s'efforcer de rechercher empiriquement les causes des faits qu'elle constate ; elle doit déterminer combien certains facteurs sociaux ou certaines dispositions mauvaises de la loi, etc., con-

⁵⁾ La grande erreur des statistiques actuelles (excepté la stat. française qui a une méthode spéciale) est que, pour établir le pour cent des récidivistes, on compare des grandeurs absolument hétérogènes et incommensurables : le chiffre total des condamnés d'une année et le chiffre des récidives punies pendant la même année. Ce qu'il faut comparer, c'est le chiffre des récidives constatées avec le chiffre des « capables de récidiver ». Ce dernier chiffre, on ne peut guère le constater qu'à l'aide des casiers judiciaires. Il se compose : 1^o de ceux qui ont déjà été condamné une ou plusieurs fois ; 2^o ceux qui sont en état de commettre un nouveau délit (donc il faut déduire les décès, les cas de démences, émigration, emprisonnement perpétuel, etc.). En suivant cette méthode, M. Garçon a constaté que la récidive s'élevait, à Lille, à 85 0/0, tandis que le taux officiellement constaté (par la méthode statistique actuelle) est de 42 0/0. Cf. *Bull. de l'Union intern. de droit pén.*, t. V (1894), p. 56.

tribuent à l'extension de la récidive et indiquer ainsi au législateur les réformes à faire ⁽⁶⁾.

C'est en se plaçant au point de vue de son utilité pour la statistique criminelle que le Congrès d'Anvers (1894) de l'Union Internationale de Droit pénal recommanda avec instance à tous les Etats européens l'adoption du casier judiciaire.

16. Les divers services que peut rendre le casier judiciaire énumérés jusqu'ici sont reconnus par tout le monde. Mais on lui a attribué, en outre, d'autres avantages qui sont tout au moins contestables.

Ainsi l'inventeur du casier (suivi par beaucoup d'auteurs) soutient que l'inscription du casier judiciaire aurait un effet préservatif et moralisateur, grâce surtout à la publicité qu'elle est destinée à recevoir au lieu de naissance du criminel ⁽⁷⁾.

⁶⁾ Voir sur tous ces points (utilité du casier judiciaire au point de vue de la statistique criminelle), la belle monographie de M. Köbner, présentée comme rapport (au congrès de Paris de l'Union intern. de dr. pén.) sur la question : *De la méthode relative à l'organisation d'une statistique scientifique et uniforme de la récidive*, dans le tome IV (an. 1893, pages 146-265) du *Bulletin de l'Union intern. de dr. pénal*. V. aussi tome V du même bulletin, p. 45 et s. : Congrès d'Anvers, mémoire de MM. G. von Mayr, Garçon et Köbner, et plus loin (même vol.), p. 161-169.

⁷⁾ Dans la troisième partie du discours de Versailles. Cf. surtout (*Amél. de la loi crim.*, I, p. 665) : « Prenez tel homme que ses habitudes perverses poussent en aveugle sur la pente de l'infraction. Parlez-lui de son père, de sa mère, de ses

Mais, comme le remarquait déjà M. Despatys ⁽⁸⁾, l'expérience a prouvé que c'était là une simple illusion, l'inscription au casier n'a aucun effet préventif sur les criminels endurcis et « quant à ceux qui ont encore quelque souci de leur nom et de leur avenir, ils n'ont d'autre souci que de se faire condamner sous des noms supposés ».

Un autre avantage attribué au casier judiciaire consisterait dans le fait qu'il constituerait pour les particuliers une source précieuse d'informations sur la « moralité » des personnes avec lesquelles ils entrent en relation ⁽⁹⁾. Dans le même ordre d'idées

enfants qu'il a abandonnés ; dites-lui qu'il va les déshonorer ; dites-lui que la condamnation qui l'attend sera affichée au lieu qu'ils habitent, au lieu où sont les souvenirs de sa famille, où reposent les cendres de ses ancêtres. Croyez-moi, si cet homme n'en est pas arrivé à ce terme extrême de dégradation qui est la mort morale, croyez qu'il hésitera, qu'il s'arrêtera peut-être, pour rentrer bientôt dans le droit et facile sentier de l'obéissance aux lois. » Il convient de remarquer que pour concevoir la réalisation de ces espérances de M. Bonneville de Marsangy, il faudrait admettre une sorte d'affichage des mentions du casier. Or, jamais personne ne fit pareille proposition, pas même M. Bonneville de Marsangy, qui a été plus modéré que d'autres sur ce point (V. plus haut, n° 10, note ³⁰ et n° 6).

⁸⁾ *Traité théor. et prat. des cas. jud.*, p. 132.

⁹⁾ Le garde des sceaux disait dans la circulaire par laquelle il institua le casier (6 nov. 1850, § IX, *Avantages de la nouvelle institution*) : « ...De même, dans un mot, que pour les actes importants de la vie, on exige aujourd'hui des citoyens la production de leur acte de naissance, de même, à l'avenir, on leur demandera en outre la production du bulletin du ca-

on soutient que notre institution rend un grand service aux honnêtes gens, en leur fournissant une attestation officielle d'honorabilité, qui leur permet de trouver plus aisément un emploi.

Ces affirmations sont certes exagérées. En vérité, le fait d'avoir encouru une condamnation pénale ne prouve rien quant à la moralité présente ou future de l'ancien condamné (quelquefois cela ne prouve rien même sur sa moralité au moment du délit). Et, par contre, le défaut de condamnation ne garantit point la moralité présente ou future de l'individu et ne constitue même pas une présomption sérieuse de son honorabilité passée. Toutefois, le public interprète autrement le contenu du casier judiciaire et si, à raison de ce préjugé (qui voit dans le casier une preuve d'immoralité ou d'honorabilité suivant qu'il constate ou non des condamnations), il peut arriver, dans la pratique de regrettables méprises, il est vrai aussi de dire que le casier peut quelquefois servir aux honnêtes gens, soit en leur permettant de réduire vite à néant les calomnies dirigées contre eux, soit en leur facilitant même le placement. Mais ces avantages si rares s'obtiennent

sier judiciaire de l'arrondissement, où ils sont nés. *Combien aussi de simples particuliers ne tiendront-ils à recourir à cette salutaire précaution, avant de conclure une affaire importante de famille ou d'argent, pour s'éviter les regrets si amers qui les menacent aujourd'hui, faute de pouvoir se renseigner légalement sur les antécédents de celui avec lequel ils contractent.* »

à un tel prix qu'ils ne constituent plus une utilité sociale, et il vaudrait mieux, dans l'intérêt de la Société, renoncer tout à fait à cet emploi du casier judiciaire. En effet, la publicité du casier, indispensable pour que notre institution puisse rendre ces rares services, pousse à la récidive tous ceux qui ont une mention fâcheuse à leur casier.

17. En récapitulant les divers avantages du casier judiciaire, nous pourrions les ranger dans trois groupes :

A. Au point de vue de la bonne administration de la justice, le casier judiciaire : 1° permet au juge de proportionner la peine à la perversité du coupable ; 2° rend possible la stricte et juste application des lois pénales en général, et particulièrement : *a)* il permet la constatation certaine de la récidive ; *b)* il rend possible l'application de la loi sur la relégation ; *c)* il permet d'accorder en connaissance de cause la faveur du sursis à la peine ⁽¹⁰⁾.

B. Au point de vue politique et administratif, le casier judiciaire rend possible l'exacte application des lois consacrant des incapacités et notamment : 1° il permet d'exclure des listes électorales, les individus qui sont déclarés incapables par la loi ;

¹⁰⁾ Dans le même ordre d'idées, on peut ajouter que le casier a permis l'abréviation de la durée des procédures criminelles. Le garde des sceaux le constatait déjà en 1856 : Circul. du 1^{er} juillet, XXVIII.

2° il permet de rayer des listes du jury ceux qui sont frappés d'incapacité à ce sujet ; 3° il permet d'exclure de l'armée française en général ou seulement de l'armée de la France continentale (d'après la distinction faite par la loi) des individus que la loi proclamé indignes de faire leur service militaire dans les conditions ordinaires.

C. Au point de vue de la science pénale, le casier judiciaire rend possible l'établissement d'une statistique scientifique de la récidive et de la criminalité en général.

Dans l'intention, en elle-même très louable, de tirer de cette utile institution le plus de profit possible, on lui a donné encore la mission de renseigner un particulier quelconque sur le passé judiciaire des gens avec lesquels il entre en relation. Dans ce rôle, le casier offre peu d'utilité et, par contre, il présente de très graves inconvénients. On en parlera plus loin (Titre II, chap. I et s.).

CHAPITRE II

RASE LÉGALE DU CASIER JUDICIAIRE

18. Le casier judiciaire, n'est régi que par des circulaires et instructions ministérielles. Créé par la circulaire du ministre de la justice du 6 novembre 1850, il fonctionne encore aujourd'hui en vertu de cette circulaire. Mais depuis lors, un grand nombre d'autres circulaires et instructions sont venues modifier et surtout perfectionner l'organisation du casier judiciaire ⁽¹⁾. De là une situation compliquée et confuse, mais, par dessus tout, précaire.

En effet, le casier judiciaire, n'étant, en définitive, qu'une institution, pour ainsi dire, ministérielle, peut être, à tout moment, modifié, boule-

¹⁾ La plupart d'entre ces circulaires émanent du ministère de la justice (chancellerie). Quelques-unes émanent d'autres ministères (guerre, intérieur, marine, finances). D'autres émanent des parquets généraux. Nous avons dit à la bibliographie, où se trouvent ces circulaires, et nous donnons à l'appendice de ce volume, un tableau des principales circulaires de la chancellerie avec indication des pages des publications où elles se trouvent.

versé et supprimé par une simple circulaire ministérielle.

Toutefois cette dernière mesure se heurterait à des textes de lois. Car — véritable anomalie législative — si aucune loi n'a consacré directement le casier judiciaire, divers textes de loi présupposent son existence et le reconnaissent, en quelque sorte indirectement, en parlant d'une manière incidente de cette institution.

19. La première loi qui mentionna le casier est la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive. En réorganisant, dans son troisième titre, la réhabilitation des condamnés, elle modifia, entre autres articles, l'art. 633 du Code d'instr. crim. Cet article modifié dit que, dans le cas où la réhabilitation est obtenue, « mention en est faite au casier judiciaire » et que le réhabilité peut se faire délivrer « un extrait du casier judiciaire sans frais. »

Dans la discussion de cette loi, à la Chambre des députés, M. Freppel observa, avec raison, qu'il faut éviter d'introduire d'une manière incidente dans le texte de la loi le nom d'une institution inconnue au législateur : « Apportez-nous, disait-il, une proposition de loi sur le casier judiciaire, nous l'apprécierons ; mais vous ne pouvez pas viser dans un texte de loi une œuvre ministérielle et la raison en est toute simple : ce que MM. Rouher et Abatucci ont fait en 1850 et 1851, le garde des sceaux actuel,

M. Brisson, peut le défaire à égal droit. Et alors que devient votre texte de loi ? ⁽²⁾ Il proposa un amendement, d'après lequel le texte devait se rapporter aux art. 600, 601 et 602 du code d'instr. crim. ; mais cet amendement ne fut pas voté.

Depuis 1885, cinq autres lois ont mentionné le casier judiciaire : 1° la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire, dans ses art. 38 et 63 ; 2° la loi du 4 mars 1889 instituant la liquidation judiciaire, art. 25 ; 3° la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement, art. 59 ; 4° la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines, dans son article 4 ; 5° la loi budgétaire du 26 janvier 1892, art. 5 et 24.

Les trois premiers de ces textes exigent de certaines personnes la production de l'extrait de leur casier judiciaire. La dernière loi (janv. 1892) dispense du droit de timbre les extraits du casier. La mention faite dans la loi du 26 mars 1891 est plus importante : elle dit, en parlant des condamnations conditionnelles : « La condamnation est inscrite au casier judiciaire ; mais avec la mention expresse de la suspension accordée. Si aucune poursuite, suivie de condamnation dans les termes de l'art. 1 § 2, n'est intervenue dans le délai de 5 ans, elle ne doit plus être inscrite dans les extraits délivrés aux parties. »

²⁾ *Journ. off.* Débats parlem. Chambre, 1885 ; p. 842 (séance du 19 mai).

20. Certains auteurs ⁽³⁾ ont voulu voir dans les diverses mentions légales, que nous venons d'énumérer une consécration législative de notre institution. Il en résulterait que le ministre ne pourrait plus supprimer, sans le concours du Parlement, le casier judiciaire.

Cette manière de voir nous paraît difficile à admettre, en face de l'interprétation que le gouvernement donnait, à ce point de vue, à la mention insérée dans la loi du 14 août 1885. En effet, lorsqu'à la Chambre des députés, le rapporteur de cette loi proposa le rejet de l'amendement déposé par M. Freppel (dont nous parlons plus haut), celui-ci répondit : « Mais demain, M. le Ministre de la justice pourra, s'il le veut, supprimer le casier judiciaire. » A quoi le Ministre de l'intérieur répliqua : « Eh bien, la disposition deviendra caduque ; elle n'aura plus sa raison d'être. » ⁽⁴⁾ Le gouvernement entendait donc que la mention faite dans la loi ne changeait en rien la situation précaire du casier.

Remarquons, d'un autre côté, qu'on ne doit pas chercher un appui légal pour notre institution dans les art. 600, 601 et 602 du code d'instr. crim. ; car, s'il est vrai que le casier n'est qu'un perfectionne-

³⁾ G. Le Poittevin, *Dictionnaire-Formulaire des parquets* V^o *Cas. jud.* ; Brégault et Delagarde, *Traité théorique et pratique de la réhabilitation*, Paris, 1886, p. 19.

⁴⁾ *Journ. off.*, Débats parlementaires, 1885, *loc. cit.*

ment de l'institution prévue par ces articles, il n'est pas moins vrai que ce perfectionnement a été fait d'une manière irrégulière par une sorte d'usurpation du pouvoir législatif ⁽⁵⁾. En face de ces textes le casier paraîtrait plutôt une institution extralégale. Il vaut mieux, dès lors, au point de vue juridique, le considérer comme une institution à part, reposant uniquement sur les circulaires ministérielles.

⁵⁾ Non seulement les art. 600, 604, 602 Code d'instr. crim., ont été modifiés par de simples circulaires; mais l'art. 498 du même Code a été même complètement aboli par la même voie irrégulière; V. circul. cancell. 6 nov. 1850, § VI; 30 déc. 1850, § II et III; 23 février 1887.

CHAPITRE III

ÉCONOMIE GÉNÉRALE DU SYSTÈME CASIERS D'ARRONDISSEMENT. CASIER CENTRAL.

21. Les principes fondamentaux du système des casiers judiciaires nous sont déjà connus. Avant d'entrer dans la description détaillée du système, présentons-en ici une vue d'ensemble.

Les greffiers de toute juridiction répressive (tribunaux correctionnels, cours d'appel jugeant correctionnellement, cours d'assises, conseils de guerre, etc.) les greffiers des tribunaux de commerce et des tribunaux civils, s'il y a lieu, sont obligés de faire parvenir, chaque quinzaine, au procureur général, dans le ressort duquel leurs juridictions se trouvent, des bulletins individuels de toutes les condamnations pénales ou disciplinaires, devenues définitives, prononcées par ces juridictions, de tous les jugements déclaratifs de faillite ou liquidation judiciaire et de toutes les réhabilitations criminelles, correctionnelles et commerciales.

Ces bulletins individuels, appelés *bulletins n° 1*,

doivent contenir deux catégories d'énonciations, les unes destinées à singulariser l'individu auquel le bulletin s'applique, les autres destinées à bien désigner la décision qu'il s'agit de constater. Voici leurs principales énonciations : 1^o Nom, prénoms, surnoms, date et lieu de naissance, domicile, état civil, profession, signalement de la personne à laquelle s'applique le bulletin ; 2^o désignation de la juridiction d'où émane la décision qu'il s'agit de constater, date de cette décision, nature de l'infraction, nature et quotité de la peine.

Les bulletins n^o 1, qui sont vérifiés et visés par le procureur de la République avant d'être envoyés au procureur général, font de la part de celui-ci l'objet d'une nouvelle vérification ; après quoi il envoie chaque bulletin au greffe du tribunal civil de l'arrondissement natal du condamné (ou du failli) respectif. S'il s'agit d'un individu né dans un pays étranger, ou dans une colonie française autre que l'Algérie, ou bien d'un individu dont le lieu de naissance est inconnu, le bulletin, qui le concerne, est envoyé au ministère de la justice. Là, tout aussi bien que dans les greffes des tribunaux d'arrondissement, les bulletins sont rangés par ordre rigoureusement alphabétique dans des casiers.

Lorsqu'une poursuite est commencée contre une personne quelconque, le parquet s'adresse au greffe du tribunal de l'arrondissement natal de l'inculpé.

ou au ministère de la justice (d'après la distinction faite plus haut) et demande communication des bulletins qui peuvent exister au casier sur le nom de la personne poursuivie. Si un ou plusieurs bulletins n° 1 existent, le greffier (ou le préposé du casier établi au ministère de la justice) transcrit toutes les décisions judiciaires y consignées sur un imprimé spécial, qu'il envoie au parquet demandeur. C'est là ce qu'on appelle *l'extrait du casier judiciaire* ou *bulletin n° 2*. Il porte en grosses lettres le mot « *néant* », lorsqu'il n'y a rien au casier sur le nom de l'individu respectif.

Des extraits du casier judiciaire sont délivrés non seulement aux membres des parquets civils et militaires (et à d'autres magistrats), mais aussi aux administrations publiques et même aux particuliers. Quant à ses derniers, la règle est actuellement qu'on ne peut se faire délivrer que l'extrait de son propre casier.

Le bulletin n° 2 est toujours le relevé intégral des condamnations ou décisions judiciaires portées sur le bulletin n° 2. Toutefois il y a deux ou trois exceptions à cette règle pour les extraits délivrés aux administrations publiques ou aux particuliers.

22. L'idée fondamentale du casier judiciaire est, nous l'avons déjà dit plusieurs fois, le principe de la localisation, à un point fixe et notoire pour chaque individu, de tous les renseignements judiciaires

relatifs aux condamnations pénales qu'il a encourues, quelle que soit la juridiction qui les a prononcées.

Mais, une fois le principe de la localisation admis, il s'agissait de savoir s'il faut localiser les renseignements judiciaires au lieu de naissance comme le préconisait le promoteur du casier, ou s'il vaut mieux les localiser au lieu du domicile. Le garde des sceaux nous explique très bien pourquoi à bon droit il a préféré la localisation au lieu de naissance :

« Le lieu du domicile se présentait tout d'abord : c'est là, en effet, que toute personne peut le plus souvent être poursuivie ; c'est là qu'elle peut être appelée à faire partie du jury ou à exercer tout autre droit politique ; c'est là, en un mot, qu'il semble tout d'abord qu'il y ait le plus d'intérêt à connaître sa conduite, ses mœurs, ses antécédents. Mais une grave objection s'élevait contre ce système. Le domicile résulte, d'après notre législation même, d'éléments assez vagues, assez divers et il n'est pas facile de bien déterminer quel est le lieu du domicile réel de chaque individu ; de plus, le domicile est essentiellement mobile et changeant. Si l'on s'était décidé à placer les renseignements judiciaires sur chaque individu au lieu de son domicile, il aurait fallu qu'ils le suivissent dans le lieu de sa résidence nouvelle aussi souvent qu'il aurait voulu en

changer. — Le lieu du domicile devait donc être écarté, je me suis attaché au lieu de la *naissance*. Pour celui-ci il n'y a rien de vague, rien d'incertain rien de mobile ; c'était un fait qui saisissait l'homme à son entrée dans la société et qui l'y suivait jusqu'à sa mort ; le lieu de naissance est, d'ailleurs, réellement aussi le lieu du domicile pour la plus grande masse des individus ⁽¹⁾...»

Une fois le lieu de naissance choisi pour l'établissement du casier, il était naturel de l'établir au greffe du tribunal civil de l'arrondissement ⁽²⁾ ; parce que là se trouvent déposés les actes de naissance de toutes les personnes nées dans l'arrondissement et cela facilitait considérablement le fonctionnement du casier (quant à la confection et à la vérification des bulletins n° 1, etc).

23. Mais il y avait à résoudre une difficulté. Le principe de la localisation au lieu de naissance ne pouvait être appliqué pour les individus nés à l'étranger, ou pour ceux dont le lieu de naissance était inconnu.

La circulaire, qui institua le casier judiciaire, avait prévu cette difficulté et elle donnait une solution très rationnelle quant au casier des étrangers

¹⁾ Circul. 6 nov. 1850, II.

²⁾ Circ. chanc. 6 nov. 1850, III, 2° : «... Ce casier sera placé dans un lieu non accessible au public, et autant que possible dans celui où sont conservés les actes de l'état civil. »

naturalisés : la circulaire décidait que les bulletins les concernant seront classés au greffe du tribunal du lieu où leurs lettres de naturalisation ont été enregistrées ⁽³⁾.

Quant aux autres individus d'origine étrangère ou inconnue, la circulaire tenait compte du lieu du domicile et elle décidait que : 1° pour ceux qui avaient un domicile stable en France, les bulletins les concernant devaient être classés dans un casier spécial au greffe du tribunal du domicile ; 2° pour ceux qui n'avaient pas de domicile stable, les bulletins devaient être classés dans un casier spécial au greffe du tribunal qui avait prononcé la sentence.

Cette solution, qui était en contradiction formelle avec l'idée fondamentale du système (localisation à un point fixe et notoire), n'a produit aucun résultat utile. Le garde des sceaux lui-même constate déjà en 1853, qu'avec les mesures prises « il n'est guère facile de retrouver la trace des condamnations précédentes » ⁽⁴⁾ prononcées contre les individus des 2 catégories mentionnées et le ministre promettait de remédier à cet état de choses.

En effet, deux ans après, une circulaire créait au ministère de la justice un casier, destiné à recevoir les bulletins relatifs aux étrangers non naturalisés,

³⁾ Circ. 6 nov. 1850, III, 8°, G.

⁴⁾ Circ. chanc. du 23 mai 1853, VII.

aux individus originaire des colonies ⁽⁵⁾ et à ceux dont le lieu de naissance n'aurait pu être découvert ⁽⁶⁾.

Ce casier du ministère de la justice, organisé absolument de la même manière que le casier des greffes, a été appelé *casier central* par opposition aux casiers des greffes qui sont communément appelés *casiers d'arrondissements*.

Le service du casier central est attaché au bureau de la statistique judiciaire.

⁵⁾ Auparavant pour les individus nés aux colonies, les bulletins étaient transmis au garde des sceaux qui les faisaient parvenir au lieu de naissance (Circul. chanc. 23 mai 1853, IX). Désormais on doit dresser deux bulletins n° 1 pour chaque individu né aux colonies, l'un est transmis au lieu d'origine, l'autre est conservé au casier du ministère de la justice. Cf. plus loin, chap. IV, A, § 4, n° 32.

⁶⁾ Circ. cancell. du 30 août 1855. Cette solution avait été déjà proposée par M. Bonneville de Marsangy dans un mémoire, présenté au garde des sceaux, sur « les perfectionnements dont le système des casiers judiciaires est susceptible ». V. *Amélioration de la loi crim.* I. 708-710.

CHAPITRE IV

LES ÉLÉMENTS DU CASIER

24. Le casier judiciaire comporte, nous le savons déjà, la rédaction de deux catégories de bulletins, appelés *bulletin n° 1* et *bulletin n° 2*. Les premiers sont ce qu'on pourrait appeler l'original ou la minute du casier judiciaire, les seconds sont des copies du casier ou des extraits. L'original n'est jamais produit au dehors. On ne peut connaître son contenu que par l'intermédiaire d'un extrait. C'est pour cela que ces extraits sont quelquefois appelés « bulletins de renseignements ».

Nous allons maintenant étudier en détail ces deux éléments du casier judiciaire.

A. Bulletin n° 1.

§ 1^{er}. — *Définition. Format.*

25. Chaque fois qu'une condamnation criminelle, correctionnelle ou disciplinaire, ou un jugement

déclaratif de faillite ou de liquidation judiciaire ont acquis la force de la chose jugée, le greffier de l'instance respective résume, séparément pour chaque individu, le dispositif de la décision qui le concerne, sur un imprimé, conforme à un modèle donné par la Chancellerie. Cet imprimé destiné à être classé au casier s'appelle *bulletin n^o 1*.

Le modèle, évidemment uniforme pour toute la France ⁽¹⁾, est une fiche en carton blanc — papier fort et de bonne qualité, disent les circulaires ⁽²⁾ — de la dimension de la feuille de papier timbrée de 60 centimes ⁽³⁾ (25 centimètres hauteur sur 17 centimètres 1/2 largeur).

§ 2. — *Cas où il doit être établi des bulletins n^o 1.*

26. Il doit être établi un bulletin n^o 1 pour constater :

¹⁾ Cette uniformité est indispensable surtout pour le classement des bulletins dans les casiers.

²⁾ Circ. cancell. 6 nov. 1850 III ; 30 août 1855, etc. La solidité du papier est une nécessité imposée par la circulation de chaque bulletin qui passe par plusieurs mains avant d'arriver à son lieu de classement et, une fois classé, est souvent extrait du casier pour être copié ou vérifié.

³⁾ Circ. chanc. 6 nov. 1850, III, 4^o, etc. La circulaire initiale parle de feuilles à 35 centimes : c'était le coût de la feuille qui coûte actuellement 60 centimes. Son prix était de 25 centimes à l'origine (loi du 13 brumaire an VII), il fut porté à 35 centimes en 1816, à 50 centimes en 1862, et à 60 centimes en 1871 (loi du 23 août, art. 2).

1° Tout arrêt contradictoire ou par contumace ⁽⁴⁾ rendu par une Cour d'assises ;

2° Toute condamnation correctionnelle devenue définitive ⁽⁵⁾, par l'expiration des délais d'opposition ou d'appel pour les jugements, par l'expiration des délais d'opposition pour les arrêts et sans tenir compte du droit spécial d'opposition consacré par le dernier alinéa de l'article 187 du Code d'instruction criminelle (cf. plus bas n° 27). — Sont toutefois exceptées les condamnations à l'amende prononcées à la requête des administrations publiques (eaux et forêts, douane, contributions indirectes) : pour ces condamnations on ne dresse pas de bulletin n° 1 ⁽⁶⁾ ;

3° Toute condamnation prononcée par le Sénat constitué en Cour de justice ⁽⁷⁾ ;

⁴⁾ Cf. plus bas, n° 27.

⁵⁾ Circ. chanc., 6 nov. 1850, III, 3, A. Il n'est pas dressé de bulletins n° 1 pour constater des condamnations réprimant des contraventions de simple police, *quand même ces condamnations seraient prononcées par une juridiction correctionnelle*. Circ. ch. 30 déc. 1873.

⁶⁾ Ce fut là d'abord une simple mesure provisoire destinée à faciliter la conversion en bulletins des registres de condamnations pour la période de 1831 à 1850 (Circ. ch. 6 nov. 1850, III, 3, A, *note*). Mais ensuite le ministre décida que ces condamnations seront également dispensées d'inscription au casier pour l'avenir (Circ. ch. 30 déc. 1850, IV ; 30 oct. 1856 ; 28 nov. 1874, XIII),

⁷⁾ Lettre du garde des sceaux, du 13 mai 1853, au procureur général près la Cour d'Appel de Paris. La lettre parle

4^o Tout jugement prononçant l'acquittement d'un mineur de 16 ans, comme ayant agi sans discernement ⁽⁸⁾ (art. 66 Code pénal). Cette mention étant destinée à rester secrète (réservée à la justice), les bulletins constatant ces acquittements sont d'une couleur spéciale (rouge) pour éviter des confusions ⁽⁹⁾ ;

5^o Toute condamnation conditionnelle prononcée par l'application de la loi du 26 mars 1891. On doit mentionner expressément le sursis accordé ⁽¹⁰⁾ ;

6^o Toute condamnation, devenue définitive, pro-

de la *Haute Cour*. Cette juridiction a été abolie en 1870 (décr. du 4 nov.), et ses attributions sont passées au Sénat, qui peut être constitué en cour de justice pour juger le président de la République et les ministres et pour connaître des attentats commis contre la sûreté de l'Etat (Loi 24 février 1875, art. 9 ; loi 6 juillet 1875, art. 12 ; loi 10 avril 1889).

⁸⁾ Au début on dressait des bulletins pour ces jugements, seulement quand le tribunal décidait l'envoi du mineur dans une maison de correction (Circ. chanc. 30 déc. 1850, V) ; mais la circulaire du 8 déc. 1868, § XVII, ordonne que toute application de l'art. 66 du Code pénal soit consignée au casier judiciaire. Il va sans dire que, si le mineur a agi *avec discernement*, les condamnations sont, conformément aux règles générales, inscrites au casier.

⁹⁾ Cela à partir de 1868, en vertu de la circul. du 8 déc. 1868, XVII.

¹⁰⁾ Art. 4 de la loi, reproduit plus haut (n^o 19). La condamnation restera secrète si, dans délai de 5 ans, il n'intervient pas une autre condamnation « à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun » (art. 4, § II).

noncée par un tribunal militaire : conseils de guerre et tribunaux maritimes ⁽¹¹⁾ ;

7° Toute condamnation, même à l'amende, prononcée en matière de chasse et de pêche ⁽¹²⁾ ;

8° Tout jugement ou arrêt définitif de faillite ou de liquidation judiciaire, ayant acquis la force de la chose jugée ⁽¹³⁾ ;

9° Toute décision disciplinaire entraînant des incapacités ⁽¹⁴⁾ et notamment : α) tout jugement définitif de caractère disciplinaire rendu par une juridiction civile ou correctionnelle contre un notaire ou un huissier ⁽¹⁵⁾ ; β) tout arrêté du garde des

¹¹⁾ Circ. ch. 7 nov. 1850, III, 3, B.

¹²⁾ Cela est exact pour la pêche fluviale depuis 1862. Auparavant les poursuites étaient exercées à la requête de l'administration des eaux et forêts et, par conséquent, en cas d'amende, il n'y avait pas lieu de dresser un bulletin n° 1. A partir de 1862 (décret du 29 avril), les poursuites sont exercées par le ministère public. Quant aux délits de chasse, v. surtout circ. du 28 nov. 1874, § XIII, qui dit explicitement qu'il faut dresser des bulletins n° 1, même pour les condamnations prononcées à la requête de l'administration forestière. Cf. Circ. ch. 8 déc. 1868, XII.

¹³⁾ Circ. ch. 6 nov. 1850, III, 3, D.; 6 avril 1889.

¹⁴⁾ La circulaire initiale disait qu'il faut consigner au casier judiciaire d'un individu « toute mesure disciplinaire dont il aurait pu être l'objet ». Cette formule était certainement trop compréhensive et la chancellerie l'a reconnu dans des circulaires postérieures, où elle dit qu'on ne doit pas dresser de bulletins pour des mesures n'entraînant pas d'incapacité. Circ. 23 mai 1853, XIV ; 11 juillet 1855 ; 8 décembre 1868, XI.

¹⁵⁾ Loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803), sur l'organisa-

sceaux, approuvant ou modifiant une délibération du tribunal et prononçant une peine disciplinaire contre un officier ministériel ⁽¹⁶⁾; γ) tout jugement réprimant une faute de discipline commise ou découverte à l'audience ^(16 bis); ε) toute décision portant privation définitive ou temporaire du droit de porter des décorations (croix de la Légion d'honneur, médailles militaires, décorations étrangères) ⁽¹⁷⁾; η) toute décision disciplinaire ayant un caractère judiciaire et entraînant des incapacités, rendue contre un militaire ou un marin ⁽¹⁸⁾;

10° Tout arrêté d'expulsion pris contre un étranger ⁽¹⁹⁾;

11° Toute réhabilitation criminelle, correctionnelle ou commerciale ⁽²⁰⁾;

tion du notariat (art. 53), et ordonnance 4 janv. 1843 (art. 14 et s.). Décret du 14 juin 1813 (art. 45), sur l'organisation et le service des huissiers.

¹⁶⁾ et ^{16 bis)} Décret du 30 mars 1808 (art. 102 et 103), sur la police et la discipline des Cours et tribunaux.

¹⁷⁾ Cela est nécessaire pour permettre l'application des décrets (24 nov. 1852, etc.), punissant, en vertu de l'art. 259 Code pénal, les individus qui continuent à porter des décorations, après avoir été privés de ce droit.

¹⁸⁾ Circ. ch., 8 déc. 1868, XI.

¹⁹⁾ Circ. ch., 10 déc. 1857; 4 déc. 1879, VIII. Cf. plus loin n° 29, note 27 et texte.

²⁰⁾ Circ. ch. 6 nov. 1850, III, 3, E; 5 déc. 1885. Les décisions auxquelles se rapportent la réhabilitation deviennent secrètes (on ne les inscrit plus sur les extraits), dès que celle-ci est constatée par un bulletin n° 1. Cf. plus loin n°s 40 et 47.

12° Toute amnistie ⁽²¹⁾.

27. Pour qu'une condamnation donne lieu à la confection d'un bulletin n° 1, il faut qu'elle soit *définitive*. Nous l'avons déjà noté dans l'énumération que nous venons de faire. Une difficulté s'élevait en face de la disposition du dernier alinéa de l'article 187 Code d'instruction criminelle (modifié par la loi du 27 juin 1866), aux termes duquel les condamnés par défaut peuvent former opposition jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine, lorsque le jugement n'a pas été signifié à la personne (à moins qu'il ne résulte d'actes d'exécution que les condamnés ont eu connaissance du jugement).

Le garde des sceaux s'est préoccupé de cette question dans sa circulaire du 8 décembre 1868 (§ XIII) et il décide qu'en pareil cas le bulletin doit être rédigé le cinquième jour après la signification (à domicile) du jugement ou de l'arrêt. Si, dans les cinq années qui suivent, il intervient une décision contradictoire et qu'il y a acquittement, avis en sera donné au parquet du lieu de naissance de l'acquitté (ou au casier central), pour que le bulletin classé soit détruit. Si, au contraire, le nouveau

²¹⁾ Cela à partir de 1878. Circ. ch., 20 juillet 1878 ; 8 janvier 1890. Le bulletin constatant une amnistie est classé aux archives avec le bulletin qui constatait la condamnation pour les faits amnistiés. Cf. n° 50.

jugement prononce une condamnation, il sera dressé un nouveau bulletin qui remplacera l'ancien.

28. Les condamnations prononcées en matière de simple police ne donnent pas lieu à la confection d'un bulletin n° 1 ⁽²²⁾.

Contrairement à ce que pensent certains auteurs ⁽²³⁾, nous croyons qu'il n'y a pas lieu non plus à dresser des bulletins n° 1 pour constater certaines graves condamnations prononcées par les tribunaux civil : la destitution de la tutelle, la prohibition faite à l'époux coupable d'adultère de jamais se marier avec son complice, la déchéance de la puissance paternelle ⁽²⁴⁾. Les circulaires ministérielles sont, en effet, muettes sur tous ces points et, comme l'inscription au casier est une flétrissure, il nous paraît excessif à suppléer au silence des circulaires.

§ 3. — *Rédaction. — Énonciation du bulletin n° 1.*

29. Les bulletins n° 1 sont dressés, en matière

²²⁾ Cf. plus haut, 26, note 5. Les condamnations pour l'ivresse sont toutefois consignées sur les bulletins d'un casier spécial (V. plus loin, n° 55).

²³⁾ G. Le Poittevin, *France judiciaire*, 1878-1879, I^{re} partie, p. 414 (*Traité épr. des c. j.*). O. Despatys, *Traité*, p. 23.

²⁴⁾ Le projet de loi sur le casier, actuellement en discussion au Sénat, prescrit de dresser des bulletins n° 1 pour la constatation des déchéances de la puissance paternelle (V. *Appendice*, art. 1 du projet).

criminelle, correctionnelle et commerciale, par le greffier de la juridiction de laquelle émane la décision qu'il s'agit de consigner sur le bulletin.

Pour les mesures disciplinaires encourues par un officier ministériel (avoué, huissier, etc.), le bulletin est rédigé par le greffier du tribunal dans le ressort duquel cet officier ministériel exerce ⁽²⁵⁾.

Pour les décisions disciplinaires prises par le Conseil de la Légion d'honneur, le bulletin sera dressé par le greffier du tribunal dans le ressort duquel la décision a été notifiée et exécutée ⁽²⁶⁾.

Pour les arrêtés d'expulsion, les bulletins sont dressés au ministère de la justice, qui reçoit tous les mois du ministre de l'intérieur un état nominatif des étrangers expulsés du territoire français par décision ministérielle ou préfectorale ⁽²⁷⁾.

Les greffiers reçoivent une rémunération de 25 centimes pour chaque bulletin n° 1 dressé par eux. La rémunération n'est que de 15 centimes par exemplaire pour les *duplicata* des bulletins n° 1, dont on parlera plus loin (n° 32) ⁽²⁸⁾.

²⁵⁾ Parce que c'est le parquet de ce tribunal qui sera chargé de l'exécution. Rivière, *Pandectes Franç.*, v° *Cas. j.*, n° 330 ; Fusier-Herman, *Répert.*, v° *C. j.*, n° 131 ; G. Le Poittevin, *Dictionnaire-formulaire des parquets*, v° *C. j.*, n° 15.

²⁶⁾ Le procureur de la République, après avoir fait faire la notification, remet au greffe l'expédition du décret ; le greffier y puise les renseignements nécessaires pour dresser le bulletin n° 1.

²⁷⁾ Circul. cit. note 19, sous le n° 26.

²⁸⁾ Les circulaires parlent souvent de ces rémunérations.

30. Le bulletin n° 1 contient deux catégories principales de mentions : les unes destinées à bien désigner l'individu auquel le bulletin s'applique, les autres destinées à bien spécifier la décision qu'il s'agit de constater.

Enumérons ici, d'après les circulaires ministérielles, les énonciations que doit contenir le bulletin n° 1, dont on peut voir la formule à l'*Appendice*.

Voici d'abord les mentions destinées à singulariser l'individu : 1° nom de famille (écrit en tête du bulletin et en gros caractères pour faciliter le classement et les recherches) ; 2° prénoms, surnoms, sobriquets (pseudonymes) ; 3° noms et prénoms du père et de la mère ; 4° âge ; 5° date et lieu de naissance ; 6° domicile ; 7° profession ; 8° état civil et de famille ; 9° signes particuliers.

La seconde catégorie de mentions comprend : 1° désignation de la juridiction de la laquelle émane la décision qu'il s'agit de constater ; 2° une mention indiquant si le jugement est contradictoire ou par défaut, s'il a été signifié et par quel mode et s'il est devenu définitif ; 3° la date de la décision qu'il s'agit de constater ; 4° la nature et la quotité de la

Les greffiers avaient réclamé contre la modicité de ces salaires. V. Circul. ch., 6 nov. 1850, V ; 30 déc. 1850, I, § II ; 6 déc. 1879, XIX ; 5 mai 1877, IV, etc. Le mode de payement est celui en usage pour les autres frais de justice criminelle.

peine prononcée ; 5° la qualification du crime, du délit ou de l'infraction disciplinaire qui ont motivé la condamnation ; 6° la date précise de ces infractions ⁽²⁹⁾ ; 7° les articles du Code ou des lois spéciales visés par la sentence ; 8° l'indication, s'il y a lieu à une imputation totale ou partielle de la détention préventive sur la durée de la peine, par application de la loi du 15 nov. 1892 ⁽³⁰⁾.

31. En dehors des diverses énonciations que nous venons d'indiquer, le bulletin n° 1 doit porter encore certaines mentions, qu'on pourrait appeler mentions de service.

Ainsi le bulletin doit porter à l'angle de droite et d'une manière apparente, disent les circulaires, le mot *récidiviste*, toutes les fois que l'individu respectif a subi antérieurement une autre condamna-

²⁹⁾ Cela à partir de 1890 (Circul. chanc., 8 janvier), à la suite d'un arrêt, rendu le 26 février 1889, par les chambres réunies de la Cour de cassation. Cet arrêt, confirmé depuis par de nombreuses décisions, a complètement modifié la jurisprudence antérieure de la Cour, en décidant que la loi sur la relégation a respecté le principe, en vertu duquel on ne saurait être en état de récidive qu'après l'avertissement résultant d'une condamnation antérieure devenue définitive. Donc, pour qu'une condamnation puisse servir de base à la relégation, il faut que les faits, qui l'ont motivée, soient postérieurs à l'époque à laquelle sont devenues définitives les condamnations précédentes qui concourent avec elle à la prononciation de la relégation. Voir l'arrêt dans Sirey, 1890, I^{re} partie, page 41.

³⁰⁾ Circul. chancell., 18 août 1894.

tion ⁽³¹⁾. Cela permet au greffier du lieu de naissance de reconnaître qu'il doit y avoir au moins un bulletin dans le casier et lui facilite ainsi le classement.

Le bulletin portera à gauche, en tête et en gros chiffres, l'année de la naissance pour faciliter ainsi l'élimination périodique des bulletins (cf. plus loin, n° 49).

Au-dessous de la date de la naissance, le bulletin porte la mention de la juridiction qui a prononcé la condamnation et du tribunal au greffe duquel il doit être classé.

Il sera daté et signé par le greffier, qui apposera en même temps le sceau du tribunal. Il sera ensuite visé par le procureur de la République et le procureur général ⁽³²⁾.

Remarquons, en terminant, que les grâces, commutations ou réductions de peine, les libérations conditionnelles, la suspension de la peine sont mentionnées en marge du bulletin n° 1.

³¹⁾ *Récidiviste* signifie donc ici simplement *déjà condamné*. On lui a donné, par conséquent, une signification sensiblement différente de sa signification technique, ce qui nous paraît critiquable.

³²⁾ C'est la règle générale. Pour les exceptions, voir le chapitre suivant (n° 46) notes 6 et 8.

§ 4. — *Duplicata des bulletins n° 1.*

32. On dresse des *duplicata* du bulletin n° 1 ⁽³³⁾ notamment pour les faire parvenir à certaines administrations de l'Etat, à titre de renseignements administratifs, ou pour les faire transmettre au lieu d'origine du condamné lorsqu'il est étranger et qu'il existe un échange de bulletins entre la France et son pays.

Nous parlerons de ces deux catégories de *duplicata* dans les chapitres VII et VIII de ce titre.

Ici nous dirons seulement quelques mots sur une troisième catégorie de *duplicata*, dont nous avons déjà signalé l'existence ⁽³⁴⁾ : ce sont les *duplicata* des bulletins concernant les individus d'origine coloniale.

Déjà avant la création du casier judiciaire, une circulaire de la Chancellerie du 23 mai 1853, avait prescrit (§ IX) la confection de *duplicata* des bulletins relatifs aux individus originaires de colonies. Ces *duplicata* devaient être envoyés au garde des sceaux, afin qu'il les fît parvenir au lieu d'origine du condamné. Lorsque le casier central fut créé, les

³³⁾ Les *duplicata* sont dressés par les mêmes fonctionnaires qui dressent l'original (d'après les distinctions faites au n° 29). Nous y avons indiqué la rémunération qui leur est due.

³⁴⁾ Note 5 sous le n° 23.

bulletins relatifs aux individus nés aux colonies durent être envoyés à ce casier ; mais il ne fut rien changé quant à la disposition antérieure qui obligeait les greffiers à dresser des *duplicata* de ces bulletins et à les envoyer au ministère de la justice. Depuis cette époque donc les greffiers doivent adresser, en double exemplaire, au ministère de la justice tous les bulletins n° 1 concernant les individus d'origine coloniale ⁽³⁴⁾.

B. Bulletin n° 2.

§ 1. — *Définition. — Format.*

33. *Le bulletin n° 2 ou extrait du casier judiciaire* est le relevé des sentences constatées par les bulletins n° 1 relatifs à un même individu.

On doit faire ce relevé sur un imprimé spécial, conforme à un modèle donné par la chancellerie ⁽³⁵⁾. Le format est le même que pour le bulletin n° 1.

³⁴⁾ Aucune circulaire ne le dit expressément ; mais il y a une note dans ce sens dans le *Recueil officiel des instr. et circul. du min. de la justice*, sous la circ. du 30 août 1855 (qui institue le casier central), tome II, page 321 note 5.

³⁵⁾ V. le modèle à l'*Appendice*. La dénomination officielle qu'on voit en tête du modèle n'est guère usitée dans le langage courant. Pour tout extrait du casier, on doit faire usage du modèle imprimé. La chancellerie l'a rappelé souvent

Lorsqu'il n'y a rien au casier pour l'individu, dont il s'agit de constater les antécédents judiciaires le greffier (ou le préposé du casier central) doit écrire, en grosses lettres, à la place réservée au relevé des condamnations, le mot : *Néant*.

Dans ce dernier cas, on a pris l'habitude d'appeler l'extrait du casier judiciaire *casier blanc*. Une dénomination plus technique est celle de bulletin ou extrait *négatif*. Par opposition, on appelle extrait ou bulletin *affirmatif* le bulletin n° 2 qui mentionne un ou plusieurs condamnations.

Comme le bulletin n° 1 n'est jamais prôduit au dehors, c'est seulement à l'aide d'un bulletin n° 2 qu'on peut connaître légalement le contenu du casier judiciaire. C'est pour cela que le public considère ce document officiel comme le véritable « casier » et, dans le langage ordinaire, on donne au bulletin n° 2 le nom de casier judiciaire. Dans un langage rigoureux, cette façon de parler ne peut guère être admise.

§ 2. — *Cas et conditions de la délivrance du bulletin n° 2.*

34. La principale fonction du casier judiciaire est celle d'éclairer la justice sur les antécédents des

(désapprouvant l'habitude de délivrer des extraits sur des feuilles de timbre en blanc). Circ. 15 nov. 1880, XIX ; 2 déc. 1882, XII ; 8 janvier 1890, V.

prévenus, pour la stricte application des lois sur la récidive et, en général, pour l'équitable « individualisation » de la peine ⁽³⁷⁾. Mais à côté de cette principale destination, nous avons vu ⁽³⁸⁾ qu'on lui en a donné encore deux autres : 1° le casier assure l'application de certaines lois spéciales, en renseignant les administrations publiques sur les incapacités dont pouvaient être atteints les individus qui dépendaient d'elles ou exerçaient leurs droits civiques dans leur ressort ; 2° le casier fournit à toute personne, dans un intérêt privé, une constatation officielle de son passé judiciaire. Remarquons que dans la pratique, on a élargi considérablement le rôle du casier judiciaire vis-à-vis des administrations publiques. On a admis que, même en dehors des cas où il s'agit d'assurer l'application d'une loi consacrant des incapacités, ces administrations ont toujours le droit d'être renseignées officiellement sur le passé judiciaire des individus qui dépendent d'elles ⁽³⁹⁾.

³⁷⁾ Cf. n° 13. Le principe de l'individualisation de la peine est susceptible d'être appliqué soit par la loi, soit par le juge, soit par l'administration pénitentiaire. Ici, il s'agit d'une individualisation judiciaire, mais dans des limites très restreintes. Le casier joue un rôle plus important, à ce point de vue, dans les pays où le pouvoir d'appréciation du juge est plus grand (comme en Hollande, par exemple).

³⁸⁾ V. nos 9, 10, 14 et 16.

³⁹⁾ C'est même surtout dans ce dernier cas qu'on fait usage du bulletin n° 2 ; dans le premier cas, les administrations

Pour réaliser ce triple but, les circulaires ministérielles ont prescrit qu'il sera délivré des bulletins n° 2 : I) aux membres des parquets et quelquefois à d'autres magistrats ; II) aux administrations publiques et III) aux particuliers, dans les conditions que nous allons indiquer.

35. Délivrance au ministère public et à d'autres magistrats. — Des extraits du casier judiciaire doivent être joints à « toute procédure criminelle ou correctionnelle, sauf toutefois en matière forestière ⁽⁴⁰⁾ ». Les magistrats du ministère public doivent donc se faire délivrer des bulletins n° 2, toutes les fois qu'il y a des poursuites correctionnelles ou criminelles (sauf l'unique exception indiquée), même en cas de citation directe, en vertu de la loi (du 20 mai 1863) sur les flagrants délits.

Ils ont, en outre, le droit de se faire délivrer des extraits du cassier judiciaire, toutes les fois qu'ils le jugent utile. Mais la Chancellerie leur recommande (afin d'éviter les frais au Trésor) de ne se faire délivrer des extraits que lorsqu'il y a des poursuites exercées ⁽⁴¹⁾.

sont, le plus souvent, renseignées à l'aide de *duplicata* du bulletin n° 1. Cf. n° 32 et plus loin chap. VII.

⁴⁰⁾ Circul. chanc., 23 mai 1853, V, note 7 du *Rec. officiel* ; 1^{er} juillet 1856 ; 8 déc. 1868, XVIII, etc.

⁴¹⁾ Dans d'autres cas, comme lorsqu'il s'agit de s'assurer de la capacité d'un individu qui veut ouvrir un café ou débit de boissons (loi du 17 juillet 1880, art. 6), les renseignements

La demande de la délivrance du bulletin n° 2 doit être adressée au procureur de la République de l'arrondissement natal de l'individu respectif. Lorsqu'il s'agit d'un étranger ou d'un individu d'origine coloniale ou inconnue, la demande est adressée directement au garde des sceaux, sans passer par l'intermédiaire hiérarchique du procureur général ⁽⁴²⁾.

La demande doit contenir tous les renseignements propres à faciliter les recherches ; elle doit énoncer la nature de l'infraction et dire si le prévenu est détenu ou non et s'il a été antérieurement condamné ⁽⁴³⁾. La réponse doit être faite dans les 48 heures (cf. n° 51).

En cas de flagrant délit, les procureurs de la République sont autorisés d'user de la voie télégraphique ⁽⁴⁴⁾, même pour le casier central.

seront fournis au procureur par simple correspondance administrative. Circul. chanc., 15 nov. 1880, XXI.

⁴²⁾ Circul. chanc., 30 août 1855 ; 1^{er} juillet 1856 ; 6 déc. 1876, XXIV.

⁴³⁾ Autant que cela est connu au procureur, évidemment. L'indication de ces détails présente différents avantages : ainsi, s'il s'agit d'un ancien condamné et que le greffier ne trouve pourtant rien au casier, on prendra des mesures pour réparer l'erreur ; si l'individu est un contumace et qu'il est détenu, on fera le nécessaire pour l'obliger à purger sa contumace, etc. V. Circul. cancell., 1^{er} juillet 1836 ; 29 nov. 1869 ; 30 nov. 1878, etc.

⁴⁴⁾ Les renseignements mêmes (le contenu des bulletins

En dehors des magistrats du ministère public, les juges d'instruction, les présidents d'assises, les commissaires du gouvernement et les rapporteurs près les Conseils de guerre et les tribunaux maritimes ont le droit de se faire délivrer les bulletins n° 2 qui leur sont nécessaires. Le même droit a été concédé aux présidents des tribunaux de commerce, en matière de faillite ou liquidation judiciaire ⁽⁴⁵⁾.

36. Délivrance aux administrations publiques. — En principe, les administrations publiques ⁽⁴⁶⁾ ne peuvent se faire délivrer de bulletins n° 2 que pour des motifs sérieux et légitimes, dont l'appréciation appartient au procureur de la République. Mais les circulaires prévoient un grand nombre de cas, où la délivrance doit toujours avoir lieu.

Ainsi, doivent toujours être délivrés les bulletins n° 2 réclamés ⁽⁴⁷⁾ :

peuvent être fournis par télégramme. On annexera après au dossier le bulletin n° 2. Cf. Circ. cancell., 8 déc. 1868, XVIII, etc.

⁴⁵⁾ Circ. cancell., 1^{er} déc. 1861 ; 2 déc. 1882, XIII ; 31 déc. 1892, II.

⁴⁶⁾ Les circulaires ne spécifient pas ce qu'on doit entendre par « administration publique ». Ce sont, en principe, les administrations publiques de l'Etat. Cf. le projet de loi sur le casier judiciaire déposé au Sénat, art. 5 (voir le texte à l'*Appendice*).

⁴⁷⁾ Nous énumérons ces divers cas dans l'ordre chronologique des circulaires qui les ont prévus. Voici les principales des circulaires en question (émanant toutes de la chancellerie) : 18 déc. 1874 ; 28 avril 1875 ; 6 déc. 1876, §§ XVII et

1^o Par les préfets ou les maires pour la revision des listes électorales, afin de s'assurer de la capacité de ceux qui demandent à être inscrits comme électeurs (⁴⁸) ;

2^o Par les autorités militaires ou maritimes, pour tous les ouvriers ou employés civils qui travaillent dans les établissements militaires ou maritimes ;

3^o Par les directeurs d'écoles préparatoires militaires ou maritimes pour les élèves qui veulent contracter un engagement militaire ;

4^o Par les préfets ou les maires, pour les candidats qui sollicitent leur admission dans une société de secours mutuels ;

5^o Par les proviseurs, pour les gens de service de leurs lycées ;

6^o Par les chefs de corps de troupes, pour les militaires qui demandent à être admis dans la gendarmerie ;

7^o Par la Société de protection des engagés volontaires, élevés dans les maisons d'éducation correctionnelle, pour ses protégés ;

8^o Par les commissaires de l'inscription maritime, pour les inscrits maritimes ;

XVIII ; 20 février 1878 ; 15 nov. 1880, § XX ; 24 oct 1885 ; 8 janvier 1890, § II.

⁴⁸) Il a été souvent jugé que la loi ne permet pas d'exiger des personnes qui demandent à être inscrites comme électeurs la production de l'extrait de leur casier judiciaire. L'administration doit procéder elle-même aux vérifications nécessaires.

9° Par les directeurs de manufactures de l'Etat pour les ouvriers ou employés de ces établissements.

Dans le même catégorie d'extraits délivrés sans examen préalable, doivent être compris les bulletins n° 2, concernant les jeunes soldats des classes. Mais, pour éviter le long travail nécessité par la confection d'un nombre énorme de bulletins négatifs et diminuer en même temps les frais qui en seraient résultés pour le trésor, la combinaison suivante a été arrêtée entre la chancellerie et le ministre de la guerre : Chaque année — dit la circulaire de la chancellerie du 17 avril 1885 — dès la clôture des opérations de la revision, les commandants des bureaux de recrutement dresseront, par arrondissement de lieu de naissance, des états nominatifs comprenant les jeunes gens inscrits sur la liste du contingent, comme susceptibles d'être appelés sous les drapeaux. Le procureur de la République de ces arrondissements, à qui les états seront directement envoyés, avec les renseignements nécessaires pour faciliter les recherches, devra porter la mention *néant* en regard du nom des jeunes gens qui n'auraient subi aucune des condamnations visées par l'art. 4 et 5 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement (⁴⁹).

⁴⁹) Comme cette loi n'était pas encore votée, la circulaire se rapporte aux art. 8, 9 et 10 du projet de loi du 15 juillet 1889. L'art. 5 de cette loi ne s'applique plus aux condam-

Pour les individus qui auraient subi l'une de ces condamnations, le procureur de la République devra faire établir des extraits qu'il adressera au commandant du bureau de recrutement en même temps que les états nominatifs annotés comme il est dit ci-dessus ⁽⁵⁰⁾.

37. Pour obtenir les bulletins n° 2, dont elles auraient besoin, les administrations publiques doivent adresser leurs demandes au procureur de la République près le tribunal natal de l'individu que le bulletin concerne, s'il s'agit d'une personne née en France ou en Algérie. Les demandes peuvent être adressées ou directement à ce magistrat ou bien par l'intermédiaire du procureur de la République du lieu où réside le fonctionnaire qui réclame le bulletin. On s'adressera toujours à ce dernier magistrat, si l'on demande la délivrance du bulletin n° 2, d'une personne, dont les antécédents judiciaires sont, d'après les règles communes, consignés au casier central.

38. Délivrance aux simples particuliers. — Nous avons déjà eu l'occasion de dire qu'au début on pouvait se faire délivrer l'extrait du casier judiciaire

nés qui ont bénéficié du sursis à l'exécution de la peine (loi 1^{er} mai 1897).

⁵⁰⁾ Une circulaire postérieure (17 juin 1890) a étendu ces prescriptions « aux hommes des services auxiliaires susceptibles d'être désignés, en cas de mobilisation, pour remplir certaines missions spéciales. »

d'une autre personne⁽⁵¹⁾. « La publicité doit être la règle » disait le garde des Sceaux () et il considérait cela comme un grand avantage du casier judiciaire⁽⁵²⁾. On était, il est vrai, tenu de justifier de « motifs sérieux et légitimes ». Mais cette justification n'était pas bien difficile à faire et la délivrance du bulletin n'était jamais refusée⁽⁵³⁾. Il en résulta des abus et

⁵¹⁾ En s'appuyant sur les termes des deux circulaires de 1876, dont nous parlerons dans un instant, M. J. Lacoïnta a soutenu (*Bulletin de la Soc. des pris.*, 1893, p. 305) que, dès le début, la règle était que le bulletin n° 2 ne doit être délivré qu'à la personne même qu'il concerne et que c'est par un abus qu'on arriva à délivrer des bulletins aux tiers. Cela nous semble difficile à admettre en face du texte des circulaires citées dans les notes suivantes : au début, on ne faisait pas de distinction entre les tiers et l'intéressé.

⁵²⁾ Circul. 30 déc. 1850; v. plus haut note 32, chap. préliminaire. Cf. aussi circul. 4 juin 1851 : « Je vous prie de donner les ordres nécessaires pour qu'à l'avenir la délivrance des bulletins demandés par les administrations publiques ne souffre aucun retard et pour que ceux qui seront réclamés par des particuliers leur soient également délivrés, quand le ministère public aura reconnu qu'ils peuvent l'être sans inconvénient. »

⁵³⁾ Circul. 6 nov. 1850, IX (*Avantages de la nouv. inst.*), v. note 31 chap. préliminaire.

⁵⁴⁾ Cela d'autant plus que, contrairement aux instructions ministérielles, on ne s'adressait pas toujours au procureur de la République pour obtenir la délivrance de l'extrait, mais on s'adressait souvent directement, et quelquefois verbalement au greffier, qui délivrait le bulletin sans même consulter le parquet. Le garde des sceaux constate cette irrégularité dans sa circulaire du 8 janvier 1890 et prescrit (§ IV) que la demande soit toujours adressée au procureur de la République par écrit.

la chancellerie a dû réagir en apportant des restrictions au principe de la publicité. D'abord, en 1876, il fut prescrit que la délivrance du bulletin n° 2, à des tiers n'aura lieu que dans des cas tout à fait exceptionnels et sur l'autorisation expresse du procureur général ⁽⁵⁵⁾.

Plus tard, la circulaire du 4 décembre 1884, affirme plus énergiquement ce principe et montre, par la solution qu'elle donne dans un cas spécial, avec quelle sévérité il faut appliquer la règle de la non délivrance des bulletins n° 2 à des tiers. Le cas spécial dont s'occupe cette circulaire est le suivant : Faut-il délivrer à l'un des époux le bulletin n° 2 de son conjoint, lorsqu'il veut s'en servir devant la justice pour justifier une demande en divorce ? Le garde des sceaux répond négativement. Voici ce qu'il prescrit : « La règle de ne pas communiquer aux tiers les extraits des casiers judiciaires est

⁵⁵⁾ Deux circulaires, l'une du 14 août, l'autre du 6 décembre (1876) s'occupent de cette question. Voici ce qu'en dit la première : « Puisque je touche à l'un des devoirs imposés aux greffiers, je saisis cette occasion pour vous prier de leur faire savoir qu'il leur est formellement interdit de délivrer à des tiers des bulletins n° 2 du casier judiciaire. L'institution du casier a pour but de renseigner la justice criminelle sur les antécédents des inculpés. Ce serait en altérer le caractère que de la faire servir à donner satisfaction à des vues intéressées. S'il y a lieu à exception, vous l'apprécierez : le greffier ne délivrera le bulletin que sur votre autorisation expresse. Le casier central ne délivrera aussi des extraits aux tiers que sur mon ordre. »

maintenue. Lorsque le casier ne contiendra pas de condamnation à une peine afflictive ou infamante ni de condamnation correctionnelle pour adultère ou coups et blessures envers le conjoint, on devra se borner à le faire connaître, par simple lettre, à celui des époux qui a demandé l'extrait de l'autre, et sans parler des autres condamnations qui pourraient figurer au casier. Si, au contraire, il se trouve dans le casier une condamnation de nature à justifier une demande en divorce, le parquet, sans délivrer le bulletin n° 2, pourra indiquer le lieu et la date de la condamnation au conjoint intéressé, afin de le mettre à même de se procurer un extrait de l'arrêt ou du jugement. Il n'y aura pas d'exception à ce principe que si le demandeur en divorce n'a à sa disposition comme moyen de preuve que l'extrait du casier, par exemple dans le cas où l'incendie des archives d'un greffe ne permettrait pas de retrouver la minute de la décision judiciaire⁽⁵⁶⁾ ».

Comme on le voit, ces restrictions portent seulement sur la délivrance des extraits aux tiers. Le droit de chaque personne de se faire délivrer l'extrait de son propre casier est resté, peut-on dire, absolu⁽⁵⁷⁾. Cela fait qu'il subsiste toujours une publi-

⁵⁶⁾ Circ. 4 déc. 1884, § VII.

⁵⁷⁾ Cf. Circ. ch., du 6 déc. 1876, § XXV : « . Vos substitués ne doivent jamais refuser un extrait du casier à celui dont il constate la situation judiciaire. » Cf. toutefois n° 40.

cité indirecte, qui constitue — nous le verrons plus tard — le point vulnérable de notre institution ⁽⁵⁸⁾.

Pour obtenir la délivrance des extraits, les particuliers doivent s'adresser au procureur de la République ⁽⁵⁹⁾ suivant les règles indiquées plus haut (n° 37) pour les administrations publiques.

§ III. — Rédaction. Enonciations du bulletin n° 2.

39. Les bulletins n° 2 sont rédigés par les greffiers des tribunaux d'arrondissement ou par les employés préposés au casier central, d'après la distinction connue. Ils contiennent des énonciations analogues à celles contenues dans les bulletins n° 1.

Le bulletin n° 2 porte en tête dans l'angle de gauche la désignation du tribunal par le greffe duquel il est délivré ⁽⁶⁰⁾. Il contient un certain nombre de mentions, destinées à bien individualiser la personne à laquelle il s'applique, à savoir : 1° Les nom, prénoms, sobriquets de l'individu ; 2° le lieu

Les exceptions y indiquées sont, en définitive, des restrictions apportées à la publicité du casier.

⁵⁸⁾ Un projet de loi, actuellement en discussion au Sénat, apporte des restrictions à cette publicité indirecte. Voir le texte à l'*Appendice*. La question de la publicité est traitée avec détails dans notre second titre.

⁵⁹⁾ Cf. plus haut, note 54 (sous le n° 38).

⁶⁰⁾ Voir le modèle à l'*Appendice*.

et la date de la naissance ; 3° les noms de ses père et mère ; 4° son domicile ; 5° son état civil et celui de sa famille ; 6° sa profession. L'extrait contient ensuite le relevé des condamnations ou autres décisions constatées par les bulletins n° 1 relatifs à l'individu respectif. Ces sentences doivent être relevées dans l'ordre chronologique. On doit porter sur l'extrait toutes les mentions nécessaires pour bien désigner les condamnations, qu'il s'agit de constater : 1° la date de la condamnation ; 2° la juridiction qui l'a prononcée ; 3° les infractions qui l'ont motivée, 4° la date précise de ces infractions ⁽⁶¹⁾ ; 5° la nature et la durée de la peine. On indiquera, en outre, (dans la colonne des observations) les articles de lois visés par les sentences, surtout quand il s'agit d'une condamnation pour vagabondage ou mendicité ⁽⁶²⁾ et quand il s'agit d'une condamnation prononcée par un tribunal militaire ⁽⁶³⁾. On fera mention, s'il y a lieu, de la suspension de la peine (loi 26 mars 1091, art. 4) et de toute décision gracieuse. On mentionnera si le jugement est rendu par dé-

⁶¹⁾ Cf. note 29 de ce chapitre.

⁶²⁾ Cela est nécessaire pour l'application de la loi sur la rélegation. Circ. ch., 4 déc. 1886, VII.

⁶³⁾ Cette indication est indispensable pour permettre aux tribunaux correctionnels et aux Cours d'assises de savoir si le fait qui a motivé la condamnation est punissable par les lois ordinaires et s'il y a donc récidive.

faut, si l'arrêt est rendu par contumace et si la peine a été ou non subie ⁽⁶⁴⁾.

Enfin le bulletin sera daté et signé par le greffier et portera le timbre du tribunal. Il sera ensuite visé par le procureur de la République.

40. Le bulletin n° 2 reproduit, en principe, fidèlement toutes les condamnations ou décisions inscrites sur les bulletins n° 1 de la personne respective.

Pour les extraits délivrés au ministère public et, en général, aux magistrats, il n'y a pas la moindre exception à cette règle ⁽⁶⁵⁾. Pour les autres extraits il y a les exceptions suivantes : Les extraits délivrés aux administrations publiques ne doivent jamais relever : 1° les acquittements des mineurs de 16 ans, comme ayant agi sans discernement ⁽⁶⁶⁾ et 2° les condamnations effacées par la réhabilita-

⁽⁶⁴⁾ Toutes ces questions de détail sont souvent rappelées par les circulaires de la chancellerie: V. Circ. 28 avril 1875; 8 déc. 1868, XIII et XIV; 30 nov, 1872; 8 déc. 1875, XV.

⁽⁶⁵⁾ Les auteurs et les circulaires ministérielles parlent d'une exception: les condamnations effacées par l'amnistie. Mais ce n'est pas là une exception à la règle posée dans le texte, parce que le bulletin n° 1, constatant une condamnation couverte par l'amnistie, doit être extrait du casier et versé aux archives. Il n'y a donc plus rien au casier. D'ailleurs, la condamnation elle-même n'existe plus. Cf. plus loin, n° 50.

⁽⁶⁶⁾ Circ. ch., 8 déc. 1868, XVI. C'est là la première restriction apportée à la publicité du casier judiciaire. C'est une restriction bien timide certainement, mais c'en est une.

tion ⁽⁶⁷⁾. Quant aux extraits délivrés aux particuliers, en dehors de ces deux faits, ils doivent encore passer sous silence : 1^o les condamnations conditionnelles (loi du 26 mars 1891) lorsque le délai de sursis (5 ans) s'est écoulé sans qu'il soit intervenu une autre condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun ; 2^o les mesures disciplinaires prises par le Conseil de la Légion d'honneur ⁽⁶⁸⁾ ; 3^o les condamnations subies à l'étranger ⁽⁶⁹⁾.

Quand il n'existe pas au casier de bulletins n^o 1 applicables à la personne, dont il s'agit de constater les antécédents, ou, ce qui revient au même, quand il n'existe que des décisions qui, dans les conditions que nous venons d'indiquer, doivent rester secrètes, l'extrait du casier portera, en grosses lettres, le mot *néant* à la place réservée aux condamnations (et il reproduira les mentions destinées à bien individualiser la personne).

§ IV. — *Prix des bulletins n^o 2. Timbre et enregistrement.*

41. De même que pour les bulletins n^o 1, il est

⁶⁷⁾ Circ. ch., 5 déc. 1885 ; 4 déc. 1886, IV. Cf. art. 633 Code d'instr. crim.

⁶⁸⁾ Circ. ch., 15 déc. 1888.

⁶⁹⁾ Circ. ch. 28 déc. 1893, VIII.

alloué aux greffiers, pour tout bulletin n° 2, une rémunération de 25 centimes. Les employés du casier central ont droit à la même rémunération.

Cet émolument subit quelques réductions pour certains bulletins délivrés aux administrations publiques et, par contre, il est de beaucoup augmenté, par diverses taxes, lorsqu'il s'agit de bulletins délivrés aux particuliers.

Il subit une diminution dans les cas suivants : 1° les bulletins négatifs délivrés à l'occasion de la revision des listes électorales sont tarifés au droit de 15 centimes par bulletin ; 2° les bulletins affirmatifs concernant les jeunes soldats des classes sont également tarifés au droit de 15 centimes par bulletin ; le mot *néant* remplaçant pour les mêmes soldats le bulletin négatif ⁽⁷⁰⁾ donne droit à une rémunération de 5 centimes par personne ; 3° les bulletins concernant les marins inscrits et levés pour le service de l'Etat donnent droit seulement à 15 centimes par bulletin.

Pour les extraits délivrés aux particuliers, l'émolument des greffiers est augmenté de 75 centimes, représentant les droits de recherche (50 cent.) et d'inscription au répertoire ⁽⁷¹⁾ (25 cent.). Il y a en outre un droit d'enregistrement de 20 centimes, ce

⁷⁰⁾ Cf. plus haut, 36, *in fine*.

⁷¹⁾ Et toutefois ce répertoire n'existe pas, en règle générale. Cf. n° 48 *in fine* et note 14.

qui porte le prix total à 1 fr. 25 ⁽⁷²⁾. Toutefois les extraits délivrés aux particuliers en vue du service militaire (engagés volontaires, candidats aux fonctions d'officier de la réserve ou de l'armée territoriale) sont affranchis des formalités d'enregistrement et coûtent donc seulement 1 franc ⁽⁷³⁾.

42. Autrefois pour les extraits délivrés aux particuliers, il y avait encore à payer des droits de timbre et les droits d'enregistrement étaient beaucoup plus élevés, de telle sorte que le prix du bulletin n° 2 (délivré aux particuliers) était finalement arrivé à 4 fr. 10 ⁽⁷⁴⁾. La loi du 26 janvier 1892 (que nous avons citée au n° 19) a dispensé du droit de timbre les extraits du casier judiciaire et a réduit à 20 centimes le droit d'enregistrement.

⁷²⁾ Car le droit fixe d'enregistrement de 20 centimes doit être augmenté du double décime et demi (5 cent.), conformément aux lois financières en vigueur.

⁷³⁾ Voir à l'*Appendice* le tableau de prix donné par la circulaire de la chancellerie du 8 janvier 1890, avec la modification résultant de la loi du 26 janvier 1892. On trouvera également dans ce tableau toutes les principales circulaires relatives au prix de l'extrait du casier. *Adde* : Décret du 10 avril 1877 qui fixe à 1 fr. le prix des extraits du casier central. *Bulletin des lois*, 12^e série, tome XLVII, n° du décret : 5957.

⁷⁴⁾ Le prix initial avait été de 1 fr. 10 (Circ. 4 juin 1851). Après quelques variations, la circ. du 28 nov. 1878, le fixa à 3 fr. 50, et la circ. du 8 janvier 1890, prescrivit de faire la demande sur une feuille de papier timbré de 60 centimes.

CHAPITRE V

ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT DU CASIER

§ I. — *Agents chargés de l'administration et de la surveillance.*

43. L'administration des casiers judiciaires est confiée aux greffiers pour les casiers d'arrondissement, au chef du bureau de la statistique judiciaire pour le casier central.

Ils doivent faire tenir toujours en bon ordre le casier. Ils doivent classer à leur place les bulletins aussitôt qu'ils arrivent. Ils sont obligés de veiller à ce qu'aucune indiscretion ne soit commise, de satisfaire, dans le plus bref délai, aux demandes de délivrance des bulletins n° 2, de les rédiger et d'en certifier la conformité à l'original. Ils doivent procéder aux éliminations de bulletins prescrites par les circulaires.

44. La surveillance du casier judiciaire est confiée aux membres des parquets ⁽¹⁾.

¹⁾ « Les moindres rouages du mécanisme du casier judiciaire doivent être de la part des procureurs de la Répu-

Les procureurs de la République doivent s'assurer, chaque mois, par un sérieux examen, de la bonne tenue du casier judiciaire. Lors de la vérification mensuelle du greffe, ils doivent dresser un procès-verbal spécial pour le casier judiciaire ⁽²⁾. Ces procès-verbaux doivent être envoyés aux procureurs généraux dans les 10 jours qui suivent l'expiration de chaque mois. Autrefois les procureurs généraux les transmettaient, après vérification, à la chancellerie. Maintenant ils les retournent aux parquets, qui doivent en récapituler les énonciations dans le compte criminel annuel ⁽³⁾.

Les procureurs de la République examinent rigoureusement et revêtent de leur visa tout bulletin n° 1 émanant de leur tribunal et tout extrait du casier de leur arrondissement. Ils transmettent aux procureurs généraux les bulletins n° 1, dès qu'ils les ont vérifiés et visés. Les procureurs généraux les vérifient de nouveau, les revêtent de leur visa et procèdent à leur répartition aux différents casiers ⁽⁴⁾.

blique l'objet d'une surveillance toujours en éveil », dit le garde des sceaux, Circ. 23 mai 1853, XII.

²⁾ Ce procès-verbal est dressé sur un modèle donné par la chancellerie, identique comme format aux bulletins du casier. Les circulaires trouvent utile à recommander « de ne pas se borner à signer le procès-verbal tout rédigé par le greffier ». Circ. 1^{er} et 14 juillet 1856 ; 20 mai 1862, VIII.

³⁾ Circ. ch., 25 nov. 1875, XVI.

⁴⁾ Cf. plus bas, note 8 (sous le n° 46).

§ II. — *Réunion des éléments du bulletin n° 1.*

45. C'est au ministère public qu'incombe le devoir de réunir, au cours de la procédure et avec le concours des magistrats instructeurs et des divers auxiliaires de la police judiciaire, les éléments du bulletin n° 1, quant à l'exacte désignation de la personne.

Comme c'est là un point fondamental, duquel dépend toute la valeur du casier judiciaire, la chancellerie ne cesse de recommander aux magistrats de faire toutes les investigations possibles pour arriver à bien établir l'individualité de la personne poursuivie. On doit l'interroger, à ce sujet, dès le début de la poursuite, contrôler soigneusement toutes ses indications, se rapporter aux casiers judiciaires, se référer, si besoin il y en a, aux sommiers de la police de Paris ⁽⁵⁾, etc.

§ III. — *Vérification, répartition et classement des bulletins n° 1.*

46. Les bulletins n° 1 doivent être dressés dans les 15 jours de la condamnation. Aussitôt rédigés, ils sont remis au procureur de la République ⁽⁶⁾.

⁵⁾ V. plus haut, n° 8, texte et note 26 ; n° 11, note 37.

⁶⁾ Sauf : 1° s'il s'agit d'une condamnation prononcée par la Cour d'appel, dans quel cas les bulletins sont déposés

Celui-ci les vérifie soigneusement, fait réparer les erreurs et, après les avoir revêtus de son visa, les transmet sans retard au procureur général du ressort, pour lequel les bulletins n° 1 remplacent les extraits de jugements, qui devaient lui être envoyés tous les quinze jours en vertu de l'art. 198 du Code d'instruction criminelle ⁽⁷⁾.

Le procureur général examine de nouveau les bulletins et, après les avoir fait rectifier ou compléter, s'il y a lieu, il les vise et les envoie, dans la quinzaine au plus tard, aux greffes où ils doivent être classés ou au casier central, d'après la distinction connue ⁽⁸⁾.

directement au parquet du procureur général ; et 2° s'il s'agit d'un bulletin constatant une déclaration de faillite ou liquidation judiciaire, dans quel cas le bulletin est transmis au procureur général par l'intermédiaire du président du tribunal de commerce.

⁷⁾ Circul. cancell., 6 nov. 1850 ; 23 mai 1853 ; 23 février 1887. Jusqu'en 1887, on continuait à adresser au procureur général des extraits des jugements qui prononçaient l'acquiescement du prévenu ou contenaient une déclaration d'incompétence. La dernière circulaire citée a supprimé ces extraits en abrogeant ainsi l'art. 198 du Code d'instr. crim. Le garde des sceaux a trouvé que « par les notices hebdomadaires des parquets de première instance et les bulletins du casier judiciaire qui lui sont transmis tous les quinze jours, le procureur général est suffisamment renseigné sur la marche des affaires. »

⁸⁾ Les règles données dans le texte sont des règles générales. Notons ici quelques particularités : 1° Les greffiers des conseils de guerre envoient les bulletins, dressés par eux, au

47. Dès que les bulletins n° 1 arrivent aux gref-fes destinataires ou au bureau du casier cen-tral, ils doivent être classés dans les casiers à leur place.

Au bureau du casier central, il n'y a aucune opération préliminaire à faire. Par contre, aux gref-fes d'arrondissement, il faut d'abord vérifier sur les registres de l'état civil si celui, auquel le bulle-tin s'applique, est en réalité né dans l'arrondisse-ment.

Si cette vérification donne un résultat négatif et rien ne fait supposer une omission dans les regis-tres, le greffier doit porter sur le bulletin cette mention : *pas d'acte de naissance applicable* et le renvoyer au procureur général qui l'a transmis ⁽⁹⁾.

procureur de la République de l'arrondissement où siège le conseil et ce magistrat les vise et en opère la répartition (ces bulletins ne sont donc pas soumis au visa du procureur gé-néral). Cet usage a été consacré par le garde des sceaux en 1853 (lettre du 14 mai, adressée au procureur général de Paris) ; 2° Les bulletins constatant des condamnations prononcées par les tribunaux maritimes sont envoyés directement au procureur de la République de l'arrondissement natal du condamné, après avoir été vérifiés et visés par le commis-saire de l'inscription maritime. V. Circul. min. de la marine, du 13 oct. 1862 ; 3° Les condamnations prononcées par les tribunaux militaires des corps expéditionnaires ou des corps d'occupation sont dressés au ministère de la guerre et en-voyés au procureur général de Paris qui en opère la répar-tition.

⁹⁾ Toutes les communications entre les greffiers et les procureurs généraux se font (il est à peine besoin de le dire) par l'intermédiaire du parquet du tribunal.

Le procureur général le retourne au procureur de la République du lieu de condamnation et celui-ci fait de nouvelles investigations pour découvrir le lieu véritable de la naissance du condamné. En cas d'insuccès de ses investigations, il envoie le bulletin au casier central comme applicable à un condamné d'origine inconnue ⁽¹⁰⁾.

Si malgré l'absence d'un acte de naissance applicable à la personne respective, il est constant en fait que l'individu est né dans l'arrondissement ⁽¹¹⁾, le greffier retiendra le bulletin pour le classer dans son casier, mentionnant sur le bulletin l'absence de l'acte de naissance. D'un autre côté, il doit faire le nécessaire pour s'assurer si des bulletins n° 1 du même individu n'existent déjà au casier central ⁽¹²⁾.

Enfin, si la vérification sur les registres de l'état civil donne un résultat affirmatif, le greffier, après avoir rectifié les irrégularités que le bulletin pourrait contenir, le classera à sa place.

Les bulletins constatant des réhabilitations sont classés au casier, annexés aux bulletins qui consta-

¹⁰⁾ V. surtout Circul. cancell., 8 déc. 1868, XV ; 30 déc. 1873, IX.

¹¹⁾ L'absence de l'acte pouvant s'expliquer par un cas de force majeure (destruction des registres respectifs) ou par le défaut de déclaration de naissance.

¹²⁾ Dans le cas d'affirmative, les bulletins existant au casier central seront envoyés au greffe, tout en conservant au casier central une fiche de renvoi.

taient les condamnations respectives. Il en est autrement, nous le verrons au n° 50, pour les bulletins qui constatent une amnistie.

En classant les bulletins, les greffiers peuvent s'apercevoir de certaines lacunes ou de certains faits qui intéressent la justice. La chancellerie leur recommande de ne pas manquer, dans tous ces cas, d'avertir le procureur de la République, qui prendra les mesures que comportent les circonstances ⁽¹³⁾.

48. Quant à l'opération même du classement, les circulaires tracent de nombreuses règles pratiques, dont voici les principales : Les bulletins doivent être classés dans les casiers suivant l'ordre rigoureusement alphabétique (d'après la première lettre du nom de famille). Lorsqu'il existe plusieurs bulletins relatifs au même individu, ils doivent être réunis et classés, suivant l'ordre chronologique des condamnations, dans une chemise portant le nom du condamné. Les bulletins concernant les femmes

¹³⁾ Ainsi, lorsque le bulletin arrivé porte la mention *récidiviste*, et que le casier ne contient pas un autre bulletin de condamnation, le procureur aura à rechercher s'il s'agit d'une erreur du bulletin ou d'une lacune du casier et fera le nécessaire pour réparer l'erreur ou combler la lacune. De même, lorsqu'en classant un bulletin, le greffier constate l'existence d'un bulletin révélant une condamnation conditionnelle antérieure prononcée depuis moins de cinq ans (loi 26 mars 1891), le procureur en sera averti pour faire exécuter la première condamnation.

mariées ou veuves sont classés d'après leur nom de fille, mais avec fiches de renvoi au nom du mari. De pareilles fiches doivent être faites aussi pour tous les noms et sobriquets sous lesquels un individu a été condamné.

Notons, en terminant, que la circulaire du 1^{er} juillet 1856 avait prescrit (§ 30) la tenue d'un répertoire, qui devait contenir, par ordre alphabétique, tous les noms des individus qui avaient des bulletins au casier, avec indication de la date du jugement et du nom du tribunal qui l'avait prononcé. Mais cette prescription tomba vite en désuétude ⁽¹⁴⁾.

§ IV. — *Eliminations des bulletins n° 1.*

49. Pour éviter l'encombrement des casiers, la chancellerie avait prescrit, dès le début, d'extraire des casiers, à des époques périodiques, les bulletins des individus décédés. Pour faire cette élimination, les greffiers devaient se servir des registres des actes de décès. Mais c'était là un travail considérable et qui était souvent fait en pure perte. Aussi

¹⁴⁾ Une note du tome II du *Recueil offic. des instr. et circ. du min. de la justice* (p. 346, note 21) constate ce fait, en essayant de le justifier : « Mais cet usage, dit la note, est tombé en désuétude. L'accumulation des bulletins n° 1 n'a pas permis de le continuer. » Toutefois cela existe et fonctionne très bien ailleurs (en Italie, par exemple).

est-il vite tombé en désuétude et le garde des sceaux consulta en 1868 les procureurs généraux sur les moyens pratiques à employer pour mettre les greffiers à même d'éliminer régulièrement les bulletins des décès. Les réponses furent si nombreuses et si compliquées, disait le garde des sceaux dans une circulaire ⁽¹⁵⁾, qu'il lui fallait beaucoup de temps pour peser les avantages des divers systèmes et donner à cette question une solution définitive. En attendant cette solution qui, même à l'heure qu'il est, n'est pas encore intervenue, le garde des sceaux prescrivait une mesure très utile : celle d'extraire des casiers, tous les dix ans, les bulletins des individus âgés de quatre-vingts ans ⁽¹⁶⁾.

Quant aux condamnés qui meurent pendant qu'ils subissent leur peine, déjà, depuis 1836, sur la demande du garde des sceaux, les ministres de la marine et de l'intérieur ont invité les directeurs des divers établissements où sont subies les peines de faire parvenir au ministre de la justice, à la fin de chaque trimestre, des bulletins de décès de tous les condamnés qui meurent dans ces établissements. Le ministre de la justice les fait parvenir périodiquement aux greffes respectifs.

50. En dehors des bulletins des octogénaires et des individus décédés, on élimine encore les bulle-

⁽¹⁵⁾ Circ. 8 décembre 1868, § XX.

⁽¹⁶⁾ Cf. note 19 ci-après.

tins constatant des condamnations effacées par l'amnistie. L'amnistie en effet est un « oubli » complet du fait puni. Ce fait ne peut plus être relevé contre celui qui s'en est rendu coupable. Il convient donc de n'en plus laisser de trace au casier judiciaire ⁽¹⁷⁾.

Lorsqu'un bulletin constatant une amnistie arrive au greffe ⁽¹⁸⁾, le greffier fait extraire du casier le bulletin qui constatait la condamnation pour le fait amnistié et classe les deux bulletins aux archives ⁽¹⁹⁾.

§ V. — *Règles de la délivrance des bulletins n° 2.*

51. Nous avons vu autre part ⁽²⁰⁾ à qui et dans quelles conditions on délivre des bulletins n° 2. Il nous reste à indiquer ici la marche à suivre de la

¹⁷⁾ La chancellerie n'a pourtant pas adopté, dès le début, cette solution. Elle appliquait d'abord aux condamnations couvertes par l'amnistie, la même règle qu'aux acquittements des mineurs de 16 ans (Cf. n° 40). L'élimination des bulletins constatant des condamnations pour des faits amnistiés, a été ordonnée par la circ. du 20 juillet 1878.

¹⁸⁾ Avant 1878, on ne dressait pas de bulletin n° 1 pour les amnistiés (Cf. n° 26, note 21). Les bulletins constatant l'amnistie sont comme les bulletins ordinaires, mais, pour attirer l'attention des greffiers, ils portent à l'encre rouge cette mention : *rédigé par application de la loi d'amnistie de...*

¹⁹⁾ Ce classement aux archives est une mesure d'une utilité très contestable. Elle s'applique, d'ailleurs, aussi aux bulletins des octogénaires et des décédés.

²⁰⁾ V. plus haut nos 35, 36, 37, 38 et 40.

part des fonctionnaires compétents pour préparer et délivrer les bulletins n° 2.

Aussitôt qu'une demande d'extrait du casier judiciaire est parvenue (par l'intermédiaire du parquet) ⁽²¹⁾ au greffier, il fait faire sans retard, des recherches au casier. Aucune difficulté, si des bulletins n° 1 concernant l'individu respectif existent au casier. En général, tout y sera exactement con-signé et le greffier se bornera à en transcrire le contenu sur le bulletin n° 2 d'après les règles indiquées précédemment (nos 39 et 40).

Mais quand il n'y a rien au casier sur le nom de l'individu, dont on réclame le bulletin n° 2, le greffier doit s'assurer d'abord si l'individu respectif est bien né dans l'arrondissement. Plusieurs hypothèses peuvent se présenter :

1° Il existe dans les registres des actes de naissance un acte applicable à la personne dont il s'agit. Alors le greffier, après avoir porté sur le bulletin les mentions destinées à bien individualiser la personne, écrit, au milieu du cadre réservé aux condamnations, le mot *néant* ;

2° Le lieu de naissance est établi par un acte de notoriété (art. 70 et s. du Code civil). On délivrera un extrait négatif comme dans le cas précédent ;

3° Il n'y a ni acte régulier de naissance, ni acte

²¹⁾ Cf. plus haut nos 35 et 37, *in fine* et note 54 du chapitre précédent.

de notoriété ; mais il est certain que l'individu est né dans l'arrondissement. Puisque, dans pareil cas, les circulaires ordonnent le classement des bulletins n° 1 au casier de l'arrondissement ⁽²²⁾, le greffier devra délivrer un bulletin n° 2 comme ci-dessus. Il aura pourtant soin de s'assurer qu'il n'existe pas de bulletin n° 1 concernant le même individu au casier central.

4° Enfin si le lieu de naissance est incertain, le greffier doit retourner la demande au parquet, après avoir porté sur elle la mention : « pas d'acte de naissance applicable, néant au casier. » Le procureur de la République s'adressera alors au casier central ⁽²³⁾.

Tout bulletin n° 2, aussitôt rédigé, est remis au procureur de la République. Ce magistrat le vérifie avec soin, le revêt de son visa et prend les dispositions nécessaires pour le faire parvenir au réclamant.

La chancellerie a rappelé, à plusieurs reprises, que les bulletins n° 2 doivent être délivrés dans le

²²⁾ Cf. circ. ch., 6 nov. 1850. La chancellerie recommande aux greffiers de ne retenir les bulletins à leur casier qu'en tant qu'ils ont *la certitude* de l'origine véritable du condamné.

²³⁾ En faisant connaître par qui le bulletin avait été demandé, afin que les renseignements soient directement adressés au parquet qui les a réclamés.

plus bref délai et, au plus tard, dans les 48 heures, lorsqu'ils sont demandés par les membres des parquets ⁽²⁴⁾.

²⁴⁾ Circ. ch., 1^{er} juillet 1856, XXIII ; 40 déc. 1859 ; 8 décembre 1868, XVIII ; 4 juin 1888 ; etc.

CHAPITRE VI

FORCE PROBANTE DE L'EXTRAIT DU CASIER JUDICIAIRE

52. Comme les bulletins n° 1 ne sont jamais produits au dehors, le contenu du casier judiciaire d'une personne ne peut être légalement révélé à qui que ce soit que par l'intermédiaire d'un bulletin n° 2 délivré dans les conditions précédemment indiquées. Quand on parle donc de la force probante du casier judiciaire, il s'agit, en réalité, de la force probante du bulletin n° 2 et la question est de savoir quelle sorte de preuve font devant la justice les extraits du casier judiciaire.

Or, ces extraits ne sont, en définitive, que des copies de copies. En cette qualité, ils ne peuvent, en principe, valoir que comme simples renseignements ⁽¹⁾.

La jurisprudence de la cour de cassation est très

¹⁾ Cela découle, en définitive, du fait que le casier n'a pas été organisé par une loi. La loi, en effet, aurait pu accorder une authenticité au bulletin n° 2. Cf. Garraud, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, tome II, p. 379. V. *Précis du droit crim.* du même auteur, p. 401.

peu nette sur ce point ⁽²⁾. On a essayé, toutefois, de dégager des arrêts rendus par la cour suprême quelques règles générales. Voici quelles seraient ces règles :

A. Si les énonciations du bulletin n° 2 sont corroborées par l'aveu du prévenu, la preuve de l'existence des condamnations antérieures est acquise dans tous les cas (qu'il s'agisse de la récidive ordinaire ou de la récidive entraînant relégation).

B. Si le prévenu conteste formellement les énonciations du bulletin n° 2, cela enlève au bulletin toute force probante et la preuve des condamnations antérieures devra être faite par la production des expéditions des jugements ou par un autre moyen propre à faire la conviction du juge (cela suffit, car il s'agit de la preuve d'un fait ⁽³⁾).

C. Si rien dans la procédure ne vient indiquer que le prévenu ait contesté ou avoué les condamnations portées sur le bulletin n° 2, celui-ci constitue,

²⁾ Voir en sens différents les arrêts : 6 mars 1874 (Dalloz, *Rec. pér.*, 1874, I, 277) ; 7 juillet 1876 (D., *R. P.*, 1876, I, 94) ; 21 sept. 1882 (D., *R. P.*, 1882, I, 488) ; 25 mars et 28 mai 1886 (D., *R. P.*, 1886, I, 227) ; 4 et 28 février et 24 mars 1887 (D., *R. P.*, 1887, I, 235 et s.) ; 5 mai 1887 (D., *R. P.*, 1887, I, 413), etc. Voir la note (sous un de ces derniers arrêts) de la page 233, an. 1886, première partie du *Rec. Pér. D.* Cf. aussi ci-après note 4.

³⁾ La Cour toutefois paraît peu disposée à admettre d'autre preuve que l'expédition du jugement. Cf. Garraud, *Précis*, p. 401, note 2,

d'après la cour suprême, une preuve suffisante de l'existence des condamnations, lorsqu'il s'agit d'appliquer les art. 56 et suiv. du code pénal, relatifs à la récidive ordinaire. Mais, lorsqu'il s'agit de la récidive qui entraîne relégation (loi du 27 mars 1885, art. 4), le silence du prévenu ne suffit plus, d'après la cour de cassation, pour donner au bulletin n° 2 la valeur d'une preuve complète des énonciations qu'il contient. Le juge doit interpellier le prévenu sur l'existence des condamnations. Dans le cas où le prévenu reconnaît comme exactes les énonciations des bulletins n° 2, la preuve est faite. Dans le cas où il les conteste, il y aura lieu de demander les expéditions ou les extraits des arrêts ou des jugements.

53. La distinction que la cour de cassation fait ici entre la récidive ordinaire et la récidive du relégable ne nous paraît pas susceptible d'être justifiée juridiquement. La cour elle-même n'essaie pas de le faire. Voici, en effet, ce qu'elle se borne à dire : « attendu que, si, relativement à la peine de la récidive, établie par les art. 55 et suiv. C. pén. le silence du prévenu a pu être considéré comme un aveu des condamnations portées sur l'extrait de son casier judiciaire, une semblable interprétation ne saurait être admise en matière de relégation ; que la présomption qui lui sert de fondement est inconciliable avec les garanties spéciales dont la loi du 27 mai

1885 a voulu entourer les individus exposés à l'application de la peine perpétuelle qu'elle édicte ; par ces motifs, casse l'arrêt, etc. (*) ».

La situation du relégable paraît, en quelque sorte, plus intéressante à la cour suprême : le prévenu est exposé à encourir une peine perpétuelle, il convient donc de l'entourer de garanties spéciales.

Mais (s'il convient de suivre la cour sur ce terrain qui n'est pas juridique) pourquoi donc ces garanties seraient-elles inutiles, lorsqu'il s'agit d'un prévenu exposé à l'aggravation de peine qui s'attache à la récidive, aggravation qui peut lui faire encourir la peine des travaux forcés à perpétuité ? Est-ce que cette peine est moins grave que la relégation ? Et, d'un autre côté, ne faut-il pas prendre toutes les garanties possibles pour éviter la moindre erreur ou la moindre injustice ? La question de la gravité de la peine n'a rien à faire : une aggravation de peine de deux mois de prison faite par erreur ou contre la loi est tout aussi injuste qu'une relégation encourue sans motif.

(*) Arrêt du 15 nov. 1888, dans Dalloz (*Jur. gén. Rec. Pér.*), an. 1889, I, p. 320. Cf. aussi les arrêts des 4 février et 24 mars 1887 (déjà cités) qui reproduisent textuellement le même « attendu ».

CHAPITRE VII

DES CASIERS SPÉCIAUX

54. A part les casiers ordinaires, casier d'arrondissement et casier central qui se complètent l'un l'autre, il existe des casiers, que nous appelons *spéciaux*, parce qu'ils ne constatent pas, en principe, tous les antécédents judiciaires d'une personne; mais seulement une catégorie spéciale de ces antécédents.

Ces casiers spéciaux sont établis ou auprès de certaines administrations publiques de l'Etat ou auprès des parquets. Les premiers ont pour but de renseigner les administrations respectives sur certaines incapacités résultant des condamnations et assurer ainsi l'application de certaines lois spéciales. Les seconds sont destinés à constater une catégorie spéciale de contraventions de police.

Passons rapidement en revue ces divers casiers spéciaux, en commençant avec ceux établis dans les parquets.

1. — *Casier de l'ivresse.*

55. Ce casier a été créé en 1874 ⁽¹⁾ pour assurer l'application de la loi du 23 janvier 1873 sur l'ivresse publique. Cette loi, indulgente pour la première infraction, punit sévèrement les rechutes. Pour pouvoir l'appliquer, il fallait avoir un moyen de constater cette récidive spéciale et progressive. Comme il s'agissait d'une contravention et que les condamnations de simple police ne figurent pas au casier judiciaire ordinaire, on a dû créer un casier spécial.

Ce casier est organisé d'après les mêmes principes que le casier ordinaire. Après chaque audience, les greffiers des juges de paix doivent adresser au procureur de la République des bulletins individuels constatant les condamnations pour l'ivresse ⁽²⁾. Ces bulletins sont classés au parquet dans un casier qui est mis à la disposition exclusive des procureurs de la République ⁽³⁾ pour renseigner les ju-

¹⁾ Par la circ. ch., 23 février 1874 (§ III).

²⁾ « Lorsque par exception, le tribunal correctionnel aura connu d'un premier ou d'un deuxième fait d'ivresse, comme étant connexe à un délit, le bulletin sera dressé et envoyé au parquet par le greffier du tribunal de première instance », dit la circ. du 28 févr. 1874. Cf. circ. du 6 juin, qui autorise les greffiers des juges de paix à réclamer 25 cent. par bulletin dressé pour constater une condamnation pour l'ivresse.

³⁾ On ne délivre pas d'extrait de ces casiers.

ges et régler la compétence dans les limites des prescriptions de la loi du 23 janvier 1873 ⁽⁴⁾.

Afin d'éviter l'encombrement, les bulletins sont détruits à l'expiration du délai prescrit pour qu'il y ait récidive (12 mois), si une nouvelle infraction n'est pas constatée dans ce délai.

II. — *Casier électoral.*

56. Pour faciliter l'élimination des listes électorales des individus frappés d'incapacité de vote par suite de condamnations, la chancellerie avait prescrit, déjà depuis 1849 ⁽⁵⁾, aux chefs des parquets, de faire transmettre aux préfets des états annuels des jugements entraînant suspension ou privation des droits électoraux.

Cette mesure était insuffisante et, en 1874, le garde des sceaux, d'accord avec le ministre de l'Intérieur, créa le casier électoral ⁽⁶⁾. Ce casier est constitué à l'aide de *duplicata* de tous les bulletins n° 1 (du casier judiciaire ordinaire) qui constatent une condamnation entraînant privation du droit de vote.

⁴⁾ La seconde récidive transforme le fait de contravention en délit, l'inculpé sera traduit devant le tribunal correctionnel (art. 2 de la loi).

⁵⁾ Circ. du 29 déc. 1849, complétée surtout par les circ. du 21 juillet 1856 et 24 août 1874.

⁶⁾ « Un casier administratif des élections », dit la circ. de la ch. du 18 déc. 1874, qui institue ce casier.

Ces *duplicata* (7) sont transmis (par l'intermédiaire des parquets) aux sous-préfectures des lieux de naissance des condamnés. Là ils sont classés alphabétiquement dans des casiers et sont consultés exclusivement pour la revision des listes électorales.

La Chancellerie a souvent rappelé qu'il faut ne pas manquer d'envoyer au casier électoral un *duplicata* de tout bulletin constatant une réhabilitation (8), pour permettre la réinscription sur les listes électorales de la personne respective. Bien que les circulaires ne le disent pas, nous croyons qu'on doit détruire les bulletins qui constataient, dans le casier électoral, les condamnations effacées par la réhabilitation.

III. — *Casier de recrutement.*

57. Nous avons vu précédemment (9) par quel procédé les commandants des bureaux de recrutement sont mis à même de connaître les antécédents judiciaires des jeunes soldats des classes, afin qu'ils

7) Identiques en tout (format et contenu) aux bulletins originaux, les *duplicata* sont dressés par les greffiers qui dressent les bulletins, et visés par le procureur de la République. Cf. plus haut note 33 du chap. IV (n° 32),

8) V. la dernière circulaire sur ce point, datée du 17 février 1894.

9) N° 36 *in fine*.

puissent aviser à l'application de la loi qui exclut de l'armée ou affecte à des régiments spéciaux ceux qui ont encouru certaines condamnations⁽¹⁰⁾. Comme de pareilles condamnations, encourues par les citoyens plus tard, pendant tout le temps qu'ils sont liés au service militaire (jusqu'à la libération définitive), entraînent des conséquences importantes au point de vue de leur situation dans l'armée, il est indispensable que l'autorité militaire puisse être exactement renseignée à ce sujet.

Dans ce but, on a institué, depuis 1874, dans tous les bureaux de recrutements, des casiers analogues aux casiers électoraux⁽¹¹⁾.

L'organisation du casier de recrutement réglée par différentes circulaires, a été remaniée et réglementée dans son ensemble par la circulaire du 11 avril 1891, actuellement en vigueur.

D'après cette circulaire, les greffiers doivent dresser, pour le casier du recrutement, des *duplicata* de tous les bulletins constatant une condamnation à une peine corporelle, prononcée contre un homme âgé de 20 à 46 ans accomplis, et jusqu'à 50 ans accomplis pour les hommes du contingent algérien.

¹⁰⁾ Art. 4 et 5 de la loi du 15 juillet 1889 et loi du 1^{er} mai 1897.

¹¹⁾ Cf. circ. du 19 février 1874 (qui a institué ce casier) et les circulaires des : 28 nov. 1874, XII ; 15 déc. 1874 ; 5 mai 1877, VII ; 11 avril 1891.

Ces *uplicata* doivent mentionner la classe, le canton et le numéro du tirage au sort. Ils sont rédigés par les greffiers qui rédigent les bulletins originaux ⁽¹²⁾ et transmis par l'intermédiaire du procureur de la République au bureau de la subdivision de la région où siège le tribunal qui a prononcé la sentence. Le commandant du bureau conservera et fera classer dans son casier les bulletins des hommes inscrits sur ses contrôles et transmettra à ses collègues les bulletins des hommes dépendant de leurs subdivisions respectives.

Toute décision gracieuse relative aux peines corporelles encourues par des hommes liés au service militaire sera également notifiée aux bureaux de recrutement.

IV. — *Casier de la marine.*

58. Ce casier, analogue au casier du recrutement, a été institué par la circulaire du garde des sceaux du 14 août 1876. Il est constitué par des *uplicata* de tout bulletin n° 1 du casier judiciaire, constatant une condamnation prononcée contre un marin ou militaire de la marine en activité de service et con-

¹²⁾ Cf. plus haut n° 32, note 33. La circulaire du 28 nov. 1874 ne rappelle que la règle générale en disant que ces *uplicata* seront rédigés par « le greffier du tribunal de la condamnation ».

tre tout individu faisant partie de la réserve de mer ou soumis à l'inscription maritime.

Si le tribunal, qui a prononcé la condamnation, se trouve hors des départements maritimes, les *duplicata* ⁽¹³⁾ seront envoyés à la Chancellerie, qui les transmet au ministre de la marine et celui-ci procède à leur répartition ⁽¹⁴⁾.

Si le tribunal qui a prononcé la sentence se trouve dans l'étendue des départements maritimes, les *duplicata* sont envoyés directement, par l'intermédiaire du parquet, au commissaire de l'inscription maritime de la localité la plus proche ⁽¹⁵⁾.

¹³⁾ Dressés comme il est dit ci-dessus, note 7, sous le n° 56.

¹⁴⁾ C'était la règle générale pour n'importe quel tribunal avant 1891, en vertu de la circulaire qui instituait le casier de la marine (Circ. du 14 août 1876, VIII).

¹⁵⁾ Cela depuis 1891 (Circ. du 13 mars) pour faciliter la répartition, parce que ces *duplicata* se rapportent tous, en général, à des hommes qui dépendent du commissaire de l'inscription maritime de la localité la plus proche : « Ce fonctionnaire transmettra à qui de droit les rares bulletins qui ne sont pas afférents aux inscrits qu'il administre », dit la circulaire citée (13 mars 1891).

CHAPITRE VIII

ÉCHANGE DES BULLETINS AVEC LES PAYS ÉTRANGERS

59. L'utilité d'un échange réciproque d'informations judiciaires entre tous les Etats civilisés, quant aux condamnations subies par les nationaux d'un Etat dans un autre Etat, est reconnue par tout le monde.

Mais la réalisation de cette idée rencontre de grandes difficultés pratiques dues surtout aux différences considérables qui existent entre les systèmes d'information judiciaire de divers pays. Dans ces derniers temps on s'est occupé, d'une manière spéciale, de ces difficultés et l'on a préconisé, comme moyen de les écarter, l'adoption par tous les pays d'un système uniforme de casiers judiciaires, analogue au système français. Le congrès pénitentiaire internationale de Rome a émis un vœu dans ce sens ⁽¹⁾.

¹⁾ Voir le texte de ce vœu dans : *Actes du Congr. pén. intern. de Rome*, tome I, p. 581 et 751. En émettant ce vœu le Congrès adoptait les conclusions du rapport de M. E. Yvernès.

60. Malgré les difficultés dont nous parlons; un échange régulier d'informations judiciaires, portant sur les condamnations subies par les nationaux d'un pays dans un autre pays, existe entre la plupart des Etats européens.

Quant à la France, elle pratique régulièrement cet échange des bulletins de condamnation avec les pays suivants : 1° Autriche-Hongrie, 2° Bavière, 3° Bade, 4° Belgique, 5° Italie, 6° Luxembourg, 7° Pérou, 8° Portugal, 9° Suisse et 10° Alsace-Lorraine ⁽²⁾.

Dans la plupart des cas cet échange a été établi par une simple entente entre les deux gouverne-

sur la deuxième question de la troisième section : « Quelle serait la meilleure marche à suivre pour arriver à l'échange régulier des casiers judiciaires entre les différents Etats ? » Le rapport est résumé dans les *Actes du Congrès*, tome I, p. 579. Il est publié *in extenso*, dans le *Bulletin de la Soc. gén. des pris.*, an. 1887, p. 272. Signalons ici l'idée émise par M. le comte *de Foresta*, au sein de la troisième section du congrès, de faire pour le service international des casiers judiciaires ce qu'on a fait pour les postes et télégraphes. M. *Kircheheim* précisait cette idée en émettant l'avis « de remplacer le grand nombre des traités existants par un traité universel, peut-être sur le modèle de l'union postale universelle ». « De plus, continuait-il, on pourrait créer un bureau central des casiers judiciaires à l'instar de ce qu'on a fait dans l'administration postale ». V. *Actes du Congrès de Rome*, I. p. 448 et 450.

²⁾ V. circ. ch., 26 février 1872 ; 5 mai 1877 ; 30 oct. 1878 ; 4 nov. 1879 ; 20 déc. 1880 ; 28 déc. 1893 ; (§ VIII). Cf. *Vincent et Pénaud*, Dictionnaire de droit international privé, I, 194-196.

ments, sans convention ou traité diplomatique. Ainsi, déjà depuis 1857, un échange mensuel de bulletins de condamnation a été établi par simple correspondance diplomatique entre la France et l'Autriche-Hongrie, sur l'initiative de ce dernier pays ⁽³⁾. Bientôt après, un arrangement analogue fut conclu avec le gouvernement bavarois (et sanctionné, pour la Bavière, par l'ordonnance royale du 12 décembre 1857). Sur l'initiative du gouvernement italien, un échange régulier des bulletins n° 1 fut établi entre la France et l'Italie à partir du 1^{er} janvier 1869. Dans les mêmes conditions fut convenu un échange de bulletins de condamnation avec le Grand Duché de Bade, à partir du 1^{er} janvier 1870. Dans la même année, sur l'initiative de la France, un arrangement analogue fut fait avec la Belgique. Enfin, en 1893, un échange des bulletins n° 1 fut convenu avec le Portugal, toujours par une simple correspondance diplomatique ⁽⁴⁾.

³⁾ V. *Bonneville de Marsangy*, De l'amélioration de la loi crim., II, p. 634, où se trouve reproduite la note du ministre des aff. étrang. d'Autriche invitant l'ambassadeur de Paris de proposer au gouvernement français l'échange des extraits des sentences de condamnation prononcées dans un des deux Etats contre des nationaux de l'autre.

⁴⁾ Circ. chanc. 28 déc. 1893. L'art. 26 du décret qui institue le casier judiciaire dans les colonies portugaises (24 août 1863) consacrait déjà le principe de l'échange des bulletins avec les pays étrangers. Mais jusqu'en 1893, il n'y a pas eu d'échange avec la France. Le contraire a été affirmé par erreur.

Pour la Suisse, l'échange des bulletins de condamnations se fait en vertu d'une convention du 17 décembre 1880, qui n'a pas reçu de consécration législative.

Pour les autres pays, il existe des traités consacrés législativement. Ainsi l'échange des bulletins avec l'Alsace-Lorraine se fait en vertu de l'art. 6 de la convention du 11 décembre 1871 (annexe au traité de Francfort-sur-Mein), sanctionnée par la loi du 9 janvier 1872. Pour le Pérou, l'échange des bulletins de condamnation est prévu par l'art. 15 du traité d'extradition, conclu le 30 septembre 1874 et sanctionné par la loi du 18 septembre 1875⁵⁾. Enfin une loi de la même date a sanctionné le traité d'extradition, conclu avec le grand Duché de Luxembourg, qui prévoit, dans son art. 18, l'échange des bulletins de condamnation⁶⁾.

61. Toutes les fois qu'un des nationaux de ces divers pays encourt, en France, une condamnation donnant lieu à un bulletin n° 1, le greffier du tribunal qui a prononcé la sentence dresse un *duplicata* du bulletin (identique en tout au bulletin original) et le remet au procureur de la République. Celui-ci, après l'avoir vérifié et visé, l'envoie directement à

⁵⁾ V. *Recueil des traités de la France* publié par M. de Clercq, tome XI, p. 249.

⁶⁾ *Recueil des traités*, l. cit. p. 379.

la chancellerie ⁽⁷⁾, ayant soin, pour éviter des confusions, de ne pas le comprendre dans l'envoi des bulletins destinés au casier central ⁽⁸⁾. La chancellerie fait parvenir les *duplicata* à leur destination, par envois mensuels, faits par voie diplomatique ⁽⁹⁾.

Les circulaires font remarquer qu'il est nécessaire de dresser des *duplicata*, destinés aux pays étrangers, non seulement pour les condamnations, mais aussi pour les acquittements intervenus, sur opposition, en faveur de condamnés par défaut et pour toute réhabilitation.

La chancellerie a recommandé, à plusieurs reprises, aux greffiers, de ne pas se contenter d'indiquer seulement le pays d'origine sur ces *duplicata* (né en Autriche, en Belgique, etc.), mais d'indiquer toujours au moins la province ou l'arrondissement dans lequel est situé le lieu de naissance du condamné et, pour les sujets suisses, d'indiquer, autant

⁷⁾ Ces *duplicata* n'étant pas soumis au visa du procureur général.

⁸⁾ Circul. chanc. 5 mai 1877 ; 3 déc. 1877, IX ; 15 nov. 1880, XIV, etc.

⁹⁾ Au début, les bulletins concernant les Alsaciens-Lorrains étaient échangés directement entre les autorités administratives et judiciaires de France et d'Alsace-Lorraine. Le gouvernement allemand exprima, ultérieurement, le désir que ces transmissions soient faites par voie diplomatique. La chancellerie a déféré à ce désir et a donné des ordres en ce sens. V. surtout circ. 21 nov. 1885.

que possible, leur lieu de *bourgeoisie* (la commune dont ils sont ressortissants). Sans ces indications, les bulletins ne peuvent pas servir et font retour à la chancellerie (¹⁰).

Remarquons, en terminant, que pour les Alsaciens-Lorrains, la convention citée plus haut prévoit non seulement l'échange des bulletins n° 1, mais aussi l'échange des bulletins n° 2. Pour ces derniers bulletins, le gouvernement allemand a exprimé, ultérieurement, le désir qu'on lui fasse connaître l'usage auquel était destiné l'extrait demandé (et réciproquement il fera la même chose); le gouvernement français y a consenti.

¹⁰) Circ. chanc. 5 mai 1877; 30 nov. 1878, IV; 4 déc. 1884, II, etc.

CHAPITRE IX

DES ERREURS DU CASIER. DE L'IDENTIFICATION ANTHROPOMÉTRIQUE

A. Des erreurs possibles et de leur rectification.

62. Deux sortes d'erreurs peuvent se glisser dans les bulletins du casier judiciaire.

Il peut s'y glisser d'abord certaines erreurs matérielles de rédaction, dues à la négligence du greffier : il aura mal transcrit sur le bulletin n° 1 les énonciations du jugement, ou il aura mal copié sur le bulletin n° 2 les mentions du bulletin n° 1.

Ces erreurs peuvent entraîner quelquefois des conséquences très graves et les greffiers en seront responsables civilement ⁽¹⁾. Mais, d'un côté, ces erreurs seront excessivement rares, par suite des vérifications attentives et répétées des procureurs, des greffiers ⁽²⁾ et, d'une autre côté, elles se répa-

¹⁾ Nous supposons qu'il n'y a pas d'intention frauduleuse. Voir un cas : trib. de Montpellier, 6 février 1876, dans Dall., R. P., 1872, II, 91.

²⁾ Cf. plus haut, nos 44, 46 et 47.

rent facilement, par un simple ordre du parquet, à la demande des intéressés ou sur l'initiative du parquet même.

63. La situation est beaucoup plus grave, quand il s'agit d'erreurs résultant de fausses indications contenues dans la minute même du jugement.

Ces erreurs peuvent provenir de deux causes : soit d'une faute ou d'une inadvertance des magistrats et en général, des agents qui ont recueilli les renseignements et ont rédigé la minute du jugement, soit d'une fraude de la part du condamné qui a donné de fausses indications, usurpant le nom et l'état civil d'une personne ou prenant un nom de fantaisie. Et si les erreurs de la première catégorie sont assurément très rares ⁽³⁾, celles dues à la fraude des condamnés sont, par contre, assez fréquentes.

Point n'est besoin de nous attarder à démontrer la gravité des conséquences que ces erreurs peuvent entraîner : un innocent peut être frappé d'une incapacité résultant d'une condamnation prononcée

³⁾ Voir un cas curieux dans *Dalloz*, R. P., 1876, II, 32 : un certain Brajeux Cyrille, dont le nom, l'âge, la profession, l'état civil, etc., avaient été régulièrement constatés par le commissariat de police et avoués par lui-même, fut condamné pour vol, le 14 septembre 1868, par le tribunal de Wassy, sous le nom de « Brajeux Pierre, dit Cyrille » et avec l'état civil, etc., de son propre frère. Celui-ci, étant par la suite éliminé des listes électorales (à cause de ladite condamnation), demanda rectification du jugement et n'y aboutit qu'avec beaucoup de peine. Cf. note suivante et texte.

sous son nom contre un autre, un récidiviste peut éluder la loi et échapper à l'aggravation de la peine, un délinquant primaire peut encourir une aggravation de peine pour cause de récidive (un autre s'étant fait antérieurement condamner sous son nom).

La question est de savoir comment on peut rectifier de telles erreurs et par quels moyens on peut réprimer et prévenir la fraude qui les provoque.

64. La rectification des erreurs du casier résultant de la fausse désignation de la personne dans la minute du jugement, soulève beaucoup de difficultés. Un tribunal, saisi d'une demande en rectification de ce genre, est allé jusqu'à dire qu'aucune loi ne disposant sur un pareil cas, il est incompétent de statuer (*). C'était là un véritable déni de justice. Car, s'il est vrai qu'aucun texte de loi ne prévoit notre espèce, il n'est pas moins vrai, qu'à défaut de texte précis, il suffit de trouver dans la loi un principe, par l'équitable application duquel on puisse résoudre la difficulté.

C'est ce qu'a fait la jurisprudence. Elle s'est rapportée au principe que le tribunal qui prononce une condamnation doit s'assurer de l'identité de l'individu et doit, par conséquent, résoudre toutes les difficultés qui s'y rattachent. Le Code d'instr. crim., dans ses articles 518, 519 et 520, fait une applica-

*) Le tribunal de Wassy dans l'espèce citée à la note précédente.

tion de ce principe à l'égard des condamnés évadés et repris. La jurisprudence a étendu ces textes au cas qui nous préoccupe et a décidé, en conséquence, que le tribunal qui a prononcé une sentence doit connaître des demandes en rectification du jugement.

Mais une grave difficulté surgit, dans la pratique, par suite de la disposition de l'art. 549 qui exige, à peine de nullité, la présence du condamné à l'audience. Faut-il appliquer strictement cette disposition à notre espèce ? Si donc celui qui s'est fait condamner sous le nom d'un autre est mort ou, pour un autre motif, ne peut pas être amené à l'audience, le tribunal doit-il refuser la rectification du jugement demandée par l'intéressé ou par le ministère public ? La jurisprudence des tribunaux et de la cour de cassation est très incertaine sur ce point et plus d'une fois la demande en rectification a été rejetée, pour le simple motif que l'on n'a pas pu faire venir le condamné à l'audience ⁽⁵⁾.

⁵⁾ Nous n'entrons pas dans les détails. Certains auteurs pensent (ce qui nous paraît inadmissible) que la jurisprudence entend faire la distinction suivante : lorsque la demande est introduite par le ministère public, la présence du condamné est nécessaire, à peine de nullité, conf. à l'art. 549 ; lorsque c'est un particulier qui agit en rectification, la présence du condamné n'est pas nécessaire, bien qu'on fasse l'application des mêmes textes que dans le cas précédent. D'autres auteurs pensent que la jurisprudence fait cette distinction : lorsque c'est le ministère public qui agit, il agira

65. L'incertitude de la jurisprudence et aussi l'interprétation un peu forcée, qu'elle est obligée de donner aux articles 518 et s. du Code d'Instr. crim., ont suggéré à beaucoup de criminalistes l'idée de réclamer l'intervention du législateur, afin de régler par un texte précis cette question. On a proposé différents systèmes dont quelques-uns sont assez compliqués ⁽⁶⁾.

Au sein de la commission qui élaborait le projet de loi sur le casier judiciaire, actuellement en délibération au Sénat, M. Brégault avait proposé d'introduire dans le projet de loi un article ainsi conçu : « En cas d'inscription d'une condamnation sur le casier judiciaire d'un individu autre que le véritable

en vertu des art. 163, 197 et 376 du Code d'instruct. crim. et la procédure sera celle prévue par les art. 518 et s., donc la présence du condamné est requise sous peine de nullité. Lorsque la demande est formée par un tiers, dont le nom a été usurpé, elle constitue une contestation spéciale se rattachant à l'exécution du jugement et, à ce titre, elle est de la compétence du tribunal qui a prononcé la sentence, qui résoudra la difficulté d'après les principes généraux et sans faire application des art. 518 et s. du Code d'instr. criminelle. Voir sur cette question : *Blandrin*, une lacune du Code d'instr. crim. De la rectification de l'état civil des condamnés, etc., dans la *France judiciaire*, an. 1887, p. 233-244 ; *Naquet*, dans le *Journal des parquets*, an. 1886, p. 1-32 ; *Garraud*, *Traité théor. et pr. du dr. pén. fr.*, tome II, p. 375-378 ; *L. Theureau*, *Cas. jud. et un proj. de cas. civils*, p. 132-138.

⁽⁶⁾ V. surtout : *Despatys*, *Traité des c. j.*, p. 155 ; *Theureau*, *Cas. jud.*, p. 210 (art. 12 et 13 de la proposition de loi sur le casier jud.).

condamné, la rectification sera ordonnée par le tribunal qui a prononcé la condamnation, à la requête du procureur de la République qui fournira tous renseignements et fera entendre tous témoins à l'appui. » Cette proposition très simple et rationnelle fut écartée parce que la commission la considéra comme inutile en face de l'extension donnée à la jurisprudence par l'article 518 du Code d'instruction criminelle ⁽⁷⁾. Cela a de quoi nous étonner, en présence de l'application incertaine que la jurisprudence fait de cet article et en face des critiques qu'a soulevées l'extension à notre cas des dispositions des articles 518 et suivants ⁽⁸⁾.

Mieux avisée que la commission extraparlamentaire, la commission du Sénat (chargée d'examiner le projet de loi sur le casier judiciaire) a ajouté un nouvel article qui régleme la procédure de la rectification des erreurs dont nous parlons.

Mais, dans l'attente d'un texte de loi destinée à régler cette question, il existe déjà actuellement une hypothèse dans laquelle on peut toujours obtenir, en vertu d'un texte précis, la rectification du jugement contenant des fausses indications quant à l'identité du condamné : C'est l'hypothèse où le

⁷⁾ *Theureau*, ouvr. cit., p. 133.

⁸⁾ *V. Naquet*, lieu cit. *Garraud*, l. cit., qui dit que la disposition du Code a été « malencontreusement étendue » à notre espèce ; *Appleton*, Réf. du c. jud. (p. 408) la considère comme absolument contraire à l'esprit du texte, etc.

condamné est reconnu coupable de faux par le jury, pour avoir usurpé le nom d'un autre. Alors la Cour d'assises, dans son arrêt de condamnation, ordonnera, en vertu de l'article 463 du Code d'instruction criminelle, la rectification du jugement qui contient le nom usurpé ⁽⁹⁾.

Cela nous amène à dire quelques mots sur les moyens de réprimer la fraude qui engendre les erreurs, dont nous nous occupons ici.

B. De la répression de la dissimulation d'identité.

66. Existe-t-il des moyens de punir le condamné qui a trompé la justice en s'affublant d'un faux nom? Oui, dans certains cas; non, dans d'autres. La question, en effet, se réduit à celle-ci : le condamné qui a trompé la justice en prenant un faux nom, se rend-il par cela même coupable du crime de faux ?

Les auteurs font plusieurs distinctions, dans le détail desquelles nous n'entrerons pas ⁽¹⁰⁾; mais la

⁹⁾ « Et du bulletin n° 1 » ajoute-t-on. Cela est légèrement inexact. La Cour ne s'occupera pas du bulletin. Elle s'occupera seulement de la minute du jugement. Une fois la rectification du jugement ordonnée, c'est au parquet de prendre les mesures nécessaires pour rectifier le bulletin.

¹⁰⁾ Beaucoup d'auteurs distinguent d'après que le condamné a signé ou non d'un faux nom ses interrogatoires : « Toute fausse signature suffit pour constituer le crime de faux. » Il y a même quelques arrêts dans ce sens. V. *Chauveau Adolphe* et *Faustin Hélie*, *Théorie du Code pénal* (édit. de 1887),

jurisprudence est établie dans le sens suivant : ou le condamné a pris frauduleusement le nom d'une personne qu'il connaissait et alors il est coupable du crime de faux ; ou il a pris un nom de fantaisie et alors (quand même ce nom serait celui d'une personne existante, mais inconnue au condamné) le crime de faux n'existe pas.

Il est aisé de voir que, dans ce système, qui se complique encore par une question de possibilité de préjudice ⁽¹⁾ la plupart des condamnés qui cachent leur identité, en prenant des faux noms, restent impunis. Aussi a-t-on cherché d'autres moyens

tome II, n° 645 ; *Blanche*, Et. sur le Code pénal (1^{re} éd.), tome III, nos 134 et 145 ; *Garraud*, ouvr. cit., tome III, n° 132.

¹⁾ S'il n'y a pas de préjudice possible, il n'y aura pas de faux, même lorsque les autres éléments du délit existent. Il paraît même que ce fut là le *criterium* qui a conduit la jurisprudence à la distinction mentionnée dans le texte. Cf. l'arrêt de la Cour de cassation du 12 avril 1855 (dont les « attendu » ont été souvent reproduits dans des arrêts postérieurs) : « ...Que si les règles d'ordre public, qui, dans l'intérêt de la justice et de l'humanité, donnent à la défense la plus grande latitude, ne permettent pas de considérer, comme constituant le crime de faux, les mensonges d'un prévenu qui prend un nom supposé dans ses interrogatoires pour cacher son individualité, lorsque les résultats de cette usurpation de nom n'ont d'autre but et ne peuvent avoir pour effet que d'égarer la justice, il n'en peut être ainsi lorsque l'attribution que se fait le prévenu de ce faux nom et les circonstances qui l'accompagnent sont de nature à porter préjudice à un tiers... » (*Bull. crim.*, n° 122).

de réprimer cette fraude. Certains auteurs ⁽¹²⁾ ont voulu déterrer pour les besoins de la cause une disposition d'un décret du 6 Fructidor an II (24 août 1794) qui punit (art. 3) de six mois d'emprisonnement et d'une amende toute personne portant ou prenant un autre nom que celui indiqué dans son acte de naissance. Plus corrects, d'autres auteurs ont reconnu qu'il n'existe pas dans la législation en vigueur d'autres moyens de réprimer la fraude dont il s'agit et se sont contentés de faire des propositions pour l'avenir. Ainsi, déjà en 1870, M. Despatys proposait « d'ajouter au Code pénal un nouvel article, aux termes duquel l'inculpé, qui se donnerait l'état civil d'une personne déterminée, serait frappé d'une peine d'un an à cinq ans et celui qui prendrait un nom imaginaire d'une peine de six jours à deux années d'emprisonnement ⁽¹³⁾ ». Le projet de loi sur le casier judiciaire, dont on peut voir le texte à l'appendice, contient (art. 13) une disposition analogue, mais punissant de la même peine celui qui usurpe le nom d'une personne connue, celui qui prend un nom de fantaisie et le tiers qui donne des renseignements faux sur l'état civil d'un inculpé. Il s'agit donc, en définitive, de créer

¹²⁾ De Neyremand, De la nécessité de réprimer les usurpations et les changem. de noms, *France judiciaire*, an. 1877-78, I, p. 329-334.

¹³⁾ Ouv. cit., p. 154.

un nouveau délit ou plutôt deux : l'usurpation du nom d'une personne et la dissimulation de l'identité devant la justice, pour pouvoir ainsi réprimer toute fraude destinée à cacher l'identité d'un prévenu.

*C. Moyens préventifs. De l'identification
anthropométrique.*

67. Mais un bon législateur ne se contente pas de prescrire des mesures répressives ; il prend aussi des mesures préventives.

Dans notre cas, on a depuis longtemps employé un moyen préventif qui paraissait infaillible : la photographie (¹⁴). On s'est aperçu toutefois qu'elle était souvent trompeuse et, d'un autre côté, elle présentait un autre inconvénient grave : on ne pouvait pas classer méthodiquement ces photographies et on devait donc les consulter toutes pour chaque cas. La vérification de l'identité à l'aide des photographies devenait, par conséquent, à peu près impossible, quand leur nombre était considérable, comme c'était, par exemple, le cas à Paris, où il fallait consulter plus de 100.000 photographies (¹⁵) pour vérification d'identité.

68. Pour remédier à cet inconvénient, on a proposé un moyen très ingénieux qui, d'un côté, per-

¹⁴) Cf. plus haut, note 25, sous le n° 8.

¹⁵) Et leur nombre devait évidemment augmenter toujours.

met de constater avec une grande exactitude l'identité de la personne et, d'un autre côté, se prête à une classification méthodique qui rend les recherches très faciles. Nous voulons parler de la méthode de l'*identification par signalements anthropométriques*, inventée par M. A. Bertillon en 1879.

Comme son nom l'indique, cette méthode est basée essentiellement sur la mensuration de diverses longueurs osseuses, telles que la taille, la longueur du doigt médium, la longueur du pied, la longueur et la largeur de la tête, la longueur maximum des bras étendus en croix (la grande envergure). Elle comporte, en outre, des notations se rapportant à la couleur des yeux, des cheveux, de la barbe et aux signes particuliers du corps. Elle se sert également de la photographie du condamné.

Ces diverses indications constituent ce qu'on appelle les coefficients anthropométriques ⁽¹⁶⁾. A l'aide de ces coefficients, on arrive à singulariser admirablement bien l'individu, de telle sorte qu'on peut constater avec une rigoureuse exactitude l'identité d'un individu.

D'autre part, la recherche de l'identité est très facile, grâce à ces mêmes coefficients, qui permettent une classification très pratique des résultats

¹⁶⁾ Dans le sens strict du mot, les coefficients anthropométriques sont seulement les longueurs osseuses.

des mensurations. Ainsi, supposant que 100.000 individus ont été mesurés et qu'il s'agit de classer leurs fiches anthropométriques, voici comment on procédera : d'abord, en tenant compte d'un de ces coefficients, la taille, on divisera la collection de fiches dans 3 groupes, par exemple, d'après la taille grande, moyenne ou petite des individus respectifs. En tenant compte ensuite d'un second coefficient, par exemple, la longueur du doigt médus, on partagera chacun des trois groupes dans d'autres subdivisions, et continuant ainsi avec tous les coefficients anthropométriques (qui peuvent être multipliés à volonté), on arrivera à des groupes de 10 à 15 fiches. Supposant maintenant qu'on veuille constater l'identité d'un prévenu (antérieurement mesuré), on n'aura qu'à prendre tour à tour ses divers signalements anthropométriques et l'on trouvera facilement sa fiche : la hauteur de sa taille indiquera le grand groupe où il a dû être rangé, la longueur du doigt médus indiquera la subdivision de ce groupe dans laquelle il se trouve, la longueur du pied précisera davantage sa place dans la collection des fiches et ainsi de suite jusqu'à la constatation précise de la fiche qui le concerne.

Comme on le voit, ce système d'identification est très sûr et très ingénieux. D'un autre côté, « rien de plus simple, rien de plus rapide que la prise de ces mensurations. C'est une opération qui demande

de deux à trois minutes et est à la portée de nos sergents de ville » ⁽¹⁷⁾.

Aussi a-t-on prévu, dans le projet de loi sur le casier judiciaire, que « le bulletin n° 1 doit présenter le signalement anthropométrique du condamné dans tous les cas où il a été relevé. »

69. Les derniers mots de l'article que nous venons de citer sont l'écho des difficultés que rencontre dans la pratique l'application du système d'identification dont nous parlons. En effet, d'un côté, on ne l'applique pas aux femmes ; d'un autre côté on soutient que les condamnés ne sont pas tenus de s'y soumettre et, enfin, presque tout le monde est d'accord à reconnaître aux prévenus le droit de s'y dérober.

Avec ces restrictions, on voit bien que le service anthropométrique ne peut être d'aucune utilité.

¹⁷⁾ *Alphonse Bertillon*, dans la conférence faite au Congrès pénitent. intern. de Rome, *Actes du congrès*, tome I, p. 693. Pour plus amples détails sur cette question (instruments de mensuration, etc.), voir en dehors de cette conférence (qui est publiée aussi dans le *Bull. de la Soc. génér. des Prisons*, an. 1887, p. 272 et s.), l'article *De l'identif. par les signal. anthrop.* (écrit par M. Bertillon) dans les *Archives de l'anthropologie criminelle*, an. 1886 (t. I), p. 293 et s., et le rapport verbal fait par *M. von Sury* au congrès de Linz de l'Union intern. de droit pénal, dans le *Bull. de l'Un.*, tome VI, p. 102 et s. L'anthropométrie a eu et a encore ses détracteurs. Pour avoir une idée des reproches (sans valeur) qu'on lui fait, voir *G. Macé* (ancien chef de la sûreté), *Mon musée criminel* (Paris, 1890, 1 vol.), p. 89 et suiv.

Pour qu'il puisse servir, il faut que tout condamné et tout prévenu puisse être mesuré ⁽¹⁸⁾. On pourrait faire une loi dans ce sens, surtout pour pouvoir astreindre les prévenus à la mensuration ; car, pour les condamnés, nous croyons que, même maintenant, ils peuvent toujours y être astreints, comme étant obligés à se soumettre aux règlements des prisons.

¹⁸⁾ Quand il sera certain que le prévenu n'est pas un récidiviste, la mensuration ne devra pas être faite avant qu'il ne soit condamné. Elle serait, en effet, vexatoire dans ces conditions.

CHAPITRE X

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

70. Le casier judiciaire est une institution éminemment française. Nous avons vu, au début de cette étude, comment en imitant et en perfectionnant une institution que connaissait depuis longtemps la police parisienne, la justice française est parvenue à se créer cette précieuse source d'informations judiciaires.

Les grands services rendus à la justice par le casier judiciaire ne pouvaient pas manquer d'attirer sur lui l'attention des juriconsultes et des gouvernements étrangers, et plus d'un pays emprunta à la France cette utile institution.

Différents congrès internationaux de criminalistes et notamment le congrès pénitentiaire international de Rome (nov. 1885) et le congrès de l'Union internationale du droit pénal d'Anvers (juillet 1894) ont recommandé à tous les Etats l'adoption du casier

judiciaire. Plusieurs pays ont déjà déféré à ces vœux en instituant le casier ou en réformant dans le sens du casier judiciaire leurs institutions similaires antérieures. D'autres pays sont en train de le faire.

Nous allons passer en revue l'organisation du casier judiciaire et des institutions similaires dans la plupart des Etats civilisés, à savoir : 1° Allemagne, 2° Angleterre, 3° Autriche-Hongrie, 4° Belgique, 5° Danemark, 6° Egypte, 7° Espagne, 8° Grèce, 9° Italie, 10° Pays-Bas (Hollande), 11° Portugal, 12° Roumanie, 13° Russie, 14° Suède et Norwège, 15° Suisse.

I. *Allemagne.*

71. Depuis 1882, il existe, en Allemagne, un casier judiciaire organisé sur les mêmes bases qu'en France. Il a été institué par une ordonnance du conseil fédéral (*Bundesrat*), rendue le 16 juin 1882 ⁽¹⁾.

Cette ordonnance fut promulguée, pendant l'année, dans les divers Etats de l'Empire : en Prusse le

¹⁾ *Stengels Wörterbuch des Deutschen Verwaltungsrechts*, v° *Strafregister* (tome II, p. 569 et s., art. de *M. Seuffert*) ; *Otto Köbner*, Rapport cité (n° 15, note 5), Bull. de l'Un. int. de dr. p., tome IV, p. 146 et s.

12 juillet, en Bavière le 24 juillet, en Saxe le 28 août, en Wurtemberg le 18 septembre, dans le Grand Duché de Bade le 19 septembre ⁽²⁾.

Des institutions similaires au casier existaient déjà depuis longtemps dans diverses parties de l'Empire, et en Alsace-Lorraine le système français est toujours demeuré en vigueur ⁽³⁾.

L'ordonnance de 1882 a rendu uniforme dans tout l'Empire le système d'informations judiciaires. Il n'y a guère de différences entre les divers Etats qu'au point de vue des autorités chargées de l'administration et de la surveillance des casiers. En règle générale, c'est au procureur régional qu'incombe l'administration et la surveillance des casiers. Dans le Grand Duché de Bade et en Saxe c'est le juge de bailliage qui administre et surveille les casiers, dans le Wurtemberg les maires, en Bavière et dans la

²⁾ Malgré cela, voici ce qu'affirmait, trois ans après, *M. Yvernès* dans son rapport (cité note 1, s. n° 59) fait au congrès de Rome : « En Prusse, il n'y a ni contrôle central, ni casier, ni registres spéciaux. La Bavière possède un système de notices individuelles qui permet de suppléer à l'absence des casiers judiciaires. En Saxe, les condamnations sont portées à la connaissance des autorités du lieu d'origine ou du domicile des condamnés ; de même, en Wurtemberg et dans le duché de Bade. » Ces affirmations, complètement erronées, sont reproduites, avec quelques variantes, par *M. Theureau*, ouvr. cit., p. 37 (en 1892) et par *M. Appleton*, ouvr. cit., p. 30 (en 1893).

³⁾ Cf. plus haut n° 61, *in fine* et note 9.

ville libre de Brême le procureur de bailliage ⁽⁴⁾.

72. De même qu'en France, il y a en Allemagne, comme complément des casiers de circonscription, un casier central établi à l'office impérial de justice (*Reichsjustizamt*) et destiné à recevoir les bulletins des individus d'origine étrangère ou incon nue ⁽⁵⁾.

En principe, toute condamnation pour crime ou délit donne lieu à une inscription au casier et, par contre, les condamnations pour contraventions n'y figurent pas. Il y a quelques exceptions à cette double règle. Ainsi les condamnations prononcées pour délits forestiers et pour infractions aux lois fiscales ne donnent pas lieu à une inscription au casier. Inversement, certaines condamnations pour contraventions (mendicité, vagabondage, ivrognerie, prostitution, infraction aux règlements de la surveillance de police) entraînent une mention au casier.

Pour éviter l'encombrement des casiers, les bulletins des décédés et de ceux qui ont atteint 70 ans sont détruits.

⁴⁾ V. outre les auteurs cités à la note 1, *L. Dubarle*, Code d'organisation judiciaire allemand (2 vol., Paris, 1885), tome I, introduction, p. CXXXII, note 2, et CCCXXVIII, note. D'ailleurs, les renseignements judiciaires sont partout concentrés au lieu de naissance.

⁵⁾ V. *Actes du congrès de Rome*, I, p. 450 (discours de *M. Kirchenheim*).

Un point très important, c'est que d'après le § 17 de l'ordonnance qui a institué le casier judiciaire, le bulletin n° 2 n'est délivré qu'à la justice et aux autorités. Donc pas d'extraits délivrés aux particuliers : le casier est secret.

Les divers Etats de l'Empire allemand pratiquent l'échange des bulletins du casier avec beaucoup de pays étrangers. Nous avons vu déjà que l'Alsace-Lorraine, la Bavière, le grand-duché de Bade échangent des bulletins avec la France (n° 60). En outre, presque tous les Etats pratiquent et échangent avec la Suisse, avec l'Autriche et avec l'Italie (pour ce dernier pays, il existe un traité du 30 oct. 1871).

II. *Angleterre.*

73. En Angleterre, le casier judiciaire n'existe pas et les renseignements sur les antécédents des prévenus sont fournis aux tribunaux par la police. « C'est une affaire de police » nous écrit M. Alfred Wills, juge à la Cour du Banc de la Reine (de Londres), qui a eu la grande amabilité de nous renseigner sur la manière de constater les antécédents des inculpés en Angleterre.

Lorsque le prévenu est traduit à la barre, le juge a devant lui un « calendar » (une sorte de tableau des prévenus) — spécial à l'usage du juge — où se trouvent consignés tous les antécédents judiciaires

du prévenu qu'il va juger. Il interpelle le prévenu sur son passé judiciaire pour l'amener à avouer ses antécédents. Et M. Wills nous dit qu'il arrive à peine une fois sur 500 que les renseignements fournis par le « calendar » soient contestés par le prévenu ⁽⁶⁾.

Le système d'identification anthropométrique existe en Angleterre. Il fonctionne à Londres depuis 1895 et existe actuellement dans toutes les grandes villes du Royaume-Uni.

III. *Autriche-Hongrie.*

74. a) *Autriche.* — Le système employé en Autriche, pour la constatation des antécédents des prévenus, consiste dans ceci : Le tribunal qui prononce une condamnation, fait parvenir à la mairie de la commune du domicile du condamné un extrait du jugement ⁽⁷⁾. L'autorité municipale (le bureau de la statistique, dans les villes) forme avec ces extraits

⁶⁾ M. Theureau, ouvr. cit. p. 39, cite une loi du 11 août 1869 et une autre loi du 21 août 1871 qui ont créé des registres régionaux de condamnations. D'après nos informations, ces registres ont un but statistique, mais peut-être servent-ils aussi à la police pour la préparation des « calendars » dont nous parlons dans le texte.

⁷⁾ V. discours de M. Zucker (profess. à l'Un. de Prague), dans les séances des 26 et 27 juillet 1894 du congrès de l'Union intern. de droit pénal tenu à Anvers. *Bullet. de l'Un. int. de dr. pén.*, tome V, p. 124 et 145.

une sorte de dossier, muni d'un répertoire alphabétique ⁽⁸⁾. Lorsqu'un tribunal a besoin de connaître les antécédents d'un prévenu il s'adresse à l'autorité municipale de son domicile.

Ce système est en vigueur depuis 1853. Comme on le voit, c'est un système assez rudimentaire. Il est actuellement question de le perfectionner, en concentrant les renseignements judiciaires au lieu de la naissance. Cela existe déjà dans le Tyrol.

75. β) Hongrie. — En Hongrie, il n'y avait pas jusqu'à présent une institution similaire au casier judiciaire. Mais, d'après les informations qu'a bien voulu nous donner M. E. de Ballogh, conseiller à la Cour d'appel de Budapest, la loi XXXIV du 25 août 1897, relative à la mise en vigueur du nouveau Code de procédure criminelle (du 4 déc. 1896) prescrit la création du casier judiciaire et du service d'identification anthropométrique. A l'heure qu'il est, on s'occupe de régler les détails de l'organisation de ces deux services qui doivent commencer à fonctionner à partir du 1^{er} janvier prochain.

76. L'Autriche-Hongrie pratique l'échange des bulletins de condamnations avec la plupart des Etats

⁸⁾ *M. Zucker* dit qu'il y a des registres ; d'après nos informations, ce sont plutôt des dossiers. Dans son rapport sur la statistique criminelle pour 1864, le garde des sceaux Baroche affirmait que « l'institution des casiers judiciaires a été adoptée dès 1858 par l'Autriche et la Bavière » (V. *Despatys*, Docum., p. 390).

européens. Cet échange se pratique, sans convention diplomatique, avec la France et presque tous les Etats allemands. Il se pratique, en vertu des traités réguliers d'extradition, avec les Etats suivants : la Russie (art. 16 du traité du 15 mars 1874), l'Italie (art. 16 du traité du 27 février 1879), la Serbie (art. 19 du traité du 6 mai 1888) ⁽⁹⁾ et avec la Suisse (art. 23 du traité du 10 mars 1896) ⁽¹⁰⁾.

IV. Belgique.

77. Le casier judiciaire existe en Belgique depuis 1889 : il a été créé par une circulaire du ministère de la justice (M. Le Jeune) du 31 décembre 1888 ⁽¹¹⁾. Cette circulaire a été modifiée et complétée par plusieurs autres circulaires postérieures, dont les principales sont : celle du 13 février 1891, celle du 6 décembre 1894, celle du 5 novembre 1897. La plupart des circulaires qui réglementent le casier judiciaire belge n'ont pas été imprimées, de telle sorte qu'il est très difficile d'en prendre connaissance. Mais M. le ministre de la justice de Belgique, en

⁹⁾ V. *Actes du congrès pén. intern. de Rome*, tome II, 2^e partie, p. 549 et 551.

¹⁰⁾ *Rivista penale*, tome XLVI (juillet 1897), page 98.

¹¹⁾ M. Theureau (Cas. j., p. 36) affirmait, trois ans après, que le casier judiciaire n'existe pas en Belgique. Il avait puisé ses informations dans les *Pandectes belges*, dont le volume correspondant fut publié en 1888.

accueillant, avec une bienveillance extrême, la demande que nous lui avons adressée, nous a fait parvenir des copies authentiques des circulaires qui n'ont pas été imprimées.

78. Le casier judiciaire belge est organisé d'après les mêmes principes que le casier français. Nous insisterons ici surtout sur les différences.

Les renseignements judiciaires pour tous les habitants du royaume sont recueillis dans un casier judiciaire unique, concentrés au ministère de la justice. Il remplace le registre général qu'on devait former au ministère de la justice avec les feuilles de condamnations transmises trimestriellement par les greffiers. Au lieu de ces feuilles les greffiers envoient maintenant des « bulletins de condamnation » individuels ⁽¹²⁾. Toutefois la circulaire initiale (31 déc. 1888) disait qu'on ne doit pas dresser des bulletins pour les condamnations encourues par les étrangers. Ces condamnations étant notifiées à l'administration de la sûreté publique, il suffira, disait le ministre, que les magistrats s'adressent à cette administration pour être renseignés sur les antécédents des étrangers. » Cette disposition fut abrogée par la circulaire du 6 décembre 1894, qui décida

¹²⁾ Pour pouvoir profiter immédiatement de la nouvelle institution, la circulaire du 31 déc. 1888 prescrivait de convertir en bulletins les extraits des jugements pour dix ans en arrière quant aux condamnations correctionnelles, et pour vingt ans en arrière quant aux condamnations criminelles.

« qu'il n'y aura plus de distinction à faire du chef de la qualité d'étranger ou de Belge ».

Les bulletins de condamnations doivent être envoyés dans les trois jours à compter de la date à laquelle la condamnation est devenue définitive.

En ce qui concerne les condamnations qui donnent lieu à un bulletin, c'est-à-dire, qui figurent au casier judiciaire, les instructions ministérielles ont souvent varié. Le principe a toujours été que toute condamnation criminelle, correctionnelle ou de simple police est notée au casier. Mais il y a toujours eu des exceptions, dont le nombre et la nature ont varié. Actuellement ⁽¹³⁾ il n'y a qu'une seule exception : les condamnations à une peine de simple police du chef d'infraction au Code forestier. Toutes les autres condamnations sont inscrites au casier.

En tenant compte des diverses circulaires ministérielles, voici ce qui doit être noté au casier judiciaire belge :

1° Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1869 ;

2° Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1879 ;

3° Les condamnations, rentrant dans les deux catégories ci-dessus, qui ont été prononcées par la juridiction militaire pour crimes ou délits de droit commun ou militaires ;

¹³⁾ Circul. min. just. du 5 novembre 1897.

4° Les condamnations à des peines de simple police prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895, pour infractions aux dispositions du Code pénal ou à une loi spéciale autre que le Code forestier ;

5° Les mises à la disposition du gouvernement (sauf celles résultant du vagabondage, qui sont inscrites au casier spécial du vagabondage) ;

6° Les condamnations rentrant dans l'une des catégories ci-dessus prononcées à l'étranger contre un Belge et notifiées au Gouvernement ;

8° Les arrêtés de grâces intervenus depuis le 1^{er} janvier 1889 ;

9° Les libérations conditionnelles.

On remarquera que le casier judiciaire belge est exclusivement réservé aux condamnations pénales : les faillites ou liquidations judiciaires, les décisions disciplinaires n'y figurent pas.

Quant aux énonciations du bulletin de condamnation, elles sont presque absolument les mêmes que les énonciations du bulletin n° 1 français. La dernière circulaire (5 nov. 1897) a augmenté, dans un but statistique, le nombre des énonciations et a demandé qu'on précisât davantage certaines d'entre elles : nous donnons à *l'Appendice* la nouvelle formule du bulletin. On y remarquera surtout les observations relatives à la désignation de la profession et au degré d'instruction.

Les « bulletins de condamnation » du casier

belge, qui correspondent au bulletin n° 1 du casier français, ne sont pas, comme ces derniers, classés dans les casiers ; ils forment au ministère de la justice des dossiers individuels et chaque dossier est représenté dans les casiers par une fiche indiquant le nom, les prénoms, le lieu et la date de la naissance du condamné et le n° du dossier ⁽¹⁴⁾.

Un point très important de l'organisation du casier judiciaire belge c'est que des extraits du casier ne sont délivrés qu'à la justice ⁽¹⁵⁾. Le casier judiciaire est donc secret en Belgique. Toutefois, les comités de patronages, l'Etat et certaines administrations publiques sont admis à y puiser des renseignements ⁽¹⁶⁾.

La Belgique fait échange de bulletins de condamnation avec les pays suivants : Allemagne, Espagne, France, Italie, principauté de Monaco, Pérou, Portugal, Russie ⁽¹⁷⁾, et Suisse ⁽¹⁸⁾.

79. En dehors du casier judiciaire ordinaire, il existe en Belgique un casier spécial du vagabondage. Il est établi également au ministère de la justice et a été créé par la circulaire du 20 janvier 1893 pour assurer l'application de la loi du 27 novembre 1891

¹⁴⁾ Circul. du 6 déc. 1894, III.

¹⁵⁾ Circul. 13 février 1891.

¹⁶⁾ *Bullet. de la Soc. gén. des pris.*, an. 1894, p. 1123.

¹⁷⁾ *Pandectes belges*, V° Cas. jud., tome XVI, p. 271.

¹⁸⁾ *Actes du congrès pén. intern. de Rome*, tome II, 2^e partie, p. 551.

qui organise la répression du vagabondage et de la mendicité. Il fournit au juge (de paix) « les renseignements nécessaires pour se former une opinion juste sur la situation de l'individu traduit devant lui : mendiant excusable, ou vagabond par accident, ne relevant que de l'assistance publique, mendiant professionnel, extorquant l'argent de l'aumône, ou vagabond vicieux, ne vivant que de rapine et de débauche ». Les extraits du casier du vagabondage (délivrés aux officiers du ministère public) indiquent non seulement tous les antécédents judiciaires des individus mais aussi « la date de leur dernière sortie du dépôt de mendicité ou de la maison de refuge et les conditions dans lesquelles elle aura eu lieu, le montant de la masse de sortie qui leur aura été remise, les démarches faites en leur faveur par le patronage de la mendicité et du vagabondage ».

V. Danemark.

80. Jusqu'en 1897 le système employé en Danemark pour constater les antécédents judiciaires des prévenus était analogue au système anglais : La justice était renseignée à l'aide de bulletins de police.

A partir du 1^{er} janvier 1897, un nouveau système a été inauguré. Il est organisé par une circulaire

du ministère de la justice du 11 décembre 1896. Voici en quoi il consiste :

Lorsqu'un tribunal quelconque (extraordinaire, correctionnel, de simple police, maritime) prononce une condamnation, il fait dresser une « carte pénale » (*Straffekort*), d'après un modèle donné par le ministère, et l'envoie au tribunal (de première instance) du lieu de naissance du condamné. Là on en prend note sur un registre spécial et l'on inscrit le nom du condamné sur un tableau alphabétique destiné à faciliter les recherches dans les registres. Quant à la « carte pénale », elle est conservée provisoirement au tribunal jusqu'à la fin du trimestre et, à cette époque, toutes les « cartes pénales » parvenues sont transmises au bureau de la statistique générale du royaume ⁽¹⁹⁾.

Pour les étrangers (et pour les individus dont le lieu de naissance serait inconnu) Copenhague est considéré comme lieu de naissance.

Lorsqu'une poursuite est commencée, le magistrat-instructeur s'adresse au tribunal dans le ressort duquel le prévenu est né, pour obtenir un extrait des notes consignées sur le registre des délinquants. Ces extraits sont la reproduction exacte des notices

¹⁹⁾ Si la condamnation est prononcée par le tribunal même du lieu de naissance du délinquant, on suit les mêmes règles: on dressera une « carte pénale » pour en prendre note sur le registre et l'envoyer après au bureau de la statistique.

qui se trouvent sur les registres. De telles copies sont délivrées également aux administrations publiques et à la personne qu'elles concernent.

En principe, on doit dresser une *straffekort* pour toute condamnation pénale. On en dressera notamment pour constater : 1° Toute condamnation pour un fait puni par le Code pénal (du 10 février 1866) ; 2° toute condamnation pour un délit prévu par une loi spéciale et donnant lieu à une aggravation de peine en cas de rechute ; 3° toute condamnation de simple police supérieure à 25 couronnes ⁽²⁰⁾ d'amende.

Les mentions que doivent contenir les « cartes pénales » sont très nombreuses. On s'aperçoit qu'elles sont dressées principalement dans un but statistique. Voici, dans l'ordre de la formule officielle, les énonciations que la *straffekort* ⁽²¹⁾ doit contenir : 1° Tous les noms et surnoms du délinquant ; 2° la date de la naissance ; 3° le lieu de la naissance ; 4° profession ; 5° état civil et de famille, 6° les infractions qu'on lui reproche ; 7° le résultat du jugement, (nature et quotité de la peine, etc.), 8° crimes et délits retenus par la justice, avec indication précise des articles de loi violés, du lieu et de la date où

²⁰⁾ Une couronne vaut 1 fr. 33.

²¹⁾ Ces « cartes pénales » sont des feuilles de papier un peu fort (27 centimètres longueur sur 20 c. largeur) de couleur jaune clair pour les hommes, bleue pour les femmes.

l'infraction a été commise. Tout cela sur le recto de la feuille; ensuite, sur le verso : 9° la date du premier interrogatoire ; 10° la date à laquelle l'inculpé a été arrêté ; 11° la date à laquelle la poursuite a été décidée ; 12° la date du jugement et la désignation du tribunal qui a rendu la sentence ; 13° un tableau de tous les antécédents judiciaires de l'individu (date des jugements, les tribunaux qui ont condamné, les peines édictées, etc).

Voici maintenant les mentions qu'on doit porter sur le registre des délinquants : 1° Toutes les indications nécessaires pour bien désigner le condamné (les quatre mentions qui sont en tête de la carte pénale); 2° la qualification du fait incriminé et les articles de loi qui ont été violés; 3° la peine prononcée; 4° l'indication du tribunal de première instance et date de son jugement; 5° la date de l'arrêt de la Cour d'appel et son résultat; 6° la date de l'arrêt de la Cour suprême et son résultat; 7° renvoi aux autres pages du registre mentionnant le même condamné; 8° l'indication de la page du tableau alphabétique où se trouve le nom du condamné; 9° annotations.

Sur le tableau alphabétique on doit écrire, à côté du nom du condamné, les pages du registre où se trouvent inscrites ses condamnations.

Comme on le voit, la différence entre ce système et le casier judiciaire français est une différence

plutôt de forme que de fond. Le principe fondamental du casier français — la localisation de tous les renseignements judiciaires au lieu de la naissance — est respecté dans le système danois.

Le casier proprement dit est, certes plus pratique, les recherches étant beaucoup plus faciles dans les casiers que dans les registres. Mais peut-être la difficulté des recherches n'est pas trop grande, le pays n'étant pas grand et les registres peuvent donc être suffisants pour ce petit pays, comme le dit modestement, en parlant de son pays, M. Fr. Høst (avocat de la légation de France à Copenhague), à l'extrême obligeance duquel nous devons tous ces renseignements.

Le service anthropométrique n'existe pas en Danemark.

VI. *Egypte.*

81. Un décret du 18 février 1895 a institué, en Egypte, un bureau de casier judiciaire près le parquet de la Cour d'appel du Caire, sous la direction du procureur général de cette Cour. Le casier fut organisé par un arrêté ultérieur du ministre de la justice, pris en exécution du décret cité ⁽²²⁾.

²²⁾ V. le texte de l'arrêté dans l'*Annuaire de la législation étrangère*, an. 1895, p. 799; Cf. *Bulletin de l'Union intern. de dr. pén.*, tome VI, p. 423 et s. (Législation pénale

L'organisation du casier judiciaire égyptien est calquée d'après l'organisation du casier français, sauf la différence qui résulte de la concentration dans un casier central unique des renseignements judiciaires concernant tous les habitants du pays.

Pour pouvoir utiliser tout de suite la nouvelle institution on a décidé de dresser des bulletins pour toutes les condamnations prononcées depuis la création des tribunaux indigènes (1883).

Le service d'identification anthropométrique fonctionne dans les deux grandes villes de l'Égypte : Alexandrie et Caire. On mesure seulement les condamnés pour crime ou vol.

VII. Espagne.

82. Au congrès pénitentiaire international de Rome (1885), M. Silvela, sénateur et délégué du ministre de la justice d'Espagne, disait : « Dans mon pays, nous avons à peu près les casiers judiciaires ⁽²³⁾ ». Cela était exact alors et est encore plus exact aujourd'hui. En effet, d'après les informations qu'a bien voulu nous donner M. Salvador Torres Aguilar (professeur de procédure civile et criminelle à l'Université de Madrid), à côté du « registre

en Égypte par *Aly Abou-el-Féthouh*) ; *Bulletin de la Soc. gén. des prisons*, an. 1897, p. 620.

²³⁾ *Actes du congrès de Rome*, tome II, 2^e partie, p. 550.

central » des condamnés qui existait depuis 1878 (décret du 2 oct.) au ministère de la justice, il existe maintenant depuis 1892 (décret du 5 déc.) des registres analogues dans tous les tribunaux, reposant sur le principe de la localisation à un point fixe de tous les renseignements judiciaires relatifs à un individu.

Le service anthropométrique fonctionne depuis 1895 à Madrid et a été étendu à toutes les prisons d'Espagne par le décret du 10 septembre 1896 et le règlement du 18 janvier 1897.

VIII. Grèce.

83. Une ordonnance royale du 27 mai-12 juin 1871 avait institué, en Grèce, un bureau de casier judiciaire auprès du parquet de l'Aréopage. Le casier devait enregistrer, en principe, toute condamnation pénale (de simple police, correctionnelle, criminelle, militaire, maritime). Une ordonnance royale ultérieure (du 17 oct.-31 déc. 1872) décidait que les condamnations de simple police (sauf quelques exceptions) ne seront pas inscrites au casier et que, par contre, on y inscrira les ordonnances de non-lieu des juges d'instruction, les déclarations de faillite et les mesures disciplinaires.

Ainsi organisé, le casier judiciaire fonctionna quelque temps, mais il fut par la suite supprimé, à

cause du mauvais état des finances du royaume, qui réclamait des économies partout. « C'est douloureux et presque incroyable, mais malheureusement c'est exact », nous écrit M. G. Philarétos, avocat à l'Aréopage, ancien ministre, qui a eu l'amabilité de nous fournir tous les renseignements ci-dessus.

Actuellement il existe un registre général des condamnés au ministère de la justice. — Le service d'identification anthropométrique n'existe pas.

IX. *Italie.*

84. Le casier judiciaire a été institué, en Italie, par un décret du 6 décembre 1865, complété par un règlement annexe, qui prescrit les mesures d'organisation et par une circulaire du 26 décembre 1865, qui règle les détails de l'exécution du règlement. Certaines questions de détail sans importance furent réglées par quelques circulaires postérieures. Enfin les articles 33, 34 et 35 du décret royal du 1^{er} décembre 1889, relatif à la mise en vigueur du nouveau Code pénal (prom. le 30 juin 1889), a mis en harmonie le casier judiciaire avec le nouveau code.

85. Le casier est organisé en Italie d'après les mêmes règles qu'en France ; mais il y est incontestablement mieux organisé dans ses détails.

Nous allons faire un exposé rapide de l'organisa-

tion et du fonctionnement du casier judiciaire italien (*casellario giudiziale*), signalant surtout les différences de détail qui existent entre ce casier et le casier français.

Comme en France, tous les renseignements sur les antécédents judiciaires d'un individu quelconque sont concentrés au greffe du tribunal de son lieu de naissance et, pour les individus nés à l'étranger ou d'origine inconnue, il existe un casier central (divisé en deux sections) au ministère de la justice. Mais lorsqu'il y a doute sur le lieu de naissance d'un individu, les bulletins sont rédigés en triple exemplaire. Un bulletin reste au tribunal qui a prononcé la condamnation, un autre est transmis au casier central et le troisième est envoyé : 1° au tribunal de la localité, où l'individu se prétend né (s'il a indiqué son prétendu lieu natal); 2° au tribunal du dernier domicile du condamné, si l'individu déclare ignorer complètement le lieu de sa naissance. On dresse également en triple exemplaire les bulletins des étrangers naturalisés et étrangers appartenant à un pays avec lequel l'Italie a une convention d'échange des bulletins de condamnation. Pour les étrangers naturalisés, le troisième bulletin est classé au greffe du tribunal devant lequel le naturalisé a prêté serment; pour les autres, le troisième exemplaire est transmis au ministère de la justice qui le fait parvenir au gouvernement respectif. Les deux

autres exemplaires sont classés au tribunal qui a condamné et au casier central.

Le bulletin n° 1 (*cartellino*), rédigé par le greffier de la juridiction qui a prononcé la condamnation, est transmis au parquet ou au juge de paix (*pretore*), s'il s'agit d'une condamnation prononcée par ce magistrat ⁽²⁴⁾. Le procureur ou le juge de paix, après avoir vérifié les bulletins, procèdent à leur répartition (il n'y a pas double contrôle, comme en France).

Aussitôt arrivés aux greffes destinataires, les greffiers prennent note, sur un répertoire alphabétique, des noms des individus (et quelques mentions essentielles) et classent les bulletins au casier, d'après les mêmes règles qu'en France. Un répertoire alphabétique, analogue à celui existant au greffe, existe au parquet et d'autres mesures sont prises pour assurer le contrôle et la facilité des recherches (art. 2, 3, 4 et 24 du Règlement).

²⁴⁾ Cf. pour la compétence pénale de ce magistrat, l'art. 41 de la procédure pénale (mod. en 1889) : « Il appartiendra au préteur de connaître : 1° des délits pour lesquels la loi édicte soit la peine de la réclusion ou de la détention pour trois mois au plus, soit la peine du confinement pour un an au plus, soit la forte amende (*multa*) seule ou combinée avec les dites peines et ne dépassant pas mille francs ; 2° des contraventions prévues par le Code pénal ; 3° des contraventions prévues par des lois spéciales et pour lesquelles sont édictées : soit une peine restrictive de la liberté individuelle dont le maximum ne dépasse pas deux ans, soit une peine pécuniaire dont le maximum ne dépasse pas deux mille francs... » V. ci-après note 28.

Pour empêcher l'encombrement des casiers, on détruit les bulletins des individus décédés et, pour faciliter cette élimination, on a permis à leurs familles de notifier aux parquets les décès et de demander la destruction des bulletins. D'un autre côté, les articles 34 et 35 du décret du 1^{er} décembre 1889 prévoient deux autres cas d'élimination des bulletins : 1^o Cinq ans après l'expiration ou la prescription de la peine, les bulletins constatant des condamnations pour contravention doivent être extraits du casier (si une autre condamnation n'est pas intervenu). C'est là une conséquence de la disposition de l'article 80 du Code pénal, en vertu de laquelle, pour qu'il y ait aggravation de peine pour cause de récidive en matière de contravention ⁽²⁵⁾, il faut que la nouvelle infraction soit commise dans un délai de cinq ans (à compter de l'expiration ou de la prescription de la peine) ; 2^o Les procureurs doivent faire extraire des casiers les bulletins constatant des condamnations prononcées pour un fait qui, aux termes d'une loi nouvelle, ne constitue plus une infraction ⁽²⁶⁾.

²⁵⁾ Cf. ci-après notre 20 pour le sens du mot *contravention* dans le Code pén. italien.

²⁶⁾ Le dernier alinéa de l'art. 35 du décret cité accorde un droit de recours contre les décisions du procureur, s'il refuse d'ordonner cette élimination. Il y a controverse sur le point de savoir si un tel recours existe pour les autres cas d'élimination des bulletins. V. dans la *Rivista penale*, tome XXXI,

86. Quant aux décisions judiciaires qui donnent lieu à un bulletin n° 1, il y a d'importantes différences entre le casier italien et le casier français.

Ainsi d'abord les jugements déclaratifs de faillite et les décisions disciplinaires ne font pas, en Italie, l'objet d'une inscription au casier. Par contre, les ordonnances de non-lieu (sauf quelques exceptions⁽²⁷⁾) et les condamnations pour contraventions sont portées au casier judiciaire italien. Quant aux contraventions il convient de rappeler que ce mot est beaucoup plus compréhensif dans le droit pénal italien que dans le droit criminel français, parce que le nouveau Code pénal italien a adopté la division bipartite des infractions⁽²⁸⁾.

p. 231 et s. (mars 1890). l'article de *M. de Nava* « Le nuove disposizione sul casellario giudiziale ».

²⁷⁾ Cf. le texte (art. 1 du décret relatif au casier jud. mod. en 1889). « Les ordonnances et sentences de non-lieu, à l'exception de celles motivées par la non-existence du fait ou basées sur ce que le fait ne constitue pas une infraction ; il en sera de même de celles en faveur desquelles sera intervenue la mesure autorisée par l'art. 604 du Code de procédure pénale. » L'art. 604 pr. p. visé ici, prescrit que dans le cas où le prévenu a été absous ou a bénéficié d'une ordonnance de non lieu pour insuffisance de charges, etc., il peut se pourvoir devant la chambre du conseil du tribunal, devant la Cour d'appel ou la Cour d'assises, suivant les cas, pour demander que la sentence ou l'ordonnance respective ne soit pas portée sur le registre criminel (remplacé plus tard par le casier judiciaire).

²⁸⁾ Les diverses infractions sont divisées en deux classes : *délits* et *contraventions*. Le critérium de la distinction est l'élément intentionnel. Cf. l'art. 45 du Code : « Nul ne peut

A part ces différences et quelques autres sans importance résultant de la diversité des législations des deux pays ⁽²⁹⁾, le casier judiciaire italien contient toutes les condamnations, réhabilitations et décisions gracieuses portées au casier judiciaire français.

Lorsqu'une poursuite est exercée contre quelqu'un, un extrait du casier judiciaire est joint au dossier. Le magistrat instructeur, le procureur ou le préteur le demande au parquet du lieu d'origine de l'inculpé.

Un tel extrait, appelé « certificat de pénalité » (*certificato di penalità*) est délivré également aux administrations publiques et à tout particulier (même

être condamné pour un délit, s'il n'a pas voulu le fait qui le constitue, à moins que la loi n'en ait disposé autrement en mettant le fait à la charge de l'inculpé comme conséquence de l'action ou de l'omission de ce dernier. Pour ce qui est des contraventions, chacun répond de son action ou de son omission, alors même qu'il ne serait pas démontré que l'inculpé a voulu commettre un fait contraire à la loi. » Quant aux pénalités que la loi italienne édicte contre les contraventions ainsi entendues, elles sont : l'emprisonnement d'un jour à deux ans (isolement nocturne, obligation de travail pendant la journée), l'amende d'un franc jusqu'à deux mille francs et la suspension de l'exercice d'une profession ou d'un art déterminé de trois jours jusqu'à deux ans. Cf. art. 11, 21, 22, 24 du Code pén. it.

²⁹⁾ Ainsi, d'après la loi italienne, la question du discernement est posée pour les sourds-muets âgés de 14 ans ou plus et les mesures prises contre eux, en cas d'acquiescement, sont inscrites au casier judiciaire.

aux tiers), si le procureur du lieu de naissance, auquel toute demande doit être adressée (sur timbre), n'y voit aucun inconvénient. Le greffier doit garder note des extraits qu'il délivre, sur un registre spécial (*registro dei certificati*).

Lorsque l'extrait est délivré à la justice ou à une autorité, il relève intégralement les condamnations consignées au casier judiciaire. Dans les autres cas, l'extrait du casier ne fait pas mention des condamnations encourues pour contraventions.

Le service d'identification anthropométrique existe, en Italie, depuis 1891.

X. *Pays-Bas.*

87. D'après les renseignements qu'a bien voulu nous fournir M. Josephus Jitta, professeur à l'Université d'Amsterdam, un décret royal du 19 février 1896 a institué, dans les Pays-Bas, un casier judiciaire semblable au casier français.

Le service d'identification anthropométrique a été également introduit, en Hollande, dans la même année par le décret du 22 février.

XI. *Portugal.*

Le Portugal est le premier pays qui a emprunté à la France la casier judiciaire. Tout d'abord il n'y a

été établi que dans les colonies par le décret du 24 août 1863. Dans la métropole, le casier judiciaire fut introduit seulement plus tard, par le décret du 7 novembre 1872.

Le casier judiciaire portugais est, à quelques petits détails près, identique au casier français. Aussi n'entrerons-nous pas dans des descriptions détaillées.

Un seul point mérite d'être mis en relief. Il s'agit de la publicité du casier portugais. On admet, en général, que cette publicité est plus grande en Portugal qu'en France. Or, cela est loin de correspondre à la réalité. En effet, l'art. 1 du décret du 7 novembre 1872, après avoir prescrit la création du casier judiciaire, continue ainsi : « Cette institution a pour but de faire constater les antécédents judiciaires des personnes pour les cas de simple aggravation de la peine, récidive ou cumul d'infractions et d'indiquer ceux qui sont privés ou suspendus de l'exercice des droits civils et politiques. »

Or, pour remplir ce double but, la publicité du casier judiciaire (la délivrance d'extraits aux particuliers) n'est pas nécessaire. Et toutefois l'art. 9 du décret cité porte : « On peut demander des extraits du casier judiciaire, mais ils ne seront délivrés que par suite d'une ordonnance du juge. » Cela paraît signifier que sous la réserve d'une autorisation du

juge, on doit délivrer des extraits aux particuliers dans un intérêt privé.

Nous avons consulté sur ce point M. Henri Midosi, professeur de droit et avocat à Lisbonne. Dans la réponse qu'il a bien voulu nous faire, M. Midosi dit : « Mon opinion est que les extraits doivent être accordés seulement pour les cas prévus par l'art. 1 du décret. » Pour qu'un jurisconsulte puisse émettre un tel avis, il faut que la pratique n'ait pas consacré la délivrance des extraits dans un intérêt privé. Donc, il n'y a pas de publicité en Portugal. Cela nous explique l'affirmation de certains auteurs ⁽³⁰⁾ *que les inscriptions du casier judiciaire portugais se prescrivent*. Comme il n'y a pas de peine perpétuelle en Portugal et qu'on a constaté que le casier judiciaire ne produit aucun effet à l'expiration de la peine, on en a conclu que ses inscriptions se prescrivent. La vérité est que ces inscriptions restent secrètes, parce que, du moins en fait, sinon en droit, on ne délivre pas d'extrait dans un intérêt privé.

Nous n'avons pas pu obtenir des informations sûres, quant à la question de savoir si la délivrance des extraits dans un intérêt privé se pratique dans les colonies portugaises. Ce qui est certain, c'est que le décret de 1863 disait explicitement dans son art. 21 que « les simples particuliers pourront éga-

³⁰⁾ *Theureau*, Cas. j., p. 32.

lement demander des certificats les concernant ou concernant toute autre personne. »

XII. Roumanie.

89. En Roumanie, il n'y a pas de système bien défini pour la constatation des antécédents des prévenus. On se sert, dans ce but, soit des registres des tribunaux prévus par l'art. 573 du Code de procédure pénale (identique à l'art. 600 du Code d'Inst. criminelle français, reproduit au n° 2, chap. pré.), soit surtout des registres des prisons. Ces derniers registres individualisent assez bien le condamné : ils indiquent non seulement les noms, prénoms, lieu et date de naissance, profession, etc., du condamné, mais aussi la hauteur de la taille, la couleur des yeux, les signes particuliers qu'il a sur le corps, etc., et l'on a soutenu ⁽³¹⁾ qu'à l'aide de ces registres, la Direction générale des prisons est toujours à même de dire si un prévenu quelconque a subi antérieurement une peine corporelle.

Quoi qu'il en soit, on a reconnu depuis longtemps la nécessité d'une réforme à ce sujet et, d'après les renseignements qu'a bien voulu nous fournir M. S. Statesco ⁽³²⁾, procureur général près la Cour d'ap-

³¹⁾ *Bulletin de la Société générale des prisons*, an. 1892, p. 115, lettre de M. C. Naco, professeur à la Fac. de droit de Bucarest, ancien ministre.

³²⁾ M. Statesco est un partisan enthousiaste du casier judi-

pel de Bucarest, cette réforme est en voie de s'accomplir : au mois de juillet dernier, le ministre de la justice a ordonné de remplacer les registres alphabétiques des tribunaux de Bucarest ⁽²³⁾ par des bulletins qui seront envoyés au bureau du service anthropométrique pour y être classés méthodiquement.

Le service anthropométrique existe depuis 1890 en Roumanie. Au début, il ne fonctionnait qu'à la préfecture de police de Bucarest ; mais, bientôt après, des bureaux analogues furent créés dans d'autres villes du royaume. En 1896, ce service fut rattaché au ministère de la justice. Le bureau central fut installé au palais de justice de Bucarest et les bureaux créés dans les autres villes sont considérés comme des sections du bureau établi dans la capitale. En principe, tout individu de sexe masculin, condamné à une peine privative de liberté, est mesuré et l'on fait un bulletin constatant ses signalements anthropométriques et sa condamnation. Ces bulletins sont classés méthodiquement dans des casiers.

C'est sur le service anthropométrique qu'on pacciaire basé sur l'anthropométrie. Il a exposé les grands avantages de ce système, notamment dans deux discours prononcés à des audiences solennelles de rentrée de la Cour d'appel de Bucarest (en 1893 et 1894).

²³⁾ D'après ce que nous écrit M. Statesco, cette mesure n'a pas encore été étendue aux autres tribunaux du royaume.

rait vouloir greffer le casier judiciaire : on veut centraliser dans le casier anthropométrique de Bucarest les bulletins individuels de toutes les condamnations prononcées par les tribunaux du royaume. Telle paraît être l'intention du ministre actuel de la justice qui, d'après ce que nous écrit notre excellent ami, M. C. Hamangiu, juge d'instruction à Bucarest, a institué, il y a quelques jours (le 31 octobre dernier), une commission chargée d'étudier la question du casier judiciaire et de lui présenter un rapport qui servira à l'élaboration d'un projet de loi sur la matière.

XIII. *Russie.*

90. En Russie, les tribunaux parviennent à connaître les antécédents des prévenus en consultant une publication mensuelle du ministère de la justice « le Messager des condamnés », qui enregistre, dans l'ordre alphabétique des noms des individus, toutes les condamnations prononcées par les tribunaux de l'Empire.

Pour toute condamnation les tribunaux doivent faire dresser des bulletins individuels, qu'on envoie au bureau statistique du ministère de la justice. De là, après avoir servi à l'élaboration de la statistique judiciaire, les bulletins sont envoyés à un

bureau spécial, chargé de la rédaction du « *Messenger des condamnés* ».

91. Ce système ne permet guère de constater facilement les antécédents d'un prévenu, s'il s'agit de les constater tous. En effet, il faudrait, pour cela, consulter les fascicules du « *Messenger* » pour 10, 20, 40 ans suivant l'âge du prévenu, ce qui serait toujours très difficile et quelquefois matériellement impossible. Mais, en Russie, on se préoccupe uniquement de la constatation de la récidive légale, et, comme d'après la loi, pour qu'il y ait récidive, il faut que la seconde infraction soit commise dans un délai quelconque (variable d'après les infractions) à compter de la première condamnation, le juge n'a besoin de consulter les registres que pour cette période de temps.

Cela résulte de la lettre qu'a bien voulu nous écrire, à ce sujet, M. J. Foïnitsky, professeur à l'Université de Saint-Pétersbourg. Le savant criminaliste russe nous dit, dans sa lettre, que depuis la loi du 9 janvier 1895, qui a généralisé le principe dont nous parlons plus haut, les recherches dans les fascicules du « *Messenger* » sont devenues beaucoup plus faciles qu'elles ne l'étaient auparavant.

92. Dans le grand duché de Finlande, qui a souvent ses institutions particulières, on emploie un autre moyen pour la constatation des antécédents des prévenus.

« La loi prescrit que chaque fois qu'une condamnation est prononcée, le tribunal doit en avertir par un « bulletin officiel » (extrait du registre) le pasteur de la paroisse dans laquelle le condamné est immatriculé, c'est-à-dire, dans laquelle il a son domicile. Si le condamné change de domicile, il est immatriculé dans sa nouvelle paroisse et le pasteur de celle-ci reçoit les bulletins conservés par le pasteur de l'ancienne paroisse³⁴⁾ ». Lorsque la justice a besoin de connaître les antécédents d'un prévenu, elle s'adresse au pasteur de la paroisse de son domicile ou oblige l'inculpé de produire un certificat pastoral. Le certificat pastoral est une attestation, dont tout individu doit être muni pour pouvoir trouver du travail. C'est une sorte de certificat de naissance (les pasteurs sont les dépositaires des actes de l'état civil) relatant, en outre, les condamnations encourues par l'individu respectif.

XIV. *Suède et Norvège.*

93. α) *Suède.* — Le système employé en Suède pour la constatation des antécédents des prévenus est absolument identique au système finlandais que nous venons de décrire. Nous renvoyons donc,

³⁴⁾ V. communication de M. le sénateur finlandais *Michelin* à la séance du 18 nov. 1891 de la Société générale des prisons, *Bull. de la Soc. g. des pris.*, an. 1891, p. 1083.

quant à la description du système au numéro précédent.

Il nous reste à dire ici un mot sur un essai de réforme qui a malheureusement échoué.

Déjà, depuis 1878, on reconnaissait, en Suède, l'insuffisance et les inconvénients du système actuel ⁽³⁵⁾ et l'on réclamait une réforme. Mais il ne fut rien fait jusqu'en 1891. A cette époque une commission fut chargée d'élaborer un projet de loi instituant un casier judiciaire. Le projet fut rédigé, mais, au dernier moment, le gouvernement se ravisa et soumit au vote du Parlement un projet de loi constitutionnelle punissant la divulgation du casier judiciaire, en se réservant d'organiser l'institution par un simple décret. Dans la session législative de 1897, la première Chambre adopta le projet de loi à l'unanimité. Mais la seconde Chambre ne voulut pas renoncer au droit d'examiner préalablement les bases de la nouvelle institution à créer et rejeta le projet de loi constitutionnelle avec une forte majorité (134 voix contre 77) ⁽³⁶⁾.

La réforme paraît maintenant abandonnée.

M. W. Uppström, président du tribunal de pre-

³⁵⁾ *Compte rendu du congrès int. de Stockholm*, tome I, p. 489 et s.

³⁶⁾ *Bulletin de la Soc. de législation comparée*, an. 1898 (n° 67, juin-juillet), p. 363 (Chronique suédoise, art. de M. Uppström). Cf. aussi la Chronique suédoise pour 1897, dans la même revue, an. 1897, page 507.

mière instance de Stockholm, a eu l'extrême obligeance de nous envoyer le texte du projet de loi sur le casier judiciaire élaboré par la commission.

Autant que nous pouvons en juger ⁽³⁷⁾, le casier qu'il s'agissait d'instituer était presque identique au casier français.

94. β) *Norvège*. — Il n'existe pas, en Norvège, une institution spéciale pour la constatation des antécédents des prévenus. « La principale source d'information est l'aveu du prévenu » nous écrit M. And. Foerden, chef de bureau au ministère de la justice de Norvège, à l'amabilité duquel nous devons tous nos renseignements sur la législation norvégienne.

Les magistrats peuvent toutefois recourir à deux sources d'informations : 1° Les dossiers des délinquants (les actes du procès), qui sont conservés, pour chaque condamné, à la prison où il a subi sa dernière peine et 2° Un journal de police publié, depuis 1886, à Christiania (créé par une circulaire ministérielle du 11 sept. 1886). Ce journal, appelé *Polititidende* (Bulletin de police) est une sorte de feuille confidentielle des officiers de police. Il paraît tous les mardis et tous les vendredis et contient

³⁷⁾ Notre ignorance de la langue suédoise nous a obligé d'avoir recours à un traducteur qui a trouvé le texte très difficile à rendre en français et nous a donné une traduction à laquelle nous ne pouvons pas attacher une grande confiance.

diverses indications utiles aux agents de police, et notamment : des tables alphabétiques mensuelles et annuelles de tous les délinquants, des extraits de condamnations pour crime ou délit, etc... Enfin, et cela montre bien la caractère de cette publication, on y insère, un peu de temps avant leur libération, les noms (et d'autres indications nécessaires pour les bien individualiser) des condamnés considérés comme dangereux.

XV. Suisse.

95. Depuis 1874, tous les auteurs, qui, à propos du casier judiciaire, ont parlé des moyens employés en Suisse pour la constatation des antécédents des prévenus, ont affirmé continuellement que le casier judiciaire existe dans *certain cantons suisses* ⁽³⁸⁾.

³⁸⁾ Jamais auteur n'a indiqué nominalemeut un canton quelconque. Tous emploient des formules vagues : certains cantons, quelques cantons, etc. Le premier qui affirma l'existence du casier judiciaire en Suisse est M. E. Yvernès, dans son mémoire présenté au IX^e congrès de statistique (Budapest, 1872) et publié en 1874 à Paris, sous le titre : De la récidive et du régime pénitentiaire en Europe (p. 22). Les auteurs postérieurs paraissent s'inspirer tous de M. Yvernès (qui a, d'ailleurs, répété son affirmation dans son rapport au congrès de Rome, déjà cité). V. Appleton, ouvr. cit., p. 30; Bertheau, Dict. gén. de droit et jurispr., II, p. 381; Rivière et ses collaborateurs, Pandectes françaises, XIV, p. 566 (v^o Cas. j.); Theureau, ouvr. cit., p. 34; Köbner, Rapport déjà cité (Bull. de l'Un. int. de dr. p., IV, p. 181), etc.

Les derniers ouvrages qui en parlent datent de 1892 et 1893. Deux d'entre ces ouvrages complètent les affirmations des ouvrages antérieurs, en donnant quelques détails sur le casier suisse : « En Suisse, dans les cantons qui ont adopté le système français, l'intéressé peut bien se faire délivrer des extraits du casier, mais les mentions se prescrivent et les condamnations ne figurent au casier qu'à partir d'un mois de prison » (39).

Il est très difficile d'expliquer comment de pareilles affirmations ont pu se produire (40); mais ce qui est certain c'est qu'elles sont contraires à la réalité. Jusqu'en 1895 le casier judiciaire n'existait nulle part en Suisse. A cette époque il fut institué dans le canton de Berne et au mois de juillet dernier il fut aussi établi dans le canton de Vaud. Dans tout le reste de la Suisse, la constatation des antécédents judiciaires se fait à l'aide de diverses sortes de registres. Partout, sauf dans le canton de Vaud, les moyens en vigueur pour la constatation des antécédents judiciaires existent, pour ainsi dire, par simple tradition : aucune loi, aucun décret, aucune ordonnance du gouvernement ne les a régle-

39) *Appleton*, l. cit. Cette affirmation est reproduite d'après *M. Theureau*, l. cit.

40) Peut-être s'est-on laissé tromper par les mots, parce qu'on a, en Suisse, l'habitude d'appeler « casiers judiciaires » les registres de condamnations existants. V. à l'*appendice* l'art. 27 du régl. du canton de Vaud.

mentés. Cela fait qu'il est impossible de connaître leur organisation autrement qu'en s'adressant aux autorités compétentes. Nous avons suivi cette voie et les autorités cantonales nous ont fourni partout, avec une courtoisie extrême, verbalement ou par écrit, les renseignements désirés.

Nous allons exposer rapidement le résultat de ces investigations.

96. Occupons-nous d'abord du système dominant : le système des registres.

En principe, ces registres contiennent non seulement les condamnations prononcées par les tribunaux du canton respectif ; mais aussi les condamnations prononcées dans les autres cantons et même celles prononcées à l'étranger dans un des pays suivants : Allemagne, France, Belgique, Luxembourg, Italie et Autriche-Hongrie. Avec ces divers pays la Suisse pratique l'échange des bulletins de condamnation en vertu d'arrangements diplomatiques ou de traités, dont le premier en date est l'arrangement convenu avec la Confédération de l'Allemagne du Nord en 1869, et le plus récent c'est le traité conclu avec l'Autriche-Hongrie en 1896 (cité plus haut, n° 76). Quant aux condamnations prononcées dans les autres cantons, elles ne sont notifiées aux autorités du canton d'origine que depuis 1881. Le Conseil d'Etat de Thurgovie avait proposé, en 1879, cet échange de sentences entre

les divers cantons. Les gouvernements cantonaux, consultés à ce sujet, adhèrent tacitement ou expressément à la proposition faite. Une circulaire du Président de la Confédération, datée du 29 décembre 1880, constate ces adhésions et invite les gouvernements cantonaux de désigner les autorités qui doivent recevoir les extraits des jugements. Depuis cette époque l'échange des sentences se pratique, mais non pas avec une grande régularité ⁽⁴¹⁾.

Ces registres ne contiennent que des condamnations. Les déclarations de faillite, par exemple, n'y sont nulle part inscrites.

Quant aux condamnations mêmes, les registres contiennent, en principe, seulement les condamnations criminelles et correctionnelles. Mais, dans certains cantons, on y inscrit également les condamnations de simple police : cela se pratique notamment dans le canton de Neuchâtel ⁽⁴²⁾ et dans le canton de Bâle ⁽⁴³⁾.

Au point de vue du lieu où les renseignements judiciaires sont centralisés (où les registres sont

⁴¹⁾ Lettre de M. le chef de la direction de police du canton de Berne (du 22 août 1898) : « Il est vrai que les casiers ont sans doute des lacunes, parce que certains cantons négligent un peu d'envoyer les bulletins ».

⁴²⁾ Lettre de M. le chef du département de justice de Neuchâtel, du 17 août 1898.

⁴³⁾ Rapport de M. le greffier du département de police de Bâle (qui nous a été envoyé accompagné d'une lettre de M. le secrétaire du dép. de police), 3 septembre 1898.

établis) on pourrait ranger les divers cantons en deux groupes : 1° Dans certains cantons et notamment dans les cantons de Genève, Neuchâtel, Valais, Bâle, Fribourg, les renseignements judiciaires concernant tous les ressortissants du canton sont centralisés dans un bureau central unique ; 2° au contraire, dans d'autres cantons, et notamment dans les cantons de Zurich, Thurgovie, Lucerne, les renseignements judiciaires relatifs à un individu quelconque sont localisés à l'office municipal de sa commune d'origine. Toutefois, dans quelques-uns de ces derniers cantons, il y a, en outre, des registres tenus à la police cantonale, pour le canton entier ; tel est le cas des cantons de Zurich ⁽⁴⁴⁾ et de Lucerne ⁽⁴⁵⁾.

L'autorité qui conserve les registres des condamnés n'est pas la même dans les divers cantons. Le plus souvent c'est la direction de la police cantonale : il en est ainsi, par exemple, dans les cantons de Bâle, Fribourg, Valais. Quelquefois c'est un tribunal, comme à Genève, où les registres sont conservés au greffe de la cour de justice (c'est un cas unique). D'autres fois c'est l'autorité municipale de chaque commune : telle est la pratique dans les cantons de Zurich, Thurgovie, Lucerne.

⁴⁴⁾ Lettre de M. le procureur d'Etat du canton de Zurich, datée du 7 septembre 1898.

⁴⁵⁾ Lettre de M. le chef du département militaire et de police du canton de Lucerne, datée du 14 sept. 1898.

Quelle que soit l'autorité qui conserve les registres, les tribunaux doivent y envoyer dans le plus bref délai un extrait de toute condamnation correctionnelle ou criminelle devenue définitive (dans certains cantons aussi des condamnations de simple police).

L'autorité destinataire en prend immédiatement note sur son registre. Celui-là est, en général, un grand répertoire alphabétique.

Des extraits des mentions existant au registre sont, en principe, délivrés aux particuliers, à chacun pour les mentions qui le concernent. Mais, dans certains cantons, comme à Lucerne et en Thurgovie, les registres sont secrets.

Ce système de registres que nous ne pouvons que très mal esquisser ici, parce que nous devons tenir compte de tant de différences entre les cantons, se rapproche quelquefois beaucoup du casier judiciaire. En tout cas l'idée fondamentale du casier judiciaire existe : ces registres reposent sur le principe de la localisation dans un point fixe et notoire de tous les renseignements judiciaires relatifs à un individu. Mais cette idée n'est pas, nous l'avons déjà dit, strictement réalisée dans la pratique. D'un autre côté, le système des registres présente des difficultés de recherche (malgré les tableaux et répertoires alphabétiques qui existent partout). En face de ces inconvénients, on s'occupe de la réforme du

système : le 3 et 4 août dernier une conférence des directeurs de police de la Suisse romande s'est réunie à Fribourg pour étudier la question. On n'a pris aucune décision, on est convenu qu'il faut encore mûrir la question, surtout quant à la création d'un casier des étrangers ⁽⁴⁶⁾.

98. Dans les deux cantons dans lesquels le casier judiciaire existe, il est organisé absolument d'après les mêmes règles qu'en France. Nous n'entrerons donc pas dans les détails ⁽⁴⁷⁾.

Remarquons seulement que tandis qu'au casier judiciaire du canton de Berne on n'inscrit pas les condamnations de simple police, dans le canton de Vaud on inscrit au casier toute condamnation (Dans les deux cantons, comme dans le reste de la Suisse, les déclarations de faillite ne figurent pas au casier).

Signalons enfin que, dans le canton de Vaud, les extraits du casier, délivrés dans un intérêt privé, ne mentionnent pas les condamnations pour contravention.

Le service anthropométrique fonctionne réguliè-

⁴⁶⁾ V. le projet esquissé par M. F. Virieux (chef du département de police et justice du canton de Vaud, conseiller d'Etat à Lausanne) dans la *Revue pénale suisse*, an. 1898, p. 185-188.

⁴⁷⁾ Grâce à l'extrême amabilité de M. Louis Favre, chef de service du département de justice et police du canton de Vaud, qui a mis à notre disposition le règlement sur le casier judiciaire du canton, nous pouvons en donner le texte à l'*Appendice*.

rement dans les cantons de Genève et de Vaud. Il existe aussi à la police cantonale de Berne et il est prévu dans les budgets de l'année prochaine des cantons de Zurich, Lucerne et Bâle.

Récapitulation

98 *bis*. En résumant l'exposé que nous venons de faire sur les législations étrangères à propos du casier judiciaire, nous constatons que cette institution existe dans les pays suivants : Allemagne, Belgique, Egypte, Italie, Pays-Bas, Portugal et dans deux cantons suisses : canton de Berne et canton de Vaud⁴⁸). Dans tous ces divers pays, l'organisation du casier judiciaire est très ressemblante et quelquefois identique à l'organisation du casier judiciaire français. Il y a toutefois à remarquer dans trois de ces pays (Allemagne, Belgique et Portugal) une particularité très importante, consistant dans le fait qu'on ne délivre pas d'extraits du casier judiciaire dans un intérêt privé.

⁴⁸) On a affirmé que le casier judiciaire existe aussi dans certains Etats des Etats-Unis d'Amérique. V. *Maurice Block*, Dictionnaire de l'administration française. V^o Casier jud. (p. 400, éd. 1891). Nous n'avons pas pu contrôler cette affirmation.

Les autres pays ont, en général, des registres alphabétiques de condamnés, qui quelquefois (comme en Danemark) et la plupart des cantons suisses se rapprochent beaucoup du casier judiciaire.

TITRE II

EXAMEN DES RÉFORMES PROPOSÉES

CHAPITRE PREMIER

LES INCONVÉNIENTS DU CASIER JUDICIAIRE

99. Dans les chapitres précédents, nous avons déjà eu l'occasion de signaler quelques imperfections du casier judiciaire et plus d'une fois nous avons laissé voir que, tel du moins qu'il est organisé en France, le casier présente d'autres inconvénients plus graves. Il est temps maintenant de nous occuper de ceux-ci.

Disons tout de suite que ces inconvénients ne trouvent pas leur source dans le principe même de notre institution, mais qu'ils résultent d'un détail de son organisation. Il ne s'agit donc pas de défauts irrémédiables, mais d'inconvénients auxquels on peut remédier par un changement plus ou moins profond dans l'organisation de notre institution. Cela explique pourquoi nous avons laissé pour cette

seconde partie de notre étude l'exposé des inconvénients du casier.

Comme dans notre premier titre, ici également nous parlerons surtout du casier judiciaire français.

100. Les griefs qu'on a formulés, en France, contre le casier judiciaire sont de deux sortes. Ce sont d'abord des critiques, pour ainsi dire, *formelles*, sur lesquelles nous nous bornerons à dire quelques mots dans un instant. Ce sont ensuite des critiques *de fond* qui visent à une réforme de l'organisation du casier. Celles-ci nous arrêteront plus longtemps : elles forment le véritable objet de ce second titre.

101. Les critiques de la première catégorie peuvent être formulées ainsi :

1° On se perd dans le dédale des nombreuses circulaires qui réglementent le casier judiciaire français. Il devient de plus en plus difficile, il sera bientôt presque impossible de connaître, dans tous ses détails, cette institution. Et cela constitue un inconvénient d'une gravité exceptionnelle. L'institution perd, en effet, toute sa valeur, dès qu'on ne peut compter sur un fonctionnement uniforme et sans reproche. Or, on ne peut s'attendre à cela, avec une réglementation si compliquée et si diffuse ;

2° Les nombreuses circulaires énumèrent arbitrairement les condamnations qui sont inscrites au casier. Il n'y a pas pour cela un critérium certain et équitable ;

3° Notre institution étant régie seulement par des circulaires ministérielles, on n'a pas pu édicter des sanctions pénales pour assurer son bon fonctionnement. Des graves négligences et même des fraudes peuvent se produire impunément (On cite surtout le cas des noms de fantaisie pris par les prévenus⁽¹⁾);

4° Le casier, étant une institution purement ministérielle, est voué à des perpétuelles transformations.

Ces critiques, tout en étant un peu exagérées, ne sont pas injustes. Mais il est facile de leur donner satisfaction. En somme, tout ce qu'on réclame c'est de remplacer les nombreuses circulaires par un texte de loi qui assurera la stabilité de l'instruction et qui pourra édicter les sanctions nécessaires, et réglementer d'une manière précise le casier judiciaire. Cela fut, d'ailleurs, la pensée de l'inventeur du casier et du ministre qui l'a institué⁽²⁾.

Ceux qui s'en tiennent à ces critiques formelles ne sont pas très loin de recevoir satisfaction : Un projet de loi sur le casier a été déposé, déjà depuis le 22 octobre 1891, sur le bureau du Sénat et il y

¹⁾ Cf. plus haut n° 66.

²⁾ Cf. plus haut n° 6 *in fine* et note 23 sous le n° 7. Notons ici que certains jurisconsultes se sont prononcés contre l'idée de faire organiser le casier judiciaire par une loi. V. *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, tome CXXXVII, p. 703 (opinion de M. Larombière); *Bull. de la Soc. gén. des pris.*, 1891, p. 747 (opinion de M. Bournat).

est actuellement, peut-on dire, en discussion, bien que la suite de sa première délibération, qui avait commencé dans la séance du 8 juillet dernier, ait été ajournée plusieurs fois et n'ait pas encore été reprise.

102. Passons maintenant aux critiques de la seconde catégorie, dont nous avons déjà signalé l'importance.

Voici d'abord, en deux mots, en quoi elles consistent :

Le casier judiciaire, dont la mission fondamentale était de constater la récidive pour assurer l'application des lois qui la combattent, a dévié de son propre but et, grâce à la perpétuité de ses inscriptions et au droit qu'on a reconnu aux particuliers de se faire délivrer des extraits du casier, il est devenu une des principales causes de la récidive. Un écart de jeunesse, donnant lieu à une condamnation, est, pendant toute la vie du condamné, révélé par son casier judiciaire. Cela lui inflige une flétrissure qui le fait repousser de partout et, ne lui permettant donc pas de gagner honnêtement sa vie, le force de reprendre la voie du crime.

Les inconvénients qu'on signale sont, par conséquent, d'un côté la perpétuité des inscriptions du casier, d'un autre côté et surtout ce qu'on appelle sa « publicité ».

Étudions de plus près ces deux inconvénients.

103. Et d'abord qu'en est-il de la perpétuité du casier ?

Le but du casier judiciaire a été de constater les antécédents judiciaires de toute personne surtout pour éclairer la justice et lui permettre d'appliquer les lois contre la récidive et de proportionner la pénalité au degré de perversité du prévenu. Or, pour cela il est évident que le juge doit toujours avoir devant lui la biographie judiciaire complète du prévenu. Il saura apprécier la perversité de l'individu en tenant compte aussi bien des condamnations encourues que des intervalles qui les séparent, c'est-à-dire du temps pendant lequel le prévenu a su se maintenir dans la bonne voie. Le danger de la perpétuité des inscriptions du casier n'est pas de ce côté-là.

Le danger existe, mais il n'est pas grand, sous un autre rapport : sous le rapport des incapacités que le libéré encourt, à cause du fait perpétuellement signalé par son casier ; incapacité d'être électeur, etc. Ce ne sont pas là des conditions essentielles pour pouvoir vivre honnêtement et, d'un autre côté, le libéré méritant obtiendra souvent une réhabilitation qui le relèvera de ces incapacités ⁽³⁾.

³⁾ Ce qui ne signifie pas que tout se passe admirablement bien avec cette institution. L'enquête prévue par la loi est trop peu discrète et oblige beaucoup de libérés à renoncer à une réhabilitation souvent très méritée.

Par contre, le danger de l'inscription perpétuelle du casier est réel et grand, quant aux conséquences que celle-ci entraîne au point de vue du placement du libéré, au point de vue de son reclassement. La mention de la condamnation, portée perpétuellement sur l'extrait du casier judiciaire délivré au libéré, constitue une flétrissante mise à l'index, en face de l'habitude d'exiger toujours la production d'un tel extrait pour l'admission dans un emploi quelconque. Elle met le libéré dans un état d'infériorité, qui n'a pas de raison d'être et qui le pousse au crime. Pourquoi, en effet, flétrir à jamais un individu et lui faire subir une véritable « incapacité de travail »⁽⁴⁾ pour tout le reste de son existence, à cause d'un écart momentané de la bonne voie⁽⁵⁾? Est-ce pour lui faire expier durement sa première faute, afin qu'il ne soit pas tenté de recommencer? C'est là, paraît-il, l'idée du créateur de l'institution : le garde des sceaux Rouher présente le casier comme un « terrible châtiment » pour le coupable. Mais ce but est suffisamment atteint par la menace

⁽⁴⁾ Le mot a été dit par M. Béranger dans son discours prononcé dans la séance du 27 juin 1890. V. *Journ. offic.*, Débats parlem. Sénat, 1890, page 704. Cf. n° 107, n. 9.

⁽⁵⁾ Cf. *Compte rendu du congrès de Stockholm*, I, p. 495. M. l'aumônier *Annell* rapportait les paroles d'un détenu : « L'Etat a, sans doute, le droit et le devoir de punir les infractions aux lois ; mais il devrait ensuite pardonner et oublier. Quant à la punition, il n'oublie pas de l'infliger, mais quant à pardonner, jamais. »

perpétuelle de l'aggravation de peine qui sera prononcée en cas de rechute. Il est donc suffisant que l'inscription restât perpétuelle pour la justice (en tant qu'il s'agit d'éclairer la justice). Le maintien perpétuel de l'inscription sur l'extrait du casier judiciaire, délivré dans un intérêt privé, va précisément à l'encontre du but poursuivi : le libéré, qui a besoin de son travail pour vivre, étant repoussé de partout à cause des révélations du casier, est mis, comme on l'a très bien dit ⁽⁶⁾, dans cette alternative : mourir ou vivre aux dépens de la société, en reprenant la voie du crime. Il est facile de prévoir quel parti il prendra.

La perpétuité des inscriptions du casier judiciaire est ainsi dangereuse au plus haut point, car elle pousse à la récidive. Mais cela arrive seulement parce qu'elle est renforcée par la délivrance d'extraits aux particuliers et par l'habitude d'exiger la production d'un tel extrait pour tout placement.

104. Ces deux derniers faits constituent ce qu'on appelle la « publicité » du casier judiciaire. C'est là le véritable et grave inconvénient de notre institution.

Nous avons vu ailleurs ⁽⁷⁾ qu'au début il y avait une publicité absolue des mentions du casier judi-

⁶⁾ M. *Béranger* dans le discours cité, l. c.

⁷⁾ V. n° 38 ; cf. aussi les notes 31 et 32 du chap. préliminaire.

ciaire. Sous la réserve, bien insignifiante dans la pratique, de justifier d'un intérêt légitime, toute personne pouvait se faire délivrer l'extrait du casier judiciaire d'une autre personne. Les abus qui en résultèrent obligèrent la chancellerie d'intervenir et elle posa en principe qu'on ne peut se faire délivrer que l'extrait de son propre casier. Or cette restriction apportée à la publicité du casier n'était, en définitive, qu'un trompe l'œil.

La publicité, en effet, subsistait ; elle devenait seulement indirecte : la communication des mentions du casier au lieu d'être faite directement au tiers, lui est maintenant faite indirectement par l'intermédiaire de l'intéressé. Comme on l'a dit spirituellement, lorsqu'on demande l'extrait de son casier judiciaire ce n'est pas pour se convaincre soi-même des condamnations qu'on a encourues ; mais pour fournir à un tiers des informations authentiques sur son passé judiciaire. Le patron au lieu de demander lui-même l'extrait du casier judiciaire de l'ouvrier qui sollicite une place, le fera réclamer par celui-ci.

Cette pratique est si commode qu'elle est devenue un usage constant, remplaçant complètement l'ancienne enquête personnelle. En règle générale, quand un ouvrier se présente pour obtenir un emploi, la première attestation qu'on lui demande c'est l'extrait de son casier judiciaire. Plus d'autres

renseignements. Le bulletin du casier suffit à tout. S'il ne contient aucune condamnation, on est admis; s'il contient une condamnation quelle qu'elle soit, l'ouvrier est refusé.

On voit tout de suite quelles conséquences fâcheuses entraîne cet usage tout aussi bien pour le libéré que pour la société entière.

Voici comment notre savant maître, M. Leveillé, décrit la situation : « un individu sort de prison, il a besoin de travail et la société tout entière est intéressée à ce qu'il en trouve, car le travail le sauverait probablement de la récidive. Il frappe à la porte des employeurs possibles, mais il n'a pas l'attitude ferme et tranquille d'un honnête homme, il connaît trop bien la faute qu'il a commise, le châtimement qu'il a subi. L'employeur est défiant de son côté ou tout au moins prudent. Il ne veut pas introduire dans sa maison comme domestique, dans ses ateliers comme ouvrier, un passant dont les antécédents sont ignorés, dont les allures sont louches, dont la moralité est peut-être détestable. Il demande au solliciteur, il exige de celui-ci, avant de l'admettre, que le malheureux produise une pièce décisive qui relate, s'il y a lieu, avec une impitoyable exactitude, la condamnation grave ou légère, ancienne ou récente que le titulaire a encourue. Ce document révélateur, c'est le casier judiciaire : blanc, il équivaut à un certificat de probité légale ;

barré d'une condamnation, il constitue au contraire la démonstration authentique d'un délit accompli et constaté.

« Le casier judiciaire par là devient, dans la pratique, un obstacle formidable au reclassement des libérés. Le condamné d'hier est repoussé de partout comme un paria ; il ne trouve pas de pain. Que voulez-vous qu'il fasse ? Il a faim et la faim est mauvaise conseillère. Un animal privé de nourriture devient féroce ; l'homme privé de nourriture devient récidiviste, et désormais ce malheureux, qui pourrait être sauvé, est perdu. C'est un professionnel qui de nouveau troublera l'ordre, c'est un pensionnaire de plus inscrit au budget des prisons ⁽⁸⁾ ».

105. La publicité du casier judiciaire produit donc des conséquences extrêmement graves. Grâce à cette publicité, le casier judiciaire est devenu une des principales causes de la récidive. Et ce n'est pas là une affirmation prématurée, basée plutôt sur un raisonnement abstrait que sur des faits. Au contraire, c'est à la suite de faits nombreux qui ont ému des praticiens du patronage des libérés, qu'on

⁸⁾ *Deuxième congrès nat. du patronage des libérés* tenu à Lyon (1894), compte rendu, p. 25 (Rapport présenté au congrès sur la réforme des règlements des cas. jud.). Cf. dans le même ordre d'idées, une émouvante description des vicissitudes des libérés repentants, dans un rapport présenté au congrès pén. int. de Stockholm (1878) par M. le pasteur Robin, *Compte rendu du congrès de Stock.*, I, partie finale, p. 104-107.

est arrivé à reconnaître les conséquences fâcheuses de la publicité du casier judiciaire ⁽⁹⁾. Ces faits ne sont pas contestés ; mais la manière de les interpréter diffère. Si ces différences d'interprétation n'existaient pas, la question qui se poserait tout de suite serait celle de savoir par quels moyens on peut remédier aux maux existants. Mais, en présence de ces divergences d'interprétation, il faut d'abord élucider cette autre question : l'état actuel des choses rend-il nécessaire une réforme du casier ?

C'est ce que nous allons voir dans le chapitre suivant.

⁹⁾ Des faits nombreux ont été cités à différentes occasions et surtout dans les discussions dont nous parlons plus bas (n° 106). On peut voir aussi des exemples dans les ouvrages souvent cités de MM. *Appleton* et *Theureau*. Nous ne citerons aucun de ces faits divers, parce qu'une chose nous intéresse à leur égard : leur réalité. Comme on ne conteste pas ce point, il n'y a rien à discuter là-dessus.

CHAPITRE II

NÉCESSITÉ D'UNE RÉORGANISATION DU CASIER

A. Considérations historiques.

106. Des critiques contre la publicité du casier judiciaire et la perpétuité de ses révélations ont été souvent formulées dans l'enceinte du Parlement, dans diverses sociétés savantes, dans différents congrès de criminalistes, etc.

C'est au congrès pénitentiaire international de Stockholm (août 1878) qu'on a critiqué pour la première fois la publicité du casier judiciaire. Dans la séance du 23 août (1878) de la 3^e section du congrès, parlant après M. E. Yvernès, qui avait fait l'éloge du casier judiciaire, M. L. Léfébure (délégué français) constatait les mauvais résultats de la publicité du casier ⁽¹⁾. Il remarquait surtout que

¹⁾ Il s'agissait toujours de la publicité indirecte actuelle. L'autre avait été presque complètement abrogée : cf. note 55 sous le n° 38. Toutefois, M. Léfébure ne critique pas le principe même de la publicité, mais les abus qu'on en faisait déjà, en exigeant toujours la production de l'extrait du casier et ne discernant pas entre les condamnations y mentionnées. *V. Compte rendu du congrès de Stockh.*, I, p. 440 et 441.

« le public n'entre pas dans l'examen des causes qui ont déterminé la condamnation ; il n'en a pas le temps et n'en prend pas la peine... La gravité de la peine ne compte pas : le casier judiciaire dit tout et les portes se ferment devant l'individu bon ou mauvais, repentant ou non, qui est ainsi désigné à la réprobation publique ⁽²⁾ ».

Des critiques analogues furent formulées plus tard dans les congrès internationaux de St-Petersbourg (15-24 juin 1890) et d'Anvers (9-15 oct. 1890) et dans le congrès national du patronage tenu à Lyon en juin 1894. Des discussions importantes eurent lieu, surtout dans ce dernier congrès, sur les améliorations à introduire ⁽³⁾ et le congrès adopta quelques propositions de réformes.

A la Société générale des prisons, la publicité du casier judiciaire fut souvent critiquée. A deux reprises, en 1887 et en 1891, « la commission d'études » de la société présenta des rapports sur la question de la réforme du casier. Des discussions très importantes eurent lieu, à l'occasion du dépôt de ces rapports, dans les séances des 18 mai et 29 juin

²⁾ *Compte rendu du congrès pén. int. de Stockholm*, l. cit. note précéd.

³⁾ Voir, pour le congrès de Saint-Petersbourg, les *Actes du congr.*, tome III, p. 522 et s. et *Bullet. de la Soc. gén. des pris.*, 1891, p. 93 ; pour le congrès d'Anvers, le même *Bullet. soc. pris.*, 1890, p. 925 (douzième vœu de la seconde section) et 1891 p. 43 ; pour le congrès de Lyon, le compte rendu déjà cité (note 8, n° 104).

1887 et des 13 mai, 17 juin et 18 novembre 1891 ⁽⁴⁾.

La publicité du casier judiciaire fut également critiquée à l'Académie des sciences morales et politiques (à l'occasion du rapport présenté par M. Bérenger sur l'ouvrage de M. Theureau) dans les séances de l'Académie des 12, 19 et 26 mars 1892 ⁽⁵⁾.

Presque dans toutes ces circonstances, l'avis qui a prédominé a été celui de la nécessité d'une réforme destinée à remédier aux inconvénients de la publicité du casier judiciaire. Et — bien que le casier ne soit actuellement régi que par ces circulaires ministérielles — presque partout on a réclamé une réforme par voie législative.

407. Le Parlement, d'ailleurs, ne resta pas étranger à ces questions. A diverses reprises la publicité et la perpétuité des révélations du casier judiciaire furent critiquées à la Chambre et au Sénat. Diverses propositions de loi furent faites à ce sujet et un projet de loi sur le casier judiciaire est actuellement en délibération au Sénat.

Déjà, en 1885, à l'occasion de la discussion, à la Chambre des députés, de la loi sur la relégation, M. Freppel disait : « c'est grâce au casier judiciaire, ainsi entendu et appliqué, que de malheureux ou-

⁴⁾ V. Bulletin de la Soc. des prisons, 1887, p. 300 et s., 490 et s. 626 et s. ; an 1891, p. 730 et s., 836 et s., 1047 et s.

1. *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, comptes rendus, tome CXXXVII (premier semestre de l'année 1892), p. 681 et s.

vriers ne trouvent de travail nulle part et qu'ils sont mis à la porte des ateliers et des manufactures ». Et M. le député Cantagrel ajoutait : « Ils deviennent alors des récidivistes » ⁽⁶⁾.

Un peu plus tard, en 1886, dans une interpellation adressée au ministre de la justice, M. le député E. Delattre constatait qu'« on a transformé le casier judiciaire en une sorte de pilori à perpétuité : il remplace les anciennes expositions sur la place publique ⁽⁷⁾ ». Et M. Delattre ajoutait : « Ce pilori du casier judiciaire a engendré plus de récidivistes que vous n'en enverrez jamais à la Nouvelle-Calédonie ». En répondant à l'interpellation, le Garde des sceaux (M. Demôle), tout en niant la gravité des inconvénients du casier, reconnaissait qu'il existe quelques inconvénients et qu'« il faut que les Chambres se prononcent sur la question de savoir à la disposition de qui doit être le casier judiciaire ⁽⁸⁾ ». Le ministre ajouta même : « dans quelque temps j'espère pouvoir vous soumettre un projet sur la matière ».

Le 23 juin 1890, une proposition de loi tendant à remédier aux inconvénients de l'organisation ac-

⁶⁾ *Journ. offic.*, Débats parlem. Chambre (séance du 19 mai 1885), p. 842.

⁷⁾ *Journ. offic.*, Déb. parl. Chambre (séance du 29 juin 1886), p. 1244. Cf. le journal *Le Temps* des 3 et 27 mars 1891, article de M. Leveillé (second art. sur la réforme du casier jud.) qui compare aussi le casier au pilori et à la marque.

⁸⁾ *Journ. off.*, Débats parlem., Chambre, 1886, p. 1247.

tuelle du casier judiciaire, fut déposée à la Chambre par MM. les députés A. Cliché, Anuel, Jourde, etc.

Quelques jours après, le 27 juin 1890, pendant la discussion au Sénat de la loi du sursis, M. Bérenger, à propos d'un amendement déposé par M. le sénateur Trarieux, démontra les conséquences graves de la publicité du casier et demanda au Garde des sceaux de déposer un projet de loi sur la question ⁽⁹⁾. Le Garde des sceaux (M. Fallières) répondit que son intention formelle était de présenter un projet de loi sur la matière ; mais qu'il attendait le retour des délégués français au congrès de St-Péttersbourg (réuni à ce moment-là), où la question devait être discutée, pour pouvoir « aussi profiter, disait le ministre, des lumières non pas seulement de nos délégués, mais aussi de ceux de l'Enrope entière ».

Les délégués ne rapportèrent pas du congrès de St-Péttersbourg une solution précise. Le congrès avait constaté seulement qu'il y avait quelque chose à faire : « il ne s'est pas dissimulé, dit M. F. Voisin (un des délégués français), que les mesures pratiques à prendre seraient difficiles. Aussi n'a-t-il

⁹⁾ *Journ. off.*, l. cit note sous le n° 103. « Le casier judiciaire, disait M. Bérenger, est devenu (pour le condamné) une véritable peine, pire que la peine principale... La peine véritable a eu un terme. Celle-là n'en aura jamais et elle équivaut, pour lui, non pas seulement à une incapacité d'emploi, mais à une incapacité de travail, c'est-à-dire à une impossibilité de vivre... »

pu donner des solutions immédiates ; mais il y a affirmé qu'il y avait des mesures à prendre, qu'il fallait qu'on délibérât sur ces questions-là, dans les pays qui ont comme dans ceux qui n'ont pas de casier judiciaire, car, par la révélation des notes de police, les mêmes inconvénients existent, qu'il fallait lutter contre la trop grande et trop facile divulgation soit du casier judiciaire, soit des renseignements de police » ⁽¹⁰⁾.

108. Le garde des sceaux, désireux de donner une solution à ces difficultés, institua, le 24 juillet 1890, une commission extra-parlementaire ⁽¹¹⁾, à laquelle il confia la mission de préparer un projet de loi sur le casier judiciaire, remédiant aux inconvénients signalés.

La commission a fini ses travaux au commence-

¹⁰⁾ Rapport fait à la séance de la Soc. gén. des pris. du 21 janvier 1891, *Bull. de la Soc. gén. des pris.*, 1891, p. 93.

¹¹⁾ La commission se composait d'abord de quatorze membres : MM. *Cazôt*, *Bérenger* et *Trarieux*, sénateurs ; MM. *Guyot-Dessaigne*, *Bovier-Lapierre* et *Leygues*, députés ; M. *Voisin*, conseiller à la Cour de cassation ; M. *Herbette*, directeur de l'administration pénitentiaire ; M. *Leveillé*, professeur à la faculté de droit de Paris ; M. *Dumas*, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice ; M. *Bloch*, avocat général à la Cour d'appel de Paris ; M. *Guillot*, juge d'instruction au tribunal de la Seine ; M. *Brégeault*, substitut du procureur de la République près le même tribunal ; M. *Yvernès*, chef de division au ministère de la justice. Deux membres nouveaux furent nommés le 24 octobre 1890 : M. *Jacquín*, conseiller d'Etat et M. *Lépine*, secrétaire général à la préfecture de police de Paris.

ment du mois de juin 1891, et M. Brégeault présenta, à son tour, au garde des sceaux un rapport accompagné d'un projet de loi.

Le 22 octobre 1891, le garde des sceaux a déposé ce projet sur le bureau du Sénat. Le Sénat a nommé aussitôt la commission chargée de l'examiner. Mais l'examen du projet se fit avec une lenteur extrême, et le rapport de la commission ne fut déposé que le 10 mars 1898. D'ailleurs, l'examen du projet fut retardé par le fait qu'il fut soumis entre temps au Conseil d'Etat et d'un autre côté par la circonstance qu'à un moment on paraissait vouloir renoncer à faire une loi (il s'agissait d'accomplir la réforme par voie de circulaire ministérielle ⁽¹²⁾).

Le projet fut mis à l'ordre du jour pour la séance du 8 juillet 1898. La première délibération commença même ce jour-là, mais la suite fut ajournée pour permettre au nouveau garde des sceaux d'étudier la question. Le 7 novembre dernier, la suite de la délibération fut de nouveau ajournée pour le même motif ; mais il faut espérer que ces ajournements ne continueront pas longtemps et que le Sénat résoudra la question dans sa session actuelle ⁽¹³⁾.

¹²⁾ *Rapport* fait au nom de la commission du Sénat, chargée d'examiner le projet, par M. J. Godin. V. *Journ. off., Documents parlem.*, Sénat, 1898, annexe 95, p. 414. Cf. *Institutions pénit. de la France*, article de M. Greffier, p. 233 note.

¹³⁾ Notons ici que tout récemment, le 12 juillet 1898, une

B. *Analyse des arguments produits en faveur du*
« statu quo. »

109. Nous venons de voir que, dans des réunions de savants spécialistes tout aussi bien que dans les corps législatifs, on a souvent reconnu la nécessité de réformer l'organisation actuelle du casier judiciaire, pour écarter les graves inconvénients qu'elle présente. Une telle réforme est même en voie de s'accomplir.

Ce sont là tout au moins de fortes présomptions en faveur de l'idée qu'une réforme du casier est indispensable pour parer aux inconvénients signalés dans le chapitre précédent.

Mais beaucoup de criminalistes sont des partisans résolus du *statu quo*. Voyons sur quoi ils s'appuient pour s'opposer à toute réforme.

110. Sans avoir la prétention de présenter une véritable classification des diverses opinions émises en faveur du maintien de l'organisation actuelle du

proposition de loi sur le casier judiciaire et la réhabilitation a été déposée à la Chambre par MM. les députés Déjeante, Antide Boyer, Hugues, Groussier, Viviani, etc. La réforme qu'on propose consiste : 1° dans la dispense d'inscription (sur les extraits) des condamnations inférieures à un an de prison (sauf quelques exceptions) et 2° dans la création d'une réhabilitation de plein droit. V. *Journal officiel*, Docum. parlem., Chambre, 1898, p. 1469-1471.

casier, nous croyons pouvoir ranger les partisans du *statu quo* dans trois groupes :

1^o Dans le premier groupe entreraient ceux qui, sans nier l'existence des faits signalés par les partisans de la réforme (personne ne les a niés d'ailleurs), contestent formellement les déductions qu'on en a tirées, et estiment que si la publicité du casier entraîne quelquefois des conséquences mauvaises pour les libérés, ces libérés doivent, en bonne justice, subir les conséquences de leurs méfaits ;

2^o Nous rangerons dans un second groupe les partisans du *statu quo* qui reconnaissent plus ou moins nettement les inconvénients de la publicité du casier judiciaire, mais contestent la gravité de ces inconvénients. Les cas dans lesquels de fâcheuses conséquences résultent de la publicité du casier sont, d'après ces criminalistes, extrêmement rares. Il ne faudrait donc pas bouleverser une institution très utile pour donner satisfaction à de rares iniquités. Tout au plus, disent-ils, on pourrait prendre quelques « mesures complémentaires », qui seraient plus que suffisantes pour écarter les petits inconvénients de l'organisation actuelle du casier ;

3^o Dans un troisième groupe enfin, il faut ranger les criminalistes qui reconnaissent le mal et ne sont pas, en principe, hostiles à toute réforme, mais

préfèrent le *statu quo*, parce qu'ils estiment que les réformes proposées présentent des inconvénients plus graves que l'organisation actuelle.

Examinons de plus près ces diverses assertions.

111. Que disent ces partisans du *statu quo* que nous avons rangés dans le premier groupe ?

« Toute faute se paye dans la vie, disent-ils. Celui qui a volé, diffamé, brutalisé quelqu'un, doit plus tard supporter les conséquences fâcheuses ou douloureuses de l'infraction qu'il a commise » ⁽¹³⁾. Le casier, en révélant perpétuellement toutes les condamnations, fait ce qu'il doit faire et si, par hasard, il y a des libérés vraiment dignes d'intérêt, les sociétés de patronage viennent à leur secours et leur offrent le moyen de gagner honnêtement leur vie. D'un autre côté, ils ont à leur disposition la réhabilitation. »

La réplique n'est pas très difficile : S'il est vrai que toute faute se paye dans la vie, il n'est pas moins vrai qu'elle ne doit pas se payer plusieurs fois. Or, la flétrissure du casier est une seconde peine qui s'ajoute à la première, seule légitime. D'un autre côté, puisqu'il s'agit de faire payer une faute, il importe que la peine soit proportionnée à la faute. Or, la flétrissure du casier est toujours d'une inexorable perpétuité pour n'importe quelle faute.

¹³⁾ Compte rendu du 2^e Congrès national du patronage, tenu à Lyon (Rapport de M. Leveillé), p. 26.

D'autre part ce n'est pas précisément un moyen d'expier une faute que celui qui vous oblige d'en commettre d'autres pour pouvoir vivre, car si, sous prétexte de le punir, on chasse le libéré des emplois où il pourrait gagner sa vie par un travail honnête, on le pousse nécessairement au crime.

Les sociétés de patronage sont impuissantes à enrayer complètement le mal. Elles ne sont pas assez nombreuses : elles ne peuvent pas placer tous les libérés. Il en restera toujours beaucoup qui n'auront pas de travail et qui n'auront d'autre ressource que le métier criminel. Mais il y a une autre raison qui ne permet pas de s'opposer à une réforme, pour le motif que, grâce aux Sociétés de patronage, le mal serait conjuré : C'est que le législateur n'a pas le droit de créer des maux, de donner à une institution une organisation qui entraîne des conséquences fâcheuses, quitte à s'en remettre après à la bienfaisance privée ou publique pour réparer le mal qu'il a fait (d'autant plus que ces remédiations sont toujours aléatoires).

Quant à la réhabilitation, elle ne peut guère servir à remédier aux inconvénients signalés. Elle ne peut intervenir que quelques années après l'expiration de la peine. Trois ou cinq ans après sa sortie de prison, le libéré pourrait, grâce à la réhabilitation, produire un extrait de casier vierge et trouver du travail. Mais que fera-t-il jusqu'alors ? Il a besoin

de vivre et donc de trouver du travail immédiatement après sa sortie de prison. C'est à ce moment qu'il ne doit pas être gêné par son casier ⁽¹⁴⁾.

112. Passons maintenant aux partisans du *statu quo* rangés dans notre second groupe.

D'abord, disent-ils, est-il vrai que ce qu'on appelle la publicité du casier soit si large qu'on veut bien le prétendre ? Eh bien, non ; il y a une quantité de professions où le passé judiciaire de l'individu n'importe guère et la production de l'extrait du casier n'est pas, en principe, exigée. Donc le libéré peut toujours trouver du travail, à la condition de changer de profession, si besoin il y en a. Ce n'est pas là une chose impossible et c'est le moins qu'on peut demander à un membre indigne de la société ⁽¹⁵⁾.

¹⁴⁾ Cf. Discours de *M. Léveillé* dans la séance du 18 novembre 1891 de la Soc. gén. des Pris. *Bull. de la Soc.*, 1891, p. 1056. « Le malheureux est sorti hier de prison avec quelques sous dans sa poche, il a besoin aujourd'hui d'un morceau de pain et vous lui dites : il y a une belle invention, la réhabilitation qui a été embellie en 1885, dans trois ans vous pourrez en profiter... Ce n'est pas sérieux ! Ce qu'il faut au misérable, c'est du pain, du travail, non pas demain, non pas dans un an, ni dans deux ans, ni dans trois ans, mais tout de suite ! »

¹⁵⁾ « Si les libérés dits intéressants ne veulent pas, par une sorte de coquetterie ou d'amour-propre, se cantonner dans une profession déterminée et être employés par une personne déterminée ils arriveront certainement à trouver du travail », disait *M. G. Dubois*, dans la séance du 18 novembre 1891, de la Société générale des prisons, *Bullet. de la Soc.*, 1891, p. 1062-1063.

D'un autre côté, consultons les statistiques. Qu'y voyons-nous? Nous y voyons que sur 100 bulletins n° 2 délivrés dans un intérêt privé, il y en a 98 qui portent le mot « néant ». En 1888, sur 211.000 de pareils bulletins, 207.000 portaient le mot « néant » ⁽¹⁶⁾. Or, si l'on veut faire une réforme dans l'intérêt des libérés, on la fait dans l'intérêt de 2 0/0 de ceux qui se servent de notre institution. Il n'est pas raisonnable de bouleverser une si utile institution pour avantager une aussi infime minorité. Tout ce qu'on pourrait faire pour les libérés dignes d'intérêt ce serait de prendre quelques « mesures complémentaires » : de combler, par exemple, certaines lacunes de droit pénal ; d'admettre l'*admonition répressive*, de *supprimer les petites peines d'emprisonnement* ⁽¹⁷⁾ et d'un autre côté de changer certains règlements administratifs irrationnels qui exigent la production d'un extrait de casier vierge pour les plus insignifiants emplois ⁽¹⁸⁾.

Examinons ces arguments. On nous dit d'abord que l'inconvénient de la publicité du casier est plutôt illusoire. Elle n'inflige pas au libéré une « inca-

¹⁶⁾ V. L. Bonneville de Marsangy, La réforme du casier judiciaire, dans la *Gazette des Tribunaux*, 16-17 nov. 1891.

¹⁷⁾ A. Bonneville de Marsangy, dans son rapport sur le casier judiciaire fait à la Soc. génér. des Prisons, *Bullet. de la Soc.*, 1887, p. 300 et s.

¹⁸⁾ M. Berthélémy au Congrès du patronage de Lyon, *Compte rendu du Congrès*, p. 90.

pacité de travail », comme on l'a dit ; mais l'oblige tout simplement à changer quelquefois de profession ; il y a toujours des métiers où l'on n'exige pas la production de l'extrait du casier. Supposons, pour un instant, que la prémisse de ce raisonnement soit exacte, la conclusion est-elle réalisable ? Nous ne le croyons pas. En effet, une profession ne peut pas s'apprendre du jour au lendemain : il faut du temps. Or, le libéré, à sa sortie de prison, a tout de suite besoin de travail pour vivre, il n'a pas le temps d'apprendre une nouvelle profession. Mais on dira peut-être : il n'a qu'à apprendre le nouveau métier pendant qu'il est encore en prison. Oui, seulement un métier ne s'apprend pas seul : il faut quelqu'un qui veuille bien instruire le condamné ; et, d'ailleurs, il faut toujours du temps : un condamné qui doit faire seulement quelques jours ou un, deux, trois mois de prison, pourra-t-il pendant ce temps apprendre un nouveau métier ?

Mais ce n'est là, en définitive, qu'une question secondaire. La question principale est celle-ci : est-il vrai qu'il y ait des professions où l'on ne demande pas l'extrait du casier et, s'il en existe actuellement, garantit-on qu'il en sera toujours ainsi ? Tout porte à croire que le contraire arrivera. L'usage d'exiger l'extrait du casier s'étend de plus en plus. Le nombre des bulletins délivrés aux particuliers augmente sans cesse tous les ans : il était

de 4000 en 1874, il est arrivé à 163.000 en 1889, il a atteint 214.000 en 1892 ⁽¹⁹⁾.

Les partisans du *statu quo* ont une réponse toute prête à notre objection, réponse qu'ils ont donnée dans une circonstance analogue. Ils diront ceci : Si le nombre des professions où l'on ne demande pas l'extrait du casier est trop restreint et si bientôt on le demande partout, ce n'est pas par la réorganisation du casier qu'il faut réagir contre cet usage absurde, « c'est l'état d'esprit des patrons », les mœurs, non le casier, qu'il faudrait réformer ⁽²⁰⁾.

Mais nous demanderions à nos adversaires comment ils s'y prendront pour persuader aux patrons de certaines professions qu'ils doivent recevoir dans leurs ateliers ou chantiers les ouvriers que les autres patrons chassent?

Quant à l'argument tiré de la statistique, il est à peine besoin de remarquer qu'il manque de fondement. En effet, on nous dit bien le chiffre des individus indemnes de condamnation et des condamnés qui ont demandé des extraits. Mais on ne nous dit pas le chiffre des anciens condamnés qui ne demandent pas leurs extraits, parce qu'ils savent bien

¹⁹⁾ *Journ. off.*, Docum. parlem. Sénat, 1898, p. 431.

²⁰⁾ *Appleton*, ouvr. cit., p. 53. La chose avait été dite déjà depuis 1878 par *M. G. Dubois* au Congrès de Stockholm. V. *Compte rendu du congrès*, tome I, p. 482. Cf. aussi (p. la dégradat. civique), *ibidem*, p. 494, disc. de *M. Brakenhjelm*, sous-gouverneur de Stockholm.

que ces extraits ne peuvent que les gêner. A tous ceux-là une réforme du casier peut être utile. On voit facilement alors que la majorité se déplace. Mais l'argument statistique n'a aucune valeur encore pour une autre raison : c'est qu'il ne s'agit pas ici d'avantager une majorité ou une minorité ; mais de réparer un mal social. Le nombre des individus directement atteints n'importe donc point : quel que soit leur chiffre, le mal atteint en réalité la société tout entière.

Venons maintenant aux « mesures complémentaires » qu'on nous recommande.

Certes, les mesures proposées sont utiles et pourraient profiter souvent aux condamnés. L'*admonition répressive*, qui existe déjà, d'ailleurs, sous la forme de la condamnation conditionnelle (loi du 26 mars 1891) serait d'une grande utilité, si l'on ne devait pas l'inscrire au casier judiciaire (ou sur les extraits). La suppression des petites peines d'emprisonnement, leur remplacement par l'amende, l'adoption d'un système de prestation en nature pour le cas où l'amende ne peut être payée, etc., sont autant de mesures également recommandables, mais elles ne résolvent pas la question spéciale qui nous préoccupe. A vrai dire, ce ne sont là que des palliatifs. Lorsqu'un mal existe et qu'on en connaît la cause, il faut s'attaquer à celle-ci pour tarir dans sa source le mal existant. Or, le mal qui nous préoccupe est

l'acheminement des libérés vers la récidive. La cause nous la tenons : c'est la publicité du casier judiciaire ⁽²²⁾. Le véritable remède consiste donc dans la réorganisation en conséquence du casier judiciaire. Toute autre mesure ne peut pas suffire.

113. Nous arrivons maintenant au troisième groupe des partisans du maintien de l'organisation actuelle du casier judiciaire ⁽²³⁾.

Avec ceux-là la question change : il ne s'agit plus, en effet, de savoir si une réforme est ou n'est pas nécessaire : ils reconnaissent que les graves inconvénients de l'organisation actuelle du casier justifieraient une réforme. Mais il s'agit de savoir si une bonne réforme du casier est possible ; car les partisans du *statu quo* que nous avons rangés dans ce troisième groupe estiment — nous l'avons vu — que tout ce qu'on a proposé jusqu'à présent en fait de réforme du casier est pire que ce qui existe. Les arguments

²²⁾ Nous ne prétendons pas que c'est l'unique ni même la principale cause de la récidive, mais c'en est une certainement : des faits réels le prouvent. Nous n'essayerons pas de le prouver avec la statistique de la récidive (comme l'essaie *M. Theureau*, ouvr. cit., 71 et s.), parce que d'un côté la statistique ne nous fournit pas les éléments nécessaires pour le démontrer et d'un autre côté les statistiques actuelles ne nous permettent pas de connaître la proportion véritable des récidivistes. Cf. note 5 sous le n° 15.

²³⁾ Ce groupe de partisans du *statu quo* est certainement le plus nombreux. Il compte beaucoup de criminalistes de marque. Nous signalerons, parmi eux, notre savant maître, *M. A. Le Poittevin*.

qu'ils font valoir en faveur du *statu quo* sont donc, en définitive, des critiques adressées aux diverses réformes proposées. Nous ne saurions discuter ces arguments sans anticiper sur ce qui doit être dit dans les chapitres suivants. C'est là, en développant et en examinant chaque proposition de réforme — et surtout en défendant la solution adoptée par nous — que nous discuterons les critiques des partisans du *statu quo*.

Actuellement, et sous la réserve de réfuter ces critiques surtout quant à la solution adoptée par nous, nous pouvons considérer comme établie la nécessité d'une réorganisation du casier judiciaire, dans un sens que nous devons déterminer.

CHAPITRE III

RÉFORMES PROPOSÉES

114. Étudiés analytiquement, les divers systèmes proposés pour remédier aux inconvénients du casier judiciaire, se décomposent en sept propositions de réforme, dont deux visent spécialement la perpétuité des inscriptions du casier et les autres visent surtout la publicité du casier.

Les propositions de réformes ayant trait à la perpétuité du casier consistent : 1° dans l'établissement d'une sorte de « péremption » ou « prescription » des mentions du casier ; 2° dans la création d'une réhabilitation de plein droit.

Les autres propositions de réformes peuvent être ainsi formulées : 1° interdire d'une manière absolue la délivrance des extraits aux particuliers ; c'est ce qu'on a appelé la « clandestinité » du casier ; 2° octroyer au juge le pouvoir de tempérer la publicité du casier, en décidant que la condamnation qu'il prononce ne sera pas inscrite au bulletin n° 2, ou qu'il y aura sursis à l'inscription, ou enfin qu'elle

n'y sera inscrite que pour un certain temps ; 3° admettre l'application du droit de grâce aux inscriptions du casier judiciaire (considérées comme peine) ; 4° accorder à l'autorité pénitentiaire le droit de faire remise temporaire et définitive des inscriptions du casier ; 5° restreindre par un texte de loi la publicité du casier : décider que certaines condamnations ne seront pas inscrites sur les extraits délivrés aux particuliers.

115. Ces diverses propositions de réformes n'ont pas été toutes présentées séparément comme autant de systèmes différents. Au contraire, quelques-unes d'entre elles ont été présentées comme des éléments du même système reposant sur un principe unique.

Comme il importe de ne pas séparer des propositions qui se complètent, nous examinerons les divers systèmes tels qu'ils ont été présentés dans leur ensemble.

En nous plaçant à ce point de vue, il nous faudra distinguer trois systèmes : 1° le système de M. Bérenger qui propose la suppression de la publicité ; 2° le système de M. Leveillé, qui, considérant l'inscription au casier comme une peine, propose d'en tempérer les effets par diverses mesures de clémence : sursis à l'inscription accordé par le juge ; remise temporaire et définitive accordée par l'autorité pénitentiaire ; grâce accordée par le chef de

l'Etat ; 3° le système du projet de loi actuellement en discussion au Sénat (cf. n° 108), dont le principe fondamental est que la loi elle-même doit restreindre la publicité du casier en décidant que certaines condamnations ne seront pas portées sur les extraits délivrés à l'intéressé.

Il nous faudra en outre, examiner une proposition isolée tendant à l'institution d'une réhabilitation de plein droit.

Nous commencerons par cette dernière ⁽¹⁾.

¹⁾ A différentes reprises, notre savant maître, *M. Leveillé*, en exposant les diverses propositions de réforme sur le casier judiciaire, les a classifiées d'une façon très méthodique, qu'il est utile de rappeler ici. Il y a, dit *M. Leveillé*, quant à la question de la réforme du casier judiciaire, trois courants : certains criminalistes désirent le maintien du *statu quo*, d'autres réclament l'abolition du casier, comme institution administrative (de l'extrait délivré dans un intérêt privé), d'autres enfin veulent maintenir ce casier en le perfectionnant. Parmi les partisans du perfectionnement, il y a divergence sur le point de savoir qui doit faire la distinction entre les révélations nécessaires et les révélations inutiles. Trois opinions se sont fait jour sur ce point : 1° dans la première opinion, le législateur lui-même déterminera d'avance les condamnations qui ne seront pas portées aux extraits ; 2° dans une seconde opinion, ce sera le tribunal, lors du jugement qui, en prononçant la condamnation, ordonnera ou non l'inscription au casier ; 3° dans une troisième opinion, ce serait l'autorité administrative (pénitentiaire) qui, au moment de la libération, ferait remise de l'inscription au casier, au profit des condamnés méritants.

CHAPITRE IV

LA RÉHABILITATION DE PLEIN DROIT

116. Nous avons déjà constaté ⁽¹⁾ que la perpétuité du casier judiciaire ne constitue point à elle seule un inconvénient de notre institution. Elle ne devient un inconvénient que parce qu'elle est renforcée par la publicité du casier. Lorsqu'on veut donc remédier aux inconvénients du casier judiciaire, c'est à la simplicité, à elle seule, qu'il faut s'attaquer.

La plupart des criminalistes n'ont guère proposé autre chose, bien qu'ils se soient servis d'expressions prêtant à des malentendus. Ils nous ont parlé d'une certaine *prescription* ou *péremption des inscriptions du casier*, dont les effets se réduisent à ce que l'extrait délivré à l'intéressé ne mentionnera plus, après un délai à déterminer, certaines condamnations. En d'autres termes, après un certain temps, une condamnation pourra devenir secrète sous certaines conditions. Ce n'est là, en définitive, qu'une

¹⁾ Cf. plus haut n° 103, *in fine*.

restriction apportée à la publicité, une application timide de la clandestinité, dont nous examinerons la valeur dans le chapitre suivant.

Quelques criminalistes toutefois, et notamment M. Béranger, prenant le mot prescription dans son sens technique ordinaire, ont voulu lui donner — c'était logique — tous les effets qu'il comporte. Et alors ils ont préconisé, dans le but de remédier aux inconvénients du casier judiciaire et visant particulièrement la perpétuité du casier, la création d'une réhabilitation de plein droit ⁽²⁾.

Au lieu de demander la réhabilitation à la justice et de s'exposer ainsi à la divulgation du passé (les enquêtes, nécessaires pour que la justice puisse rendre son arrêt, ont souvent ce résultat), au lieu de cela, tous les effets de la condamnation s'effaceraient par le seul effet du temps.

117. Nous ne voyons aucun inconvénient à ce qu'on admette ces idées ; mais nous ne voyons pas non plus comment cela peut remédier aux maux qui nous préoccupent.

Quelle est, en effet, la situation à laquelle il s'agit de remédier ? C'est que le libéré, repoussé de partout à cause des révélations de son casier judiciaire, ne trouvant pas de travail pour gagner honnêtement sa vie, s'engage de nouveau dans la voie du crime. Or, est-ce apporter un remède à cette

²⁾ Cf. plus haut, note 13, sous le n° 108 et plus loin *App.* p. 251.

situation que d'accorder au libéré la plénitude de ses droits civils et politiques quelques années après sa sortie de prison ?

L'homme demande du pain tout de suite, le premier jour de sa libération et on lui offre le droit d'être juré, électeur et éligible 10 ou 20 ans après (*). On voit facilement que, si cette réhabilitation de plein droit peut avoir quelque utilité à d'autres points de vue, elle n'a, en réalité, rien à faire avec le problème des inconvénients du casier. La commission du casier l'a très bien compris et a déclaré que cette proposition « excédait (dit le rapport) les limites de son mandat ». Tel a été également l'avis de la commission du Sénat chargée d'étudier le projet de loi sur le casier : saisie par M. Bérenger d'une proposition analogue (de réhabilitation légale), elle la trouva étrangère au projet en discussion (*).

Mais on pourrait dire que la réhabilitation légale aura, au moins, au point de vue du casier, l'utilité de tempérer la perpétuité de ses révélations : l'inscription au casier, au lieu d'être perpétuelle, subsistera seulement 10 ou 20 ans. Le fait est exact ;

*) Cf. *Bulletin de la Soc. génér. des Prisons*, 1898 (juin), p. 872. Dans un amendement proposé au sein de la commission du Sénat, M. Bérenger, prévoit pour la réhabilitation de droit, un délai de 10 ans quand il s'agit de condamnations correctionnelles, et 20 ans quand il s'agit de condamnations criminelles. V. la note de la page 221.

*) V. rapport de M. le sénateur Godin, *Journ. off.*, Docum. parlem. Sénat, 1898, p. 416 et 417.

mais le résultat pratique de cette réforme, quant à la diminution des inconvénients du casier, sera nul. En effet, s'il s'agit d'un libéré qui est un brave homme, qui a eu la chance de trouver du travail, celui-là n'aura plus besoin après 10 ou 20 ans d'un extrait négatif du casier pour pouvoir entrer dans un atelier : il aura les recommandations des patrons antérieurs, qui valent mieux que le casier. Si le libéré, n'ayant pas trouvé de travail ou ne voulant pas travailler, a vécu d'expédients en tournant autour du Code pénal, la faveur de la réhabilitation ne se justifierait point. Enfin s'il s'agit d'un libéré qui n'ayant été reçu nulle part a repris la voie du crime alors la réforme ne s'appliquera pas ⁽⁵⁾.

La seule utilité que pourra avoir la réhabilitation de plein droit, proposée par M. Bérenger, ce sera de restituer les capacités électorales et autres à ceux qui ne peuvent ou ne veulent recourir à la réhabilitation ordinaire bien qu'ils la méritent. Mais c'est là, nous le répétons, une question étrangère au casier judiciaire : les incapacités électorales, etc., ne résultent pas du casier, mais des condamnations.

⁵⁾ Du moins en principe. Si toutefois on voulait l'appliquer aux récidivistes, on irait contre le but avoué des partisans des réformes : favoriser les méritants.

CHAPITRE V

LA PUBLICITÉ RESTREINTE PAR LA LOI

(Système du projet déposé au Sénat).

118. Nous avons vu plus haut ⁽¹⁾ comment est né le projet de loi sur le casier judiciaire qui est actuellement en discussion au Sénat. Il est surtout destiné à remédier aux inconvénients que présente l'organisation actuelle du casier. Nous allons examiner ici les réformes qu'il propose à ce sujet.

Mais, avant d'aborder cet examen, il convient de jeter un coup d'œil sur l'ensemble du projet, dont nous donnons, d'ailleurs, le texte à l'appendice.

L'organisation actuelle du casier judiciaire demeure, dans ses grandes lignes, intacte : ce sera toujours au greffe du tribunal civil du lieu de naissance du condamné ou au ministère de la justice, d'après la distinction connue, que seront localisés les renseignements judiciaires. Le casier enregis-

¹⁾ Cf. nos 107 *in fine* et 108.

trera les mêmes décisions qu'il enregistre aujourd'hui sauf une addition : les déchéances de la puissance paternelle seront, d'après le projet, inscrites au casier.

Le projet institue trois sortes de bulletins :

1° Un bulletin n° 1, ayant le même rôle que le bulletin n° 1 actuel ;

2° Un bulletin n° 2, délivrable aux magistrats et, dans certains cas, aux administrations publiques de l'Etat. Il est, en principe, le relevé intégral des condamnations constatées par les bulletins n° 1 applicable au même individu, à l'exception des décisions prononcées par application de l'art. 66 du Code pénal, qui ne seront jamais reproduites sur les extraits délivrés aux administrations de l'Etat ;

3° Un bulletin n° 3, délivrable exclusivement à l'individu qu'il concerne et consistant dans un relevé partiel des bulletins n° 1 applicables à la personne respective. Le bulletin n° 3 gardera le silence sur certaines condamnations légères et ne reproduira plus, à partir d'un certain temps écoulé depuis l'expiration de la peine, toute condamnation unique criminelle ou correctionnelle. C'est là la réforme essentielle faite par le projet. Elle est contenue dans les art. 8, 9, 10 et 11 du projet, dont on peut voir le texte à l'appendice de ce volume (p. 241).

119. On voit dans ces articles quel est le système de réforme adopté par la commission.

Considérant que certaines révélations du casier sont indispensables, tandis que certaines autres sont inutiles, la commission a estimé que le législateur doit lui-même décider quelles révélations sont inutiles, et, en conséquence, elle a énuméré dans les textes précités les cas où les mentions du casier resteront secrètes. Dans cette énumération, elle a tenu compte surtout de la gravité de la condamnation : les *faibles* condamnations ont été dispensées d'inscription au bulletin n° 3 (*).

D'un autre côté, pour tempérer la perpétuité des révélations du casier et récompenser la bonne conduite des libérés, la commission décida qu'à partir d'une certaine époque après l'expiration de la peine, toute condamnation unique quelconque ne sera plus inscrite sur le bulletin n° 3. C'est là ce qu'on a appelé la *prescription* ou la *péremption des inscriptions du casier*.

120. Examinons maintenant la valeur de ces réformes et commençons par cette dernière, dont nous avons déjà dit un mot dans le chapitre précédent.

*) Nous n'entrons pas dans les détails. Notons seulement que la commission s'est efforcée aussi de tenir compte de la nature du délit. Elle a voulu dresser d'abord une liste de tous les délits qui ne pouvaient bénéficier de la non-inscription sur le bulletin n° 3 (délits exceptés). Cette tentative échoua et la commission emprunta alors à la loi militaire de 1889 une liste de 5 délits exceptés. Cf. Rapport de *M. Brégeault*, V. *Bullet. de la Soc. gén. des Pris.*, 1893, p. 41 (article de *M. Leveillé* : Où en est la réf. du c. j.).

Sept ans après l'expiration de la peine, en cas de condamnation correctionnelle ; quinze ans après l'expiration de la peine, en cas de condamnation criminelle, l'ancien condamné aura droit à se faire délivrer un extrait de casier immaculé, s'il n'a pas subi une autre condamnation. Voilà en quoi consiste la réforme.

En dispensant de révélation toute condamnation unique après un délai, on n'a fait que supprimer la publicité en faveur du délinquant primaire à partir d'une certaine époque depuis l'expiration de la peine. C'est donc là une clandestinité tardive et timide qui, comme la réhabilitation judiciaire, aura l'inconvénient de venir trop tard pour pouvoir profiter à ceux qui méritent et, comme la réhabilitation de plein droit, aura le tort de servir le plus souvent à ceux qu'on ne veut pas avantager. En effet, les libérés qui auront travaillé honnêtement pendant 7 ou 15 ans, n'auront plus besoin, en règle générale, d'un extrait négatif du casier pour prouver leur honorabilité et trouver du travail : ils auront conquis l'estime de leurs compagnons et pourront produire des recommandations des patrons qui valent mieux que le casier. Au contraire, les libérés qui, bien que malhonnêtes, auront su tourner autour du Code pénal et n'ont pas encore réintégré la prison, ceux-là, dans l'impossibilité de produire une recommandation quelconque, auront recours,

dans 7 ou 15 ans, au casier immaculé pour tromper les patrons.

121. Passons maintenant à l'examen de restrictions apportées à la publicité par les art. 8 et 9 du projet.

Nous examinerons seulement les points fondamentaux du système.

Quels sont ces points fondamentaux ? Ils peuvent se réduire à trois :

1° L'extrait du casier ne reproduira plus tout le contenu du casier de la personne respective : certaines condamnations resteront secrètes ;

2° C'est le législateur qui doit décider *a priori* quelles condamnations seront portées sur les extraits et quelles condamnations seront dispensées de publicité ;

3° Dans cette sélection, le législateur doit s'inspirer de ce principe : les faibles condamnations devront être dispensées de publicité.

Examinons une à une chacune de ces trois idées fondamentales du système.

122. L'extrait du casier judiciaire délivré à l'intéressé, le bulletin n° 3, sera donc un extrait partiel ; il ne dira pas tout.

En présence de cette idée, certains partisans du *statu quo* sont venus dire : la création du bulletin n° 3, c'est l'introduction du mensonge dans les actes officiels. C'est s'engager dans une voie dangereuse

en détruisant la confiance qu'on a dans les actes officiels ⁽⁵⁾).

Cette objection ne porte pas. En effet, d'abord on ne sait pas encore quelle sera la formule du bulletin n° 3 : peut-être dira-t-elle que telles condamnations n'y peuvent pas être mentionnées, en vertu de la loi. Mais quand même la formule du bulletin ne le dirait pas, on ne peut parler de mensonge, parce que la loi est présumée connue par tous les citoyens et le bulletin n° 3 négatif aura simplement la signification qui résulte de la loi, c'est-à-dire que la personne visée n'a pas d'antécédents considérés comme graves par la loi ⁽⁶⁾).

Mais s'il est inexact de prétendre que le bulletin n° 3 sera un mensonge officiel, il n'est pas moins vrai que ces extraits du casier n'auront pas grande valeur. Le bulletin n° 3 négatif ne prouvera plus l'absence totale de condamnations et, comme on l'a dit un peu poétiquement, « d'insaisissables soup-

⁵⁾ *M. G. Dubois*, dans la séance (du 18 nov. 1891), de la Soc. gén. des Prisons disait qu'il y a là quelque chose comme une tromperie sur la marchandise vendue (car l'Etat fait payer les extraits), *Bullet. Soc.*, 1891, p. 1067. *M. L. Bonneville de Marsangy* considère un tel bulletin n° 3 comme un « mensonge officiel et légal », *Gazette des Trib.*, 16-17 nov. 1891 ; Cf. *Bull. Soc. Pris.*, 1893, p. 304.

⁶⁾ « J'y verrai, dit *M. Trarieux*, que cet homme n'a jamais été frappé d'une condamnation pouvant d'une manière fondamentale porter atteinte à sa considération. » *Bulletin de la Soc. gén. des pris.*, 1891, p. 845-846.

cons planeront sur les honnêtes gens ». Le bulletin n° 3 affirmatif, de son côté, ne sera plus satisfaisant : on soupçonnera toujours qu'il y a d'autres condamnations en dehors de celles qui sont mentionnées. Le résultat pratique sera que le patron dira à l'ouvrier : Les renseignements que me fournit votre extrait du casier ne me suffisent pas. Prouvez-moi par un autre moyen que vous n'avez jamais été condamné ou que vous n'avez subi que les condamnations inscrites sur votre extrait.

D'un autre côté l'extrait partiel peut porter un grand préjudice aux sociétés de patronage et par cela même aux libérés et à la société tout entière. Aujourd'hui, en effet, les sociétés de patronage connaissent exactement la vérité par le bulletin n° 2 et peuvent agir en conséquence. Avec l'extrait mutilé, elles ne sauront jamais au juste à quoi s'en tenir : « les libérés s'empresseront de nous tromper — dit un intelligent praticien du patronage — et nous tromperons involontairement les patrons ⁽⁷⁾ ». Cela est très grave, car il en résultera une défiance du public à l'égard des sociétés de patronage et cette institution utile et généreuse rencontrera de grandes difficultés dans l'accomplissement de sa mission.

En définitive donc la création du bulletin n° 3 n'est point une heureuse innovation.

⁷⁾ *M. Berthélémy*, dans la séance de la Soc. gén. des pris. du 13 mai 1891, *Bullet. de la Soc.*, 1891, p. 744.

123. Passons maintenant au second point fondamental de la réforme : c'est au législateur de décider *a priori* quelle condamnation sera portée à la connaissance des particuliers et quelle condamnation restera secrète.

Signalons d'abord les difficultés à peu près insurmontables d'une telle opération. La commission extraparlamentaire qui a préparé le projet, composée de personnes compétentes entre toutes, a essayé de dresser une liste des délits qui ne seront jamais dispensés de révélation et cette tentative a échoué⁸⁾. Une tentative analogue faite par la section législative du conseil d'Etat s'est terminée par un égal échec⁹⁾. Aussi les criminalistes réunis au congrès du patronage de Lyon ont-ils été presque unanimes à repousser la sélection des condamnations faites par le législateur.

Mais laissons de côté la question des difficultés que rencontrera le législateur dans le triage des révélations à faire et à ne pas faire et considérons les choses à un autre point de vue : examinons si le principe que nous étudions est justifiable en raison.

Pourquoi délivre-t-on des bulletins n° 3 ? Parce qu'on croit qu'il est utile de faire connaître aux em-

⁸⁾ Cf. note 4, sous le n° 118. V. aussi *Bull. Soc. gén. des pris.*, 1891, p. 1054, et *Compte rendu du Congrès nation. du patron. de Lyon*, p. 154-155, 158, 169.

⁹⁾ Rapport de M. le conseiller d'Etat *Jacquin*, dans *Journ. off.* Docum. parlem. Sénat, 1898, p. 438.

ployeurs possibles les antécédents judiciaires de l'homme qui leur offre son travail. Cette utilité ne peut consister qu'en ceci : du passé de l'individu qui se présente, moi, employeur possible, je puis tirer des déductions pour l'avenir. Cela étant, pourquoi le législateur se substitue-t-il à moi et fait-il un choix entre les révélations qui doivent m'être faites ? Le législateur est incapable de faire un choix conforme au but de la publicité accordée. Ce que je désire savoir lorsqu'un ouvrier sollicite que je l'occupe, c'est si, dans son passé, il n'y a pas quelque chose qui le rende impropre au poste qu'il veut obtenir. Voilà la vraie position de la question. Or, il est impossible au législateur de tenir compte de ce point de vue variable et subjectif du patron. Le législateur dissimule certains faits qu'il juge sans importance et, en réalité, il cache quelquefois justement les faits que l'employeur a surtout besoin de connaître ⁽¹⁰⁾.

124. Arrivons maintenant au troisième point fondamental du système : on dispensera de la publicité les condamnations légères.

Pourquoi cette faveur du silence n'est-elle accordée qu'à une partie des libérés ? Quel est, en somme, le but général de la réforme poursuivie ? On veut faciliter le reclassement des libérés, écarter

¹⁰⁾ Cf. *Congrès nat. du patron. de Lyon*, compte rendu, p. 167 (discours de *M. Chenest*).

ou diminuer l'impossibilité ou la difficulté qu'ils rencontrent pour trouver du travail. Il faut donc agir de telle sorte qu'en quittant la prison, le libéré trouve moyen de vivre. Or, cette nécessité n'existe-t-elle pas pour tous les libérés, quelle que soit la condamnation qu'ils ont subie? Et tous s'ils ne trouvent pas de travail, ne sont-ils pas poussés vers la récidive? Pourquoi faire entre eux des catégories?

D'un autre côté, quels libérés rencontrent le plus de difficultés à se placer? Ceux qui ont subi des condamnations légères? Pas du tout, ceux-là sont plus facilement accueillis. S'il s'agit, par conséquent, d'empêcher la récidive, c'est pour ceux qui ont subi de graves condamnations qu'il faut surtout innover.

Et l'on ne saurait répondre que les condamnés à des peines graves sont moins intéressants, moins dignes de pitié, etc., parce qu'il ne s'agit pas après tout de leur octroyer une faveur personnelle, mais bien plutôt de prévenir un mal social, qui est plus à craindre dans ce dernier cas que dans le premier.

125. En résumé, les réformes proposées par le projet de loi ne nous paraissent pas acceptables. Elles ne suppriment pas les inconvénients qu'elles devraient écarter et contredisent quelquefois les principes qui leur servent de fondement.

Il convient toutefois de remarquer que le principe de la réforme projetée est appliqué dans d'autres

pays, comme par exemple, en Italie où une catégorie entière et assez importante d'infractions — les contraventions (dans le sens du code italien) — ne figure jamais sur les extraits délivrés aux particuliers.

NOTE. — Pendant l'impression de ce volume, la discussion du projet de loi sur le casier fut reprise au Sénat, dans la séance du 8 décembre. Voici comment le rapporteur du projet (M. *Godin*) résumait dans cette séance les modifications demandées par le garde des sceaux actuel (M. *Lebret*) :

« M. le Garde des sceaux estime aujourd'hui que la déchéance de la puissance paternelle n'étant pas une condamnation, il y a lieu de la supprimer de l'énumération de l'article 1^{er}.

« M. le garde des sceaux, nous a demandé également de supprimer l'article 3 du projet primitif, qui avait pour but de mentionner sur le bulletin n° 4, qui est envoyé au greffe du tribunal, le signalement anthropométrique de la personne condamnée.

« Il a estimé que c'était là une mesure d'ordre administratif qui compliquerait singulièrement le bulletin n° 4, et qu'il valait mieux supprimer, au moins à titre de disposition législative, l'article inséré dans la loi.

« Mais les deux modifications principales que M. le garde des sceaux soutient et soutiendra devant le Sénat sont relatives au bulletin n° 3.

« M. le garde des sceaux estime que le bulletin n° 3 tel qu'il est établi par le projet, est quelque chose d'hybride, de peu compréhensible. Il pense qu'il peut donner lieu à de très vives critiques et qu'il vaut mieux le supprimer. Il estime que le bulletin à délivrer aux simples particuliers doit être en réalité, et sauf quelques exceptions, le bulletin ordinaire délivré aux administrations publiques et à la justice ; dans ces conditions, il a demandé à la commission la suppression de l'article 7 de la loi, relatif à la création de ce bulletin.

« M. le garde des sceaux, d'autre part, admet le principe de la prescription du casier judiciaire. Il pense qu'au bout d'un certain nombre d'années, les condamnations prononcées contre une personne quelconque doivent être considérées, au point de vue du casier, comme prescrites et, comme telles, rayées des casiers délivrés aux simples particuliers.

.....

« M. le garde des sceaux a admis enfin une autre disposition, soutenue devant la commission par l'honorable M. Bérenger : c'est la réhabilitation de droit » (*Journal offic.*, Déb. parlem. 1898, Sénat, p. 965)....

*

* *

Ajoutons que, dans les séances des 8 et 9 décembre, le Sénat a adopté, en première délibération, le projet de loi sur le casier judiciaire, en y introduisant presque toutes les modifications demandées par le Garde des Sceaux. Nous ne les donnons pas ici, ces modifications n'étant pas définitives.

CHAPITRE VI

LA PUBLICITÉ TEMPÉRÉE PAR DES MESURES DE CLÉMENTENCE (Système de M. Leveillé).

126. Le système dont nous abordons l'examen est à la fois simple et ingénieux. Il repose sur l'idée que l'inscription au casier judiciaire est une peine. Toutes les parties du système découlent logiquement de cette idée-mère : En faisant application à cette peine des principes du droit pénal, on doit reconnaître au juge le pouvoir de la prononcer ou non, suivant les cas et de la prononcer seulement pour un certain temps ; on doit reconnaître au chef de l'Etat le droit de gracier de cette peine ; enfin on peut octroyer à l'administration pénitentiaire le pouvoir d'en faire remise temporaire ou définitive.

Ce système dû à notre savant maître, M. Leveillé, a été exposé par lui d'abord dans le journal « Le Temps » (n^{os} des 3 et 27 mars et 1^{er} avril) et ensuite dans une séance de la société générale des prisons (¹),

¹) Séance du 18 nov. 1891, *Bullet. de la Soc.* 1891, p. 1047-1060.

dans un article publié dans le bulletin de la même société ⁽²⁾ et, en dernier lieu, au Congrès national du patronage tenu à Lyon en 1894 ⁽³⁾.

Le système a subi, sous la plume même de son savant auteur, diverses transformations : la quatrième partie du système n'y entrerait pas au début, elle a été ajoutée ultérieurement et, dans les derniers temps, M. Leveillé l'a détachée du système primitif pour lui donner une vie propre, la présentant comme suffisante à elle seule, pour écarter tous les inconvénients de l'organisation actuelle du casier judiciaire.

127. Voyons comment le système a été présenté et développé par son auteur.

Après avoir constaté les inconvénients de l'organisation actuelle du casier judiciaire, l'obstacle qu'il oppose au reclassement des libérés, M. Leveillé repousse l'idée de la suppression totale de la publicité (qui lui semble aller trop loin), et pose en principe qu'il faut distinguer entre les libérés méritants et les libérés non méritants ⁽⁴⁾. Pour les premiers seulement, il convient de faire une réforme ⁽⁵⁾.

²⁾ *Bull. Soc. gén. des pris.*, 1893, p. 37-51.

³⁾ Le rapport déjà cité, *Compte rendu du 2^e congrès nat. de patr.*, p. 25-29, et discours p. 89 et 153-157.

⁴⁾ Cf. au début de l'art. du 27 mars 1891 (*Le Temps*) : « Il faut avant toute chose, distinguer profondément parmi les libérés ceux qui méritent encore quelque intérêt et ceux qui n'en méritent plus. »

⁵⁾ Après avoir dit qu'il s'occupe des libérés intéressants,

Or, si l'on regarde les choses de plus près, on constate que la publicité du casier judiciaire n'est autre chose qu'une forme modernisée de peines humiliantes d'autrefois : la marque et l'exposition publique ⁽⁶⁾. L'inscription au casier judiciaire est donc une peine, une peine illégale sans doute (aucune loi ne la consacrant), mais qui réunit tous les autres éléments de la peine : 1° c'est une souffrance ; 2° elle est infligée par la société ; 3° elle punit une infraction à la loi. C'est une peine qui atteint le délinquant dans sa considération, comme l'affichage des arrêts de la Cour d'assises prévu par l'art. 36 du Code pénal ⁽⁷⁾.

Cette constatation est l'idée-mère du système, de laquelle découlent toutes les réformes proposées par M. Leveillé :

« 1° Puisque l'inscription au casier est une peine, il est naturel que le juge soit armé du pouvoir de

c'est-à-dire de ceux qui « n'ont pas commis autrefois un délit majeur » et de ceux qui sortis de prison depuis de longues années se sont admirablement conduits depuis, *M. Leveillé* ajoute : « Mais d'autre part, je ne veux pas aux risques et aux dépens de la sécurité générale, voiler complaisamment les antécédents des pires criminels. Je ne veux pas tout sacrifier à cette chimère compromettante et vaine : le reclassement en France même des malfaiteurs indignes. Cet autre résultat je déclare que je ne le poursuis pas, que je n'y travaille point et que je ne le souhaite pas ». *Journal Le Temps*, 3 mars 1891.

⁶⁾ *Journal Le Temps*, des 3 et 27 mars 1891.

⁷⁾ *Le Temps*, du 27 mars 1891.

l'ordonner ou de ne pas l'ordonner, suivant l'exigence des cas ;

« 2° Puisque l'inscription au casier est une peine, il est équitable qu'elle soit prononcée pour un temps déterminé ;

« 3° Puisque l'inscription au casier est une peine, il est constitutionnel que le chef de l'Etat puisse y mettre fin par la voie directe et expresse de la grâce ⁽⁸⁾ ».

C'était là, les seules propositions de réformes que faisait M. Leveillé dans son premier exposé du problème. Mais il y faisait déjà allusion aux procédés mis en œuvre pour la surveillance de la haute police par la loi de 1874, due à un jurisconsulte éminent M. Dufaure, dont il invoquait l'autorité ⁽⁹⁾. Or, dans cette loi, on avait appliqué, pour tempérer les effets de la surveillance de la haute police, une quatrième mesure, à savoir : la suspension administrative possible de la peine.

M. Leveillé compléta un peu plus tard son système en adoptant cette nouvelle conséquence du principe que l'inscription au casier judiciaire est une peine ⁽¹⁰⁾.

Il a été conduit à admettre cette quatrième me-

⁸⁾ *Le Temps*, 1^{er} avril 1891.

⁹⁾ Art. du *Temps*, 1^{er} avril 1891, *in fine*.

¹⁰⁾ Exposé fait dans la séance de la Soc. gén. des pris., du 18 nov. 1891, *Bull. de la Soc.*, 1891, 1. cit.

sure par la considération que la grâce « présente un danger : c'est que c'est une libération définitive. L'homme a pu jouer une comédie en prison et, une fois qu'il aura repris le grand air, il est possible que les mauvaises pensées d'autrefois reviennent, de sorte que la grâce présente des dangers dans certains cas » ⁽¹¹⁾.

D'ailleurs, une mesure analogue et plus radicale, pour ainsi dire, avait été admise par la loi du 27 mai 1885 : la libération conditionnelle. « Voici un homme qui est condamné à douze mois de prison ; il subit moitié de sa peine, il a payé moitié seulement de sa dette ; l'Administration peut à ce moment lui faire remise du restant de sa peine » ⁽¹²⁾. Pourquoi donc l'individu qui sort de prison après avoir subi antérieurement sa peine (entière), qui a, par conséquent, payé « toute sa dette et non pas seulement une fraction, ne serait-il pas exonéré conditionnellement de l'inscription au casier ? » ⁽¹³⁾

M. Leveillé (conformément, du reste, à ce que fait la loi de 1885 pour la libération conditionnelle) ne reconnaît pas au libéré un droit à la suspension de l'inscription au casier. C'est une faveur qui « sera accordée aux libérés intéressants et à ceux-là seule-

¹¹⁾ *Deuxième congrès national du patr. de Lyon*, compte rendu, p. 156 (discours de M. Leveillé). Cf. aussi *Bull. Soc. pris.*, 1861, p. 1057.

¹²⁾ *Bullet. de la Soc. gén. des pris.*, 1891, p. 1057.

¹³⁾ *Bullet. de la Soc. gén. des pris.*, 1891, p. 1058.

ment ». Et le savant auteur du système prend diverses précautions, pour faire que cette faveur ne soit accordée qu'aux libérés vraiment méritants. Il propose d'abord que la suspension de l'inscription au casier ne soit accordée que si elle est réclamée au profit d'un libéré par une société de patronage « qui joue le rôle d'une caution morale ⁽¹⁴⁾ ». D'un autre côté, la suspension de l'inscription, étant une épreuve, ne devra être prononcée que pour une durée courte, un an tout au plus. Mais elle sera susceptible de renouvellement toujours sur la demande d'une société de patronage ⁽¹⁵⁾. Après plusieurs renouvellements — après dix ans, par exemple, dit M. Leveillé — si le libéré se conduit toujours bien, « l'inscription, provisoirement suspendue au début, doit s'éteindre silencieusement discrètement sans aucune procédure ⁽¹⁶⁾ ».

Voilà dans son ensemble l'ingénieux système de réformes préconisé par M. Leveillé.

128. Dans les derniers temps, « pour faire accueillir plus facilement » ses propositions de réforme notre savant maître a détaché de son système la

¹⁴⁾ La libération conditionnelle subordonnée ou non, suivant les cas, au dépôt d'un cautionnement. M. *Leveillé* exige toujours ici la caution morale d'une société de patronage.

¹⁵⁾ « L'administration statuera toujours, dit M. *Leveillé*, sans bruit, sans formalités, sans frais ». Cela est nécessaire pour faire œuvre utile.

¹⁶⁾ *Bullet. de la Soc. gén. des pris.*, 1894, p. 4058.

dernière proposition qu'il maintient « envers et contre tous ». Il croit, d'ailleurs, que toute la solution du problème se trouve là ⁽¹⁷⁾.

En effet, le casier judiciaire ne devient « véritablement meurtrier pour le condamné » qu'au moment de la libération. A l'époque de la condamnation, l'inscription au casier pourra humilier le condamné, mais elle ne peut pas l'empêcher de trouver du travail : « il en trouvera à la prison ». Au contraire, « la libération c'est l'heure de la crise », car « pour ce jour-là le libéré mange, il faut que ce jour-là le libéré travaille » ⁽¹⁸⁾ et le casier l'empêche de trouver du travail. C'est donc à ce moment-là, tout de suite, qu'il faut faire intervenir le remède efficace : la suspension de l'inscription au casier.

129. Le système de M. Leveillé a été vivement critiqué.

On a constaté, d'abord, le point de départ du système. L'inscription au casier judiciaire n'est pas une peine, a-t-on dit, parce que sa publicité est subordonnée à la volonté de l'intéressé : il est libre de ne pas produire l'extrait de son casier. S'il le fait c'est qu'il le veut bien. Or, ce n'est pas une peine la souffrance que le coupable s'inflige lui-même ⁽¹⁹⁾.

⁽¹⁷⁾ *Bullet. de la Soc. gén. des pris.*, 1893, p. 47.

⁽¹⁸⁾ *Bullet. de la Soc. gén. des pris.*, 1891, p. 1056.

⁽¹⁹⁾ *Bull. Soc. gén. pris.*, 1891, p. 1071 et 1072 (disc. de M. G. Dubois, séance du 18 nov. 1891).

Mais, comme nous l'avons remarqué ailleurs, on ne peut guère parler ici de liberté : si l'individu ne veut pas produire son extrait du casier, il n'aura pas de travail, il mourra de faim. Donc la production de l'extrait lui est imposée d'une manière absolue. D'un autre côté, comme on l'a très bien dit, le casier agit, comme l'ancienne marque. Personne ne peut forcer l'individu marqué à se devêtir pour montrer sa marque. Mais tous les citoyens honnêtes peuvent montrer leur épaule intacte ; l'individu marqué ne le peut pas. La même chose se produit avec le casier : ceux qui sont indemnes de condamnations peuvent montrer un extrait négatif, les autres ne le peuvent pas.

Certains auteurs, tout en admettant l'idée-mère du système de M. Leveillé, ont contesté les déductions qu'il en a tracées. On a dit : l'inscription au casier ne peut être qu'une peine accessoire. Or, les peines accessoires : 1° sont encourues de plein droit sans que le juge ait à les prononcer ; 2° elles sont toujours perpétuelles ; 3° elles ne sont pas susceptibles de remise gracieuse ⁽²⁰⁾. Même en supposant que cela soit exact (c'est inexact pour l'interdiction de séjour et c'était inexact pour la surveillance de la haute police), ces critiques ne portent pas. M. Leveillé, en effet, ne dit pas que les diverses parties

²⁰⁾ *Appleton*, Réf. du cas. jud., p. 39 et 40.

de son système sont consacrées par la législation existante (s'il en était ainsi, il n'aurait rien à proposer); mais il propose des réformes pour l'avenir.

Ce qu'on peut donc discuter, c'est si ces réformes sont justifiables juridiquement. On l'a contesté, quant à la grâce, en disant que la constitution ne permet pas une extension de ce droit du chef de l'Etat telle que la propose M. Leveillé ⁽²¹⁾. Cela ne nous paraît pas exact et le savant auteur du système a démontré que cette critique est mal fondée : il ne s'agit pas, comme on le prétend, d'une « amnistie individuelle », mais d'une grâce ordinaire ⁽²²⁾.

130. Passons à la question qui nous intéresse particulièrement : les diverses réformes proposées par M. Leveillé sont-elles de nature à écarter les inconvénients de l'organisation actuelle du casier judiciaire ?

Quant à la grâce, pour commencer par elle, nous ne la croyons pas en mesure d'y apporter un remède efficace. En effet, la grâce, comme la réhabilitation et toute « prescription » ou « péremption » des inscriptions du casier ne peut intervenir, du moins en principe, que quelque temps après la sortie de prison et, comme le disait très bien l'auteur du système « la libération c'est l'heure de la

²¹⁾ V. *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, tome 137, l. c. : opinion de M. Colmet de Santerre.

²²⁾ *Bull. de la Soc. gén des pris.* 1893, p. 49.

érise. » Quelque temps après, le remède viendra trop tard ou ne sera plus nécessaire. Parce que, pour la grâce, il n'y a pas de délai fixe, comme pour les autres mesures citées, elle présente évidemment plus de souplesse, pour ainsi dire, et peut, pour cette raison, rendre quelquefois d'importants services. Mais ce n'est pas là un remède efficace pour écarter les inconvénients du casier.

Par contre, la remise de l'inscription par voie administrative, ou ce qu'on a appelé « le sursis à l'inscription », nous paraît être un moyen très ingénieux et capable d'écarter les inconvénients du casier, à la condition qu'on en fasse une application irréprochable. Mais cette condition est difficile à remplir. L'administration pourra se prononcer en connaissance de cause, quand il s'agira d'un individu qui est resté longtemps dans la prison, mais pour ceux qui y sont restés quelques jours ou même 2, 3 mois, l'administration ne saura pas souvent à quoi s'en tenir. D'un autre côté, la condition exigée pour obtenir le sursis (l'appui d'une société de patronage) est de nature à priver de cette faveur beaucoup de condamnés dignes d'être avantagés.

D'autre part, malgré les grands avantages que peut présenter cette proposition de réforme, il nous semble difficile d'y souscrire en face surtout de cette considération : la remise de l'inscription mettra dans une fausse position le pouvoir public et la société de

patronage, parce qu'on devra dissimuler aux employeurs les antécédents du libéré : on cachera sciemment la vérité. Cela nous paraît grave et pourrait même entraîner pour l'administration ou pour la société de patronage des responsabilités envers l'employeur.

Quant à l'idée de reconnaître au juge le droit de prononcer l'inscription ou la non-inscription au casier, suivant le cas, l'auteur même du système a reconnu plus ou moins nettement que cette idée ne peut pas conduire au résultat désiré : « Lorsqu'un juge voit un inculpé passer devant lui, il l'étudie pendant une heure, un jour peut-être ; mais, quelle que soit l'habitude des magistrats, le juge peut se tromper », dit M. Leveillé lui-même ⁽²³⁾.

131. Il nous reste à dire un mot sur le fondement du système de M. Leveillé.

L'inscription au casier judiciaire est une peine, dit notre savant maître ; mais une peine qui produit des conséquences fâcheuses pour la société : elle pousse les libérés vers la récidive. Il convient donc — continue M. Leveillé — de remédier à ces graves inconvénients, en reconnaissant au juge, au chef

²³⁾ *Bullet. de la Soc. gén. des pris.*, 1891, p. 1057. M. Berthélemy au Congrès de Lyon (Compte rendu, p. 167), critiquait cette idée, en disant que les juges vont accorder ou non le sursis d'après l'opinion qu'ils auront sur les effets de la publicité du casier judiciaire.

de l'Etat, à l'administration des pouvoirs de nature à enrayer le mal.

Les prémisses de ce raisonnement sont très justes, mais la conclusion ne cadre pas avec elles. En effet, s'il s'agit d'une peine, pour qu'elle soit admise dans une législation, pour qu'elle soit justiciable, il faut qu'elle ait des effets utiles et moralisateurs. Or, M. Leveillé reconnaît que loin d'avoir ce résultat, la peine de l'inscription au casier judiciaire pousse le libéré vers la récidive, agrandit un mal social. Cela étant, quelle est la justification de cette peine ? Nous ne la voyons pas. Car il faut espérer qu'on n'ira pas chercher sa justification dans l'utilité que peuvent tirer certains employeurs de la connaissance des antécédents des ouvriers. Cela ne peut pas constituer le fondement d'une pénalité.

La publicité du casier judiciaire étant une peine que rien ne justifie et qui a même des conséquences fâcheuses pour la société, le devoir du législateur est de la supprimer.

C'est là, il nous semble, la conclusion logique du raisonnement sur lequel repose le système de M. Leveillé.

CHAPITRE VII

SUPPRESSION DE LA PUBLICITÉ

(Système de M. Bérenger)

132. La suppression de la publicité du casier judiciaire est, pour ainsi dire, la solution naturelle, qui vient tout de suite à l'esprit, lorsqu'il s'agit de trouver un moyen de remédier aux inconvénients du casier. En effet, ces inconvénients dérivent, nous l'avons vu, de la publicité du casier judiciaire. En supprimant cette publicité on est sûr de tarir le mal dans sa source ⁽¹⁾.

Ce n'est, d'ailleurs, là que le retour à la tradition, car, comme nous l'avons constaté, les registres de condamnations et les sommiers judi-

¹⁾ Cf. *H de Forcrand* (procureur de la République à Uzès), La réf. du c. j. (dans le *Journal du ministère public*, 1891, p. 87) : « ...il faut., supprimer absolument la faculté accordée, jusqu'à ce jour, aux particuliers de retirer les extraits du casier judiciaire qui les concernent, car de cette faculté seulement est venu tout le mal ». V. note suivante : le promoteur du système va un peu plus loin en proposant d'interdire même la délivrance des extraits aux administrations publiques.

ciaires qui ont précédé le casier étaient essentiellement secrets (cf. n° 10).

Le promoteur de cette proposition de réforme est M. le sénateur Béranger. C'est, du reste, M. Béranger qui a le premier posé nettement le problème de la réforme du casier judiciaire et, dès le début, il préconisa, comme remède aux inconvénients existants, la clandestinité du casier judiciaire ⁽²⁾. Avec une grande chaleur de conviction il a prêché partout la nécessité de cette réforme radicale : au Sénat ⁽³⁾ à la Société générale des prisons ⁽⁴⁾, à l'Académie des Sciences morales et politiques ⁽⁵⁾, au sein de la commission extra-parlementaire chargée d'élaborer le projet de loi sur le casier.

Mais il faut reconnaître que nulle part la proposition de M. Béranger n'a réuni beaucoup d'adhésions.

Voyons quels sont les reproches qu'on lui fait.

133. Certains criminalistes se sont contentés de

²⁾ « Le remède le plus efficace serait, à coup sûr, d'interdire d'une façon absolue la délivrance du casier même aux intéressés, même aux administrations publiques, sauf dans des cas exceptionnels, dont le parquet serait seul juge, comme, par exemple, la nécessité pour un citoyen de démontrer la fausseté d'une accusation... » *Bull. de la Soc. gén. des pris.*, an. 1887, p. 443.

³⁾ Discours cité, *Journ. off.*, Débats parlein. Sénat, 1890, p. 703 et 704.

⁴⁾ Dans les séances de la Soc. du 18 mai 1887 (*Bullet. de la Soc.*, 1887, p. 490-495), et du 17 juin 1891 (*Bullet. de la Soc.*, 1891, p. 852-861).

dire que cette réforme serait trop radicale, que la publicité du casier judiciaire est entrée dans les mœurs publiques et privées et qu'il est très difficile de remonter le courant.

Nous ne croyons pas qu'on doive s'arrêter devant cette objection. Quelque radicale que soit une réforme, quels que soient les changements qu'elle doit entraîner, on ne saurait la repousser pour cette simple raison, du moment qu'elle constitue un progrès sur le *statu quo*.

Mais c'est là, il est vrai, un point très contesté pour la proposition de réforme faite par M. Bérenger.

Le grand grief formulé contre cette proposition de réforme, c'est que la suppression de la publicité porterait préjudice aux honnêtes gens. Ceux-ci, en effet, tirent, dit-on, de la publicité actuelle deux grands avantages : elle leur permet d'obtenir une attestation officielle d'honorabilité (qui, le cas échéant, leur facilite le placement) ; elle leur permet d'un autre côté, de ne plus introduire dans leur maison ou dans leur atelier des individus tarés. En supprimant la publicité du casier, on prive de ces légitimes avantages les honnêtes gens, au profit des libérés. On sacrifie ainsi les intérêts des honnêtes gens aux intérêts des criminels et on donne une prime à la criminalité⁽⁶⁾.

⁽⁶⁾ *Bull. Soc. gén. pris.* 1891, p. 1074 (discours de M. G. Dubois). Cf. *Appleton*, Réf. du c. j. p. 62 et 63 : « Pour les tra-

Cette critique peut paraître, au premier abord, très embarrassante. Mais en l'examinant de plus près, on constate qu'elle repose sur une confusion. En effet, il n'est pas exact de dire que les intérêts qui se trouvent en présence sont, d'un côté, l'intérêt des honnêtes gens et l'intérêt des libérés. La vérité est qu'il y a à faire la balance entre l'intérêt de quelques-uns et l'intérêt de la Société tout entière. Car, comme nous l'avons vu, la publicité du casier judiciaire pousse les libérés à la récidive et aggrave ainsi le mal. La Société tout entière étant intéressée à enrayer cet acheminement des libérés vers la récidive, son intérêt réclame la suppression de la publicité du casier. En face de cet intérêt social considérable, nous trouvons l'intérêt, certes, légitime, mais relativement peu important, de quelques-uns, de ceux qui sont plus à l'aise de prouver leur indemnité de toute condamnation ou de connaître les antécédents d'un tiers par l'intermédiaire du casier judiciaire que par les moyens autrefois en usage.

Poser ainsi la question dans ses vrais termes, c'est la résoudre en faveur de la suppression de la publicité du casier judiciaire : on doit toujours sacrifier aux intérêts de la Société tout entière les intérêts

vailleurs honnêtes qui n'ont pas de recommandation, le casier judiciaire est le meilleur des certificats... Combien de fois le casier n'a-t-il pas tiré de la misère des braves gens, qui, grâce à lui, ont pu se procurer du travail ! Faut-il leur préférer les criminels ? »

de quelques-uns de ses membres quels qu'ils soient.

134. D'autres critiques de moindre importance ont été formulées contre le système de M. Bérenger. Elles ont, d'ailleurs, presque toutes le même point de départ que le grief principal, dont nous avons parlé.

Ainsi l'on a dit : avec le système de la clandestinité, l'honnête homme calomnié ne pourra plus anéantir facilement les calomnies. Mais il n'aura qu'à traduire son calomniateur devant la justice et, à la rigueur, on pourrait admettre qu'on a le droit de requérir, au cours d'un procès, une copie de son casier judiciaire pour administrer une preuve devant la justice.

On a dit ensuite : ce dont on se plaint actuellement, c'est que l'employeur, ayant à choisir entre un libéré et un homme qui présente un extrait négatif, préférera ce dernier et le libéré devra mourir de faim. Avec la clandestinité, le contraire arrivera ; l'honnête homme périra de faim, alors que le libéré aura pris sa place ⁽⁷⁾. Ainsi formulée, l'objection n'est pas fondée ; mais il est vrai que sous le régime de la clandestinité, le libéré et l'homme qui pourrait actuellement produire un extrait négatif seront mis sur un pied d'égalité. Et cela est tout ce qu'il y a de plus juste : ils ont le même droit de gagner honnêtement leur vie par le travail.

⁷⁾ *Bull. Soc. gén. de Paris*, 1891, p. 1074.

135. Le système de la clandestinité du casier judiciaire résiste à toutes les critiques dirigées contre lui. Aussi croyons-nous que, pour cette fois, ce retour au passé constitue un réel progrès sur l'état actuel : La suppression de la publicité est le seul remède efficace contre les inconvénients de l'organisation actuelle du casier judiciaire.

Nous pensons toutefois qu'il y aurait à apporter une restriction à la clandestinité absolue, à savoir : les sociétés de patronage doivent être mises à même de connaître avec certitude les antécédents des libérés qui se mettent sous leur protection. Il est nécessaire qu'elles sachent l'exacte vérité pour agir en conséquence. Sans cela, trompées par les libérés, les Sociétés tromperaient les employeurs et finiraient par perdre leur confiance.

Vu par le président,
LEVEILLÉ

Vu par le doyen,
GARSONNET

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD

APPENDICE

1. FRANCE

A. *Tableau chronologique des principales Circulaires de la Chancellerie relatives au casier judiciaire, avec indication des tomes et pages des publications où elles se trouvent.*

Abréviations : B. O. = Bulletin officiel du min. de la Just.; G. D. = Gillet et Demoly, Analyse des circulaires ; R. off. = Recueil offic. des instr. et circ. du min. de la Justice (Voir Bibliographie, III).

1850.	Nov. 6 ;	R. off. II, p. 146.	1878.	Nov. 30 ;	B. O. 1878, p. 124.
»	Déc. 30 ;	» 167.	»	Déc. 21 ;	» » p. 132.
1851.	Juin 4 ;	G. D. N° 3493.	1879.	Déc. 4 ;	» 1879, p. 247.
»	Juillet 1 ;	R. off. II, p. 183.	1880.	Nov. 15 ;	» 1880, p. 264.
1853.	Mai 23 ;	» 225.	»	Déc. 20 ;	» » p. 283.
1855.	Août 30 ;	» 319.	1881.	Déc. 28 ;	» 1881, p. 161.
1856.	Juillet 1 ;	» 338.	1882.	Déc. 2 ;	» 1882, p. 228.
1859.	Oct. 23 ;	» 469.	1883.	Mai 31 ;	» 1883, p. 53.
»	Déc. 10 ;	» 479.	1884.	Déc. 4 ;	» 1884, p. 221.
1862.	Mai 20 ;	» 520.	1885.	Avril 17 ;	» 1885, p. 56.
»	Déc. 1 ;	» 532.	»	Oct. 24 ;	» » p. 201.
1867.	Août 8 ;	G. D. N° 4237.	»	Déc. 5 ;	» » p. 210.
1868.	Déc. 8 ;	R. off. III, 136.	1886.	Avril 10 ;	» 1886, p. 64.
1869.	Nov. 29 ;	» 147.	»	Mai 18 ;	» » p. 73.
1871.	Nov. 25 ;	» 176.	»	Déc. 4 ;	» » p. 180.
1872.	Nov. 30 ;	» 233.	1887.	Août 1 ;	» 1887, p. 158.
1873.	Déc. 30 ;	» 268.	»	Déc. 7 ;	» » p. 231.
1874.	Févr. 19 ;	» 282.	1888.	Juin 4 ;	» 1888, p. 95.
»	Nov. 28 ;	» 315.	»	Déc. 15 ;	» » p. 260.
»	Déc. 15 ;	» 318.	1889.	Mars 15 ;	» 1889, p. 18.
»	Déc. 18 ;	» 321.	»	Avril 6 ;	» » p. 77.
1875.	Avril 28 ;	» 347.	1890.	Janv. 8 ;	» 1890, p. 4.
»	Août 27 ;	» 363.	1891.	Mars 13 ;	» 1891, p. 32.
»	Déc. 8 ;	» 407.	»	Avril 11 ;	» » p. 155.
1876.	Août 14 ;	B. O. 1876, p. 145.	»	Juillet 21 ;	» » p. 348.
»	Déc. 6 ;	» » p. 244.	»	Déc. 19 ;	» » p. 546.
1877.	Mai 5 ;	» 1877, p. 53.	1893.	Déc. 28 ;	» 1893, p. 253.
1878.	Févr. 20 ;	» 1878, p. 6.	1894.	Févr. 17 ;	» 1894, p. 11.
»	Juill. 20 ;	» » p. 68.	1896.	Déc. 31 ;	» 1897, p. 2.

B. *Formule du bulletin n° 1*, telle qu'elle a été établie par la circulaire de la Chancellerie du 8 janvier 1890.

C'est ici que doit être inscrit le mot
récidiviste quand il y a lieu.

N° 1

18.....

BULLETIN

individuel

à classer

alphabétiquement

au greffe du tribunal

d.....

COUR D'APPEL

d.....

TRIBUNAL CIVIL

d.....

Renseignements :

Célibataire

Marié

Veuf

Nombre d'enfants :

Signes particuliers :

Ici : le *nom*, les *prénoms* (*Ajouter les surnoms ou sobriquets, quand il y en a*)

fils de.....

et de.....

âgé de.....ans, étant né le.....à.....

arrondissement d.....département.....

demeurant à.....arrondissement d...

Profession :

.....

Condamné par (*arrêt ou jugement*) du ou de la (*cour ou tribunal*) en date du.....

à la peine de..... pour crime ou

délit de..... (*bien spécifier la nature de**l'infraction pour faciliter la surveillance du**parquet de la Cour*) commis le.....

par application des articles.....

Vu au parquet :

Le Procureur de la République,

Vu au parquet d...

Pour extrait conforme

(Timbre du Tribunal)

Le..... 18.....

*Le Procureur général,**Le Greffier en chef,*

C. *Formule du bulletin n° 2*, telle qu'elle a été établie par la circulaire du 8 janvier 1890.

N° 2

EXTRAIT
du casier
du

Tribunal
d:.....

RELEVÉ

Des bulletins individuels de condamnation alphabétiquement classés au casier judiciaire.

Concernant le nommé
né à
le
de (père)
et de (mère)
domicilié à
Etat civil et de famille
Profession

Dates des condamnations	Cours ou Tribunaux	Nature des crimes ou délits	Date précise des crimes ou délits et contre (quantité, mois et année)	Nature et durée des peines	OBSERVATIONS

Timbre du Tribunal,

Certifié conforme
par le greffier soussigné,
le 48 .

VU AU PARQUET,
par le Procureur de la République,

Nota. — Ne pas manquer de relever les condamnations dans l'ordre chronologique.

D. Tableau des prix des bulletins n° 2.

(donné par la circ. du 8 janvier 1890, avec la modif. faite par la loi du 26 janvier 1862)

		Délivrés au Ministère public (circ. 6 nov. 1850, V).	0.25
		Délivrés aux Tribunaux de commerce (circ. 2 déc. 1882).	0.25
Délivrés aux administrations publiques.	Guerre	Elèves des écoles préparatoires (circ. 6 déc. 1876, § 28).	0.25
		Gendarmerie: candidats (circ. 15 nov. 1880, XX).	0.25
		Société de protection des engagés volontaires dans les maisons d'éducation correctionnelle (circ. 25 févr. 1884).	0.25
		Jeunes soldats des classes (états nominatifs, par bulletin).	0.15
		Pour le mot <i>néant</i> (cir. 17 avril 1885)	0.05
		Personnel civil employé dans les établissements militaires (circ. 4 ^{er} août 1887, II)	0.25
		Employés des établissements maritimes (circ. 28 avr. 1875, II).	0.25
		Elèves des écoles préparatoires (circ. 6 déc. 1876, § 28)	0.25
		Marins inscrits et levés pour le service de l'Etat (circ. 24 octobre 1885).	0.15
		Gens de service (circ. 20 févr. 1878).	0.25
	Marine	A titre de renseignements administratifs (circ. 4 juin 1831)	0.25
		Société de secours mutuels (circ. 6 déc. 1876, § 27)	0.25
		Manufactures de l'Etat (circ. 8 janv. 1890, § 2).	0.25
		Revision des listes électorales (circ. 8 janvier 1890, § 3). Par bulletin affirmatif.	0.25
		Par bulletin négatif	0.15
	Lycées		
	Administrations publiques diverses		
Délivrés aux particuliers		Dans un intérêt privé (loi du 26 janvier 1892, art. 5).	1.25
		Pour service militaire (circ. 30 nov. 1878, § 10).	1.00

PROJET DE LOI SUR LE CASIER JUDICIAIRE

Elaboré par la commission extraparlamentaire et déposé sur le bureau du Sénat le 22 octobre 1891 par M. Fallières, Garde des Sceaux.

Le texte tel qu'il est sorti des délibérations de la commission extraparlamentaire.

Les modifications faites par la commission du Sénat.

Art. 1. Le casier judiciaire, établi au greffe de chaque tribunal de première instance, reçoit, en ce qui concerne les personnes nées dans la circonscription du tribunal et après vérification de leur identité aux registres de l'état civil, des bulletins n° 1, constatant :

1° Les condamnations contradictoires ou par contumace et les condamnations par défaut non frappées d'opposition prononcées pour crime ou délit par toute juridiction répressive ;

2^a Les décisions prononcées par application de l'art. 66 du Code pénal ;

3° Les décisions disciplinaires prononcées par l'autorité judiciaire et celles qui, prononcées par une autorité administrative, entraînent ou édictent des incapacités ;

Art. 1. Le greffe de chaque tribunal de première instance reçoit, en ce qui concerne les personnes nées dans la circonscription du tribunal et après vérification de leur identité, etc. (*comme ci-contre*).

4^e Les jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire ;

5^e Les déchéances de la puissance paternelle ;

6^e Les arrêtés d'expulsion pris contre les étrangers.

Art. 2. Il est fait mention sur les bulletins n^o 1 des grâces, commutations ou réductions de peine, des décisions qui suspendent l'exécution d'une première condamnation, des arrêtés de mise en libération conditionnelle et de révocation, des réhabilitations et des jugements relevant de la relégation, conformément à l'art. 16 de la loi du 27 mai 1885.

Sont retirés du casier judiciaire : les bulletins n^o 1 relatifs à des condamnations effacées par une amnistie, à des déclarations de faillite, de liquidation judiciaire ou de déchéance de la puissance paternelle ultérieurement rapportées.

Art. 3. Le bulletin n^o 1 doit présenter le signalement anthropométrique du condamné dans tous les cas où il a été relevé.

Art. 4. Le casier judiciaire central, institué au ministère de la justice, reçoit les bulletins n^o 1 concernant les per-

Art. 2. (Comme ci-contre).

(Ajouté au premier alinéa) :
et des décisions qui rapportent les déchéances de la puissance paternelle ou les arrêtés d'expulsion.

Sont retirés du casier judiciaire : les bulletins n^o 1 relatifs à des cond. eff. par une amnistie ou réformés en conformité d'une décision de rectification du casier judiciaire.

Art. 3. (Comme ci-contre).

Art. 4. (Comme ci-contre).

sonnes nées à l'étranger, dans les colonies ou dont l'acte de naissance n'a pas été inscrit sur les registres de l'état civil.

Art. 5. Le bulletin n° 2 est le relevé intégral des bulletins n° 1 applicables au même individu.

Il est délivré aux magistrats du parquet et de l'instruction.

Il l'est également aux administrations publiques de l'Etat en vue de l'obtention d'emplois publics, de poursuites disciplinaires ou d'une école privée, conformément à la loi du 30 octobre 1886.

Toutefois, les décisions prononcées par l'application de l'art 66 du Code pénal ne sont jamais mentionnées sur les bulletins n° 2 délivrés aux administrations publiques de l'Etat.

Les bulletins n° 2 réclamés par les administrations publiques de l'Etat, pour l'exercice des droits politiques, ne comprennent que les décisions visées par les lois militaires, maritimes ou politiques.

Lorsqu'il n'existe pas de bulletins n° 1 au casier judiciaire, le bulletin n° 2 porte la mention « Néant ».

Art. 6. En cas de condamnation, faillite ou destitution d'office prononcée contre un

Art. 5. (Comme ci-contre, sauf que le quatrième alinéa : « Toutefois, les décisions, etc., a été supprimé).

Art. 6. (Comme ci-contre).

ndividu soumis à l'obligation du service militaire ou maritime, il en est donné connaissance aux autorités militaire ou maritime par l'envoi d'un duplicata du bulletin n° 1.

Un duplicata de chaque bulletin n° 1, constatant une décision entraînant la privation des droits électoraux, est adressé à l'autorité administrative à l'égard de tout Français et de tout étranger naturalisé, âgé de plus de vingt et un ans.

Art. 7. Le bulletin n° 3 et le relevé des bulletins n° 1 établi suivant les règles fixées aux articles 8 à 12.

Il peut être réclamé par l'individu qu'il concerne et ne doit, dans aucun cas, être délivré à un tiers.

Art. 8. Ne sont jamais inscrites au bulletin n° 3 :

1° Les décisions prononcées par application de l'article 66 du Code pénal ;

2° Les condamnations à des peines de simple police prononcées, pour délit, par suite de l'admission de circonstances atténuantes ;

3° Les condamnations à une amende seulement, lorsque cette amende ne dépasse pas 25 francs ;

4° Les condamnations effacées par la réhabilitation ou par l'application de l'art. 4 de

Art. 7. Le bulletin n° 3 est le relevé du bulletin n° 1, établi suivant les règles fixées aux articles 8 à 10.

(Le reste comme ci-contre).

Art. 8. Ne sont pas inscrites au bulletin n° 3 :

1° Les décisions prononcées par application de l'article 66 du Code pénal ;

2° Les condamnations à moins de six jours de prison ou à une amende ne dépassant pas 25 francs, ou à ces deux peines réunies ;

3° Les condamnations effacées par la réhabilitation ou par l'application de l'article 4 de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines ;

4° Les déclarations de fail-

la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines ;

5° Les déclarations de faillite ou de liquidation judiciaire ;

6° Les déchéances de la puissance paternelle ;

7° Les décisions disciplinaires autre que la destitution ;

8° Les condamnations pour délits prévus par les lois sur la presse, à l'exception de celles qui ont été prononcées pour diffamation ou pour outrages aux bonnes mœurs ;

9° Les condamnations prononcées à l'étranger pour des faits non prévus par les lois pénales françaises.

lite ou de liquidation judiciaire et les décisions disciplinaires autres que la destitution.

5° Les condamnations pour délits politiques et pour délits prévus par les lois sur la presse, à l'exception de celles qui ont été prononcées pour diffamation ou pour outrage aux bonnes mœurs, ou en vertu des articles 23, 24 et 25 de la loi du 29 juillet 1881 ;

6° Les condamnations prononcées à l'étranger pour des faits non prévus par les lois françaises ;

7° Une première condamnation à un emprisonnement de trois mois prononcée par application des articles 67, 68, 69 du Code pénal ;

8° Une première condamnation avec sursis soit à un mois ou moins d'un mois d'emprisonnement, soit à une amende supérieure à 50 francs, mais n'excédant pas 500 francs, prononcée pour un délit autre que le vol, l'escroquerie, l'abus de confiance ou l'attentat aux mœurs, prévu par l'article 334 du Code pénal, pour outrage public à la pudeur et le délit de l'article 400 du Code pénal.

Art. 9. Cessent d'être inscrites au bulletin n° 3 :

Art. 9. Ne sont pas inscrites au bulletin n° 3 :

1° Une première condamnation à un emprisonnement de

1° Sept ans après l'expiration de la peine corporelle ou

six mois ou de moins de six mois, prononcée par application des articles 67, 68 et 69 du Code pénal ;

2° Une première condamnation, soit à un mois ou moins d'un mois d'emprisonnement, soit à une amende supérieure à 25 francs, mais n'excédant pas 500 francs, prononcée pour un délit autre que l'outrage à la pudeur, le vol, l'escroquerie, l'abus de confiance ou l'attentat aux mœurs prévu par l'article 334 du Code pénal.

Art. 10. Cessent d'être inscrites au bulletin n° 3 :

1° Sept ans après l'expiration de la peine corporelle ou le paiement de l'amende, la condamnation unique pour délit ;||

2° Quinze ans après l'expiration de la peine, la condamnation unique pour crime ;

Le tout sans qu'il soit dérogé à la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines.

Art. 11. En cas de condamnation ultérieure, le bulletin n° 3 reproduit intégralement les bulletins n° 1 constatant les décisions autres que celles qui sont énumérées à l'article 8.

le paiement de l'amende, la condamnation unique à deux ans ou moins de deux ans de prison ou à une amende ;

2° Douze ans après l'expiration de la peine, la condamnation à une peine supérieure, sans qu'il soit dérogé à l'article 4 de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines.

Art. 10. (Identique à l'art. 11 de la commission).

Art. 11. Quiconque, en prenant le nom d'un tiers, aura déterminé l'inscription au casier de ce tiers d'une condamnation, sera puni, etc... (comme à l'art. 13 de la commission sauf qu'on a supprimé dans le troisième alinéa de l'article les mots : *ou aura tenté de se faire délivrer par le greffier.*)

Art. 12. L'étranger n'aura droit aux dispenses d'inscription sur le bulletin n° 3 que si, dans son pays d'origine, une loi ou un traité réserve aux condamnés français des avantages analogues.

Art. 13. Quiconque, en prenant le nom d'un tiers ou un nom supposé, aura amené l'inscription au casier de sa condamnation sous un autre nom que le sien, sera puni de six mois à cinq ans d'emprisonnement sans préjudice des poursuites à exercer pour le crime de faux, s'il y échet.

Sera puni de la même peine celui qui, par de faux renseignements relatifs à l'état civil d'un inculpé, aura sciemment été la cause de l'inscription d'une condamnation sur le casier judiciaire d'un individu autre que le véritable condamné.

Quiconque, en prenant un faux nom ou une fausse qualité, se sera fait délivrer ou aura tenté de se faire délivrer par le greffier le bulletin n° 3 d'un tiers, sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement.

Article 463 du Code pénal sera dans tous les cas applicable.

Art. 14. Un règlement d'administration publique déter-

Art. 12. (Identique à l'art. 12 ci-contre.)

Art. 13. (Identique à l'art. 14 de la commission).

Art. 14. Celui qui voudra rectifier une mention portée à

minerales mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi et, notamment, les conditions dans lesquelles doivent être demandés, établis et délivrés les bulletins n° 2 et 3, les droits de greffe, ainsi que les conditions d'application de la présente loi aux colonies et aux pays de protectorat.

son casier judiciaire présentera requête au président du tribunal ou de la cour qui aura rendu la décision.

Le président communiquera la requête au ministère public et commettra un juge pour faire le rapport.

Le tribunal ou la cour statuera en audience publique sur le rapport du juge et les conclusions du ministère public.

Le tribunal ou la cour pourra ordonner d'assigner la personne objet de la condamnation.

Le ministère public aura le droit d'agir d'office dans la même forme en rectification de casier judiciaire.

Dans le cas où la requête est rejetée, le requérant sera condamné aux frais. Si la requête est admise, les frais seront supportés par celui qui aura été la cause de l'inscription reconnue erronée.

Mention de la décision rendue sera faite en marge du jugement ou de l'arrêt visé par la demande en rectification.

Les actes et les jugements seront dispensés de timbre et enregistrés gratis.

2. BELGIQUE

Voici la formule du bulletin de condamnation, telle qu'elle est établie par la dernière circulaire du ministre de la Justice, relative à la statistique criminelle et au casier judiciaire (5 novembre 1897).

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Casier judiciaire

N^o

(Rappeler le n^o de l'extrait du casier judiciaire, quand il s'agit d'un récidiviste.)

NOM

Prénoms

Sobriquet ou surnom.

Faux nom.

Lieu et date de naissance

Prénoms du père

Nom et prénoms de la mère.

Nom et prénoms du conjoint
(Ind. si ce conj. est décédé.)

Le condamné a-t-il des enfants légitimes ou légitimés?

Instruction. (Soulig. ci-cont. la mention qui convient.)

Profession.

Domicile.

BULLETIN DE CONdamnATION.

Tribunal correctionnel de

N^o de l'affaire :

Illettré. — Sachant imparfaitement lire et écrire. — Sachant bien lire et écrire. — Ayant une instruction plus développée.

Si le condamné est entretenu par une autre personne, indiquer quelle est cette personne (père, mari, tuteur, etc.), et quelle est sa profession. Tout condamné sans moyens d'existence, qui ne travaille pas, doit être renseigné comme *sans aveu*, même s'il dit connaître un métier. Si le condamné, sans exercer de profession, a des moyens d'existence, le renseigner sous sa qualification sociale (rentier, pensionné, etc.).

Condamné conditionnellement, avec sursis de (*), le

à :

du chef de (indiquer le nombre des infract. de ch. espèce) :

par application de :

1^o

1^o

1^o

2^o

2^o

2^o

3^o

3^o

3^o

(**) Ces faits ont été commis à, le

Le condamné a-t-il agi en état d'ivresse?

Le

18

LE GREFFIER,

(*) Biffer les mots *conditionnellement avec sursis de*, si la loi du 31 mai 1888 n'a pas été appliquée.

(**) S'il s'agit d'infractions connexes, prendre pour date le dernier acte punissable commis, en y joignant l'abréviation I. C.

3. SUISSE.

Le règlement sur le casier judiciaire du canton de Vaud « donné sous le sceau du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 10 juin 1898. »

Art. 1^{er}. Le tableau annuel des condamnations criminelles et de police est supprimé et remplacé par un Casier judiciaire central.

Art. 2. Le casier judiciaire central est tenu au département de justice et police.

Art. 3. Sont constatés au casier, par extrait :

a) Les jugements définitifs rendus en matière pénale par les tribunaux, présidents de tribunaux, juges de paix et les arrêts de la Cour de cassation pénale.

Les jugements de sursis tant qu'ils ne sont pas exécutoires, les jugements et arrêts acquittant les prévenus et les renvoyant à la disposition du Conseil d'Etat font l'objet d'une inscription au casier, mais ils ne sont mentionnés que sur les extraits du casier destinés à l'autorité judiciaire. Les jugements d'acquiescement pur et simple ne sont pas inscrits au casier judiciaire ;

b) les arrêts de réhabilitation (art. 575 du C. P. P.) ;

c) les décrets de grâce (art. 568 du C. P. P.) ;

d) les décisions du Conseil d'Etat accordant la libération conditionnelle ou la remise de peines ;

e) les condamnations prononcées dans d'autres cantons ou à l'étranger contre les Vaudois ;

f) les jugements définitifs rendus par les tribunaux militaires suisses concernant :

1° des Vaudois,

2° des confédérés domiciliés dans le canton de Vaud.

Art. 4. A la réception d'une des pièces mentionnées à l'ar-

ticle 3, lettres *a*, *e* et *f*, le préposé à la tenue du casier judiciaire s'assure que le casier ne contient aucune inscription relative à une condamnation précédente, puis il établit un bulletin formule n° 1 contenant :

- a*) le nom et les prénoms du condamné ;
- b*) sa filiation ;
- c*) la date ou le lieu de sa naissance ;
- d*) son état civil (célibataire, marié à..., veuf de... ou divorcé de...);
- e*) sa profession ;
- f*) sa bourgeoisie ;
- g*) la nature du délit ;
- h*) la date du jugement ;
- i*) le tribunal qui a jugé ;
- j*) la condamnation principale ;
- k*) la privation des droits civiques.

Le fait que le condamné est récidiviste ou qu'il a été jugé par défaut ou qu'il est mis au bénéfice du sursis à l'exécution du jugement est mentionné sous la rubrique « observations ».

Le nom du condamné et son année de naissance sont écrits très lisiblement, en gros caractères, sur la première ligne, le nom à gauche, l'année de naissance à droite.

Art. 5. Le bulletin concernant une femme mariée, une veuve ou une femme divorcée, est classé d'après le nom de fille, avec bulletin de renvoi au nom du mari.

Art. 6. Il est fait également des bulletins de renvoi pour les individus condamnés sous plusieurs noms ou porteurs de noms composés (de, von, etc.).

Art. 7. A la réception d'une des décisions mentionnées à l'art. 3, lettres *b*, *c* et *d*, le préposé en fait mention sur le bulletin de l'intéressé.

Art. 8. S'il existe déjà au casier un bulletin, les condamnations subséquentes sont mentionnées au verso.

Art. 9. Les bulletins (fiches) ont 0,17 cm. de hauteur sur 0,13 cm. de largeur. Ils sont en carton blanc pour les condamnations prononcées dans le canton et en carton chamois pour les condamnations prononcées hors du canton.

Art. 10. Les fiches sont immédiatement placées dans l'or-

dre rigoureusement alphabétique, de la première à la dernière lettre, dans des boîtes mobiles (cabriolets), sans couvercle.

L'année de naissance établit le rang des fiches concernant des personnes de même nom, la fiche de la personne la plus âgée étant placée la première.

Art. 11. Chaque cabriolet porte extérieurement la syllabe initiale du nom qui figurera sur la première fiche et sur la dernière.

Art. 12. Les cabriolets sont disposés par ordre alphabétique dans une armoire fermée à clef.

Art. 13. L'entrée du local affecté au service du casier judiciaire est interdite au public.

Art. 14. Une fois le bulletin (fiche) rédigé, le préposé inscrit en tête de la pièce qui a servi de base audit bulletin la mention suivante : Pris note au casier judiciaire, le... (date et signature).

Art. 15. Il est délivré des extraits du casier judiciaire sur réquisition :

- a) de toute autorité publique, administrative ou judiciaire;
- b) d'un particulier justifiant de sa vocation et de son identité.

Art. 16. Les demandes de casiers judiciaires sont adressées au département de justice et police, les demandes d'une autorité sous formule n° 2, celle d'un particulier sous formule n° 3.

Art. 17. Les demandes de casiers formulées par le parquet ou par l'autorité judiciaire, dans l'intérêt d'une enquête pénale, sont exemptes de tout examen. Les demandes de particuliers ne sont prises en considération que si elles sont reconnues fondées sur des motifs sérieux et légitimes.

Art. 18. Les extraits demandés sont délivrés dans le plus bref délai possible. Ceux remis à une autorité sont expédiés sur la formule n° 4 ou n° 5, ils sont gratuits. Ceux destinés à des particuliers sont rédigés sous la formule n° 6 ou n° 7 ; ils sont soumis à un émolument d'un franc (les frais d'affranchissement en sus par 10 ou 25 cts), perçu par le préposé.

Les finances perçues sont versées chaque trimestre dans la caisse de l'Etat.

Art. 19. Les condamnations prononcées pour *contraventions* ne sont pas mentionnées dans les extraits délivrés dans un intérêt privé.

Art. 20. Dans les extraits, les condamnations sont relevées dans l'ordre chronologique.

Art. 21. Le préposé tient un registre de tous les casiers délivrés. Ce registre est muni d'un répertoire qui doit être tenu constamment à jour (formule n° 8).

Art. 22. Au cas où le casier judiciaire d'un prévenu serait demandé à la même époque par plusieurs juges, le préposé signalerait le fait au parquet.

Art. 23. Les doubles des registres des naissances dès 1821 sont mis à la disposition du préposé à la tenue du casier judiciaire. Il les consultera lors de la rédaction de bulletins (fiches) et d'extraits concernant des Vaudois ou des personnes nées dans le canton.

Art. 24. Pour faciliter la revision du casier judiciaire, les officiers de l'état civil avisent le département de justice et police du décès des personnes âgées de plus de 10 ans, décédées dans l'arrondissement et des personnes âgées aussi de plus de 10 ans, décédées *hors du canton* et dont le décès est inscrit au registre B (formule n° 9).

Art. 25. A la fin de chaque mois, le préposé procède à la revision du casier ; il retire et détruit les fiches des condamnés décédés et celles des condamnés âgés de 75 ans.

Art. 26. Il sera procédé, avant le 1^{er} juillet 1898, à la conversion en bulletins de toutes les condamnations mentionnées dans le tableau des condamnations, à partir du 1^{er} janvier 1877. Ces bulletins seront classés en deux séries, de dix ans chacune.

Art. 27. L'arrêté du 14 mai 1889, sur la délivrance des extraits du tableau des condamnations pénales (casiers judiciaires) est abrogé.

Art. 28. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} juillet 1898.

TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres mis entre parenthèses renvoient aux numéros).

	Pages
AVANT-PROPOS.....	1-4
BIBLIOGRAPHIE.....	5-8
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — <i>Aperçu historique</i>	9-32
Registres de la police et des tribunaux (1-3). Les sommiers judiciaires (4-5, 8). La création du casier judiciaire (6-7). La sphère d'application du casier judiciaire (9-10). Les extensions du casier (11).	

TITRE PREMIER

État actuel.

CHAPITRE I. — <i>Définition et utilité du casier</i>	33-43
Définition (12). Utilité pour l'individualisation de la peine, la constatation de la récidive et, en gé- néral, pour la bonne application des lois pénales (13). Utilité pour l'application de diverses lois spéciales (14). Utilité au point de vue statistique (15). Prétendue utilité au point de vue des rela- tions sociales (16). Récapitulation (17).	
CHAPITRE II. — <i>Base légale du casier judiciaire</i>	44-48
Les circulaires (18). Les lois (19). Il est resté une simple institution ministérielle (20).	
CHAPITRE III. — <i>Economie générale du système. — Ca- siers d'arrondissement. — Casier central</i>	49-55
Vue d'ensemble (21). La question de la localisa-	

tion : casier d'arrondissement (22). Casier central (23).

CHAPITRE IV. — *Les éléments du casier*..... 56-86

Généralités (24). — *Bulletin n° 1* : Définition, format (25). Cas où il doit être établi des bulletins n° 1 (26-28). Rédaction (29). Contenu (30-31). Duplicata (32). — *Bulletin n° 2* : Définition (33). Cas de délivrance du bulletin n° 2 (34). Délivrance au ministère public (35). Délivrance aux administrations publiques (36-37). Délivrance aux particuliers (38). Énonciations du bulletin n° 2 (39). Condamnations non mentionnées (40). Prix des bulletins n° 2 (41). Timbre et enregistrement (42).

CHAPITRE V. — *Administration et fonctionnement du casier*..... 87-99

Attributions administratives des greffiers (43). Surveillance des parquets (44). Réunion des éléments du bulletin n° 1 (45). Vérification et répartition des bulletins n° 1 (46). Leur classement (47-48). Élimination des bulletins n° 1 : en cas de mort et pour âge avancé (49) ; en cas d'amnistie (50). Règles de la délivrance des bulletins n° 2 (51).

CHAPITRE VI. — *Force probante de l'extrait du casier judiciaire*..... 100-103

Système de la jurisprudence (52). Critique du système (53).

CHAPITRE VII. — *Des casiers spéciaux*..... 104-110

Généralités (54). Casier de l'ivresse (55). Casier électoral (56). Casier du recrutement (57). Casier de la marine (58).

CHAPITRE VIII. — *Échange des bulletins avec les pays étrangers*..... 111-116

Considérations générales (59). Pays avec lesquels la France pratique l'échange (60). Procédé (61).

CHAPITRE IX. — *Des erreurs du casier judiciaire. De l'identification anthropométrique*..... 117-130

Erreurs matérielles de rédaction (62). Erreurs provenant des fausses indications de la minute du jugement (faux noms) (63). Rectification de ces dernières, difficultés d'aboutir à une rectification, réformes proposées (64-65). Moyens répressifs contre la fraude qui provoque ces erreurs (66). Moyens préventifs : photographies (67) ; signalements anthropométriques (68-69).

CHAPITRE X. — *Législations étrangères* 131-174

Généralités (70). Allemagne (71-72). Angleterre (73). Autriche-Hongrie (74-76). Belgique (77-79). Danemark (80). Egypte (81). Espagne (82). Grèce (83). Italie (84-86). Pays-Bas (87). Portugal (88). Roumanie (89). Russie (90-92). Suède et Norvège (93-94). Suisse (95-98). — Récapitulation (98 bis).

TITRE II

Examen des réformes proposées.

CHAPITRE I. — *Inconvénients du casier judiciaire*... 175-185

Généralités (99). Deux sortes de critiques (100). Critiques formelles, moyen de leur donner satisfaction (101). Critiques de fond : véritables inconvénients du casier judiciaire (102) ; perpétuité (103) ; publicité (104). Interprétations diverses des faits signalés (105).

CHAPITRE II. — *Nécessité d'une réorganisation du casier judiciaire*..... 186-203

Considérations historiques : les inconvénients du casier affirmés au sein des sociétés savantes et dans des congrès de criminalistes (106). La question des inconvénients du casier soulevée à la Chambre des députés et au Sénat (107). Institution d'une commission extra-parlementaire pour étudier la question ; rédaction d'un projet de loi sur le casier judiciaire ; le projet au Sénat (108). Présomption en faveur de la nécessité d'une ré-

forme (109). — Les trois groupes des partisans du <i>statu quo</i> (110). Discussion des arguments du premier et du second groupe (111-112). Les objections des partisans du <i>statu quo</i> , rangés dans le troisième groupe (113).	
CHAPITRE III. — <i>Réformes proposées</i>	204-206
Les diverses propositions de réforme (114). Les trois systèmes (115).	
CHAPITRE IV. — <i>La réhabilitation de plein droit</i>	207-210
Exposé (116). Critique (117).	
CHAPITRE V. — <i>La publicité restreinte par la loi</i> (système du projet de loi sur le casier).....	211-222
Coup d'œil sur l'ensemble du projet (118). En quoi consiste la réforme (119). Examen de la « prescription » proposée (120). Les trois principes sur lesquels reposent les restrictions à la publicité proposées (121). Examen du premier principe : extrait partiel (122). Examen du second principe : sélection faite par le législateur (123). Examen troisième principe : les faibles condamnations ne seront pas révélées (124). Conclusion (125).	
CHAPITRE VI. — <i>La publicité tempérée par des mesures de clémence</i> (système de M. Leveillé).....	223-234
Idée générale du système (126). Exposé détaillé (127). Le système réduit (128) Critiques formulées contre le système (129). Sa valeur comme remède aux inconvénients du casier (130). Valeur logique du système (131).	
CHAPITRE VII. — <i>La suppression de la publicité</i> (système de M. Béranger).....	235-240
Exposé (132). Discussion des critiques formulées contre ce système (133-134). Conclusion générale (135).	

APPENDICE

1. <i>France</i> : A. Tableau des circulaires de la chancellerie relatives au casier.....	241
---	-----

TABLE DES MATIÈRES	263
B. Formule du bulletin n ^o 1.....	242
C. Formule du bulletin n ^o 2.....	243
D. Tableau des prix du bulletin n ^o 2.....	244
E. Projet de loi sur le casier.....	245
2. <i>Belgique</i> : Formule du bulletin de condamnation.	253
3. <i>Suisse</i> : Règlement sur le casier judiciaire du canton de Vaud.....	254

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

